

## Chapitre 1:

### Tableau de la France à la veille de la révolution de 1848<sup>1</sup>

#### I-La situation politique: un calme trompeur.

##### A) L'héritage historique.

En 1847 la France semblait connaître, pour la première fois depuis 1789, la **stabilité politique**. Cela faisait dix-sept ans que le pays vivait sous le même régime, une monarchie constitutionnelle, avec sur le trône Louis-Philippe Ier, premier représentant de la branche Orléans de la dynastie capétienne. C'était un régime de son temps, plutôt libéral<sup>2</sup>, assez comparable à la monarchie britannique; c'était surtout le premier régime à durer aussi longtemps depuis la chute de la monarchie absolue en 1789. Pour bien comprendre la nouveauté que représentait cette stabilité retrouvée, il faut avoir en mémoire qu'avant cette accalmie, le pays avait traversé diverses tempêtes que je voudrais rappeler brièvement, en insistant sur la perception qu'on en avait en 1847.

De **1789 à 1799**, une demi-douzaine de régimes s'étaient succédés, avec des émeutes spontanées ou politisées ("journées révolutionnaires"), des coups d'État, une guerre étrangère à partir de 1792 et une guerre civile à partir de 1793. La période fut marquée par une fuite en avant tant politique que militaire.

Politiquement, après un semblant de stabilisation du régime (de l'automne 1789 au début 1791) qui succédait à la gravissime mais brève crise politique de mai-août 1789, l'incapacité du personnel politique (divisé et inexpérimenté) à calmer les passions, la pression des extrémistes et du peuple parisien et le refus du Roi et des anciens privilégiés d'accepter les acquis révolutionnaires de 1789, aboutirent à la reprise du processus révolutionnaire, à la

---

<sup>1</sup> Merci à Nathanaël Dupré La Tour (HK 1995-1996 et Kh 1996-1998), dont les notes de cours courageusement computographiées ont servi de base à l'élaboration des chapitres 1 à 4 du présent polycopié.

<sup>2</sup> Le mot a deux sens, apparentés: un sens politique (un libéral est attaché à la liberté individuelle, aux droits de l'homme); un sens économique (un libéral est attaché à la libre entreprise). Ici, je fais plutôt référence au premier.

chute de la monarchie (le 10 août 1792) et à la proclamation de la République (le 21 septembre), puis au procès du Roi et à son exécution (le 21 janvier 1793) et à l'établissement d'une dictature brutale et instable, la Terreur (de juin 1793 à juillet 1794), finalement liquidée (le 9 thermidor an II / 27 juillet 1794) au profit d'un régime sans dynamique ni perspectives, le Directoire, lui-même renversé par un coup d'État fomenté par un général glorieux, Napoléon Bonaparte (le 18 brumaire an VIII / 9 novembre 1799). De l'été 1789 à l'automne 1799, la France, privée de chef d'État après août 1792, fut gouvernée par des assemblées ou des fractions d'assemblée: cette absence d'exécutif fort, qui s'expliquait évidemment par le rejet de la monarchie absolue, explique largement le cours hasardeux des événements politiques.

Militairement, la France, attaquée de toutes parts au printemps 1792 par une coalition de puissances européennes hostiles à la Révolution, les arrêta à Valmy (le 20 septembre 1792) et les expulsa définitivement de son territoire en 1794, mais ne sut pas s'arrêter et se lança aussitôt dans une politique de conquêtes militaires tous azimuts, sous le prétexte d'apporter les lumières du nouveau régime aux peuples étrangers: l'idéologie révolutionnaire, par cela même qu'elle était universaliste, tendait à justifier l'expansionnisme du pays qui se trouvait être le berceau de la Révolution. Le message novateur de la Révolution française se trouva ainsi brouillé par son association avec un impérialisme des plus classiques: cela eut des conséquences très importantes au XIXe siècle, notamment sur le développement des nationalismes centre-européens, qui tendirent à refuser l'idéologie des Lumières et toutes formes d'universalisme, et à se recentrer sur des valeurs particularistes: la langue, le "génie national", et dans certains cas la race, l'ethnie<sup>1</sup>.

En 1847, les souvenirs de la Révolution étaient encore frais: cinquante-huit ans, c'est en gros le laps de temps qui nous sépare de la seconde guerre mondiale. Certains acteurs, certains spectateurs privilégiés comme Chateaubriand étaient encore vivants; dans le peuple parisien les derniers sans-culottes et leurs enfants, dans les campagnes les derniers émigrés et leurs descendants, entretenaient les souvenirs et les passions. La Révolution avait **une image très contrastée**. Certains l'encensaient en bloc; d'autres vivaient dans la terreur de son retour; d'autres encore, approuvant son œuvre, se demandaient comment assurer la persistance de ses acquis, auxquels ils tenaient, sans pour autant retomber dans l'extrémisme et l'instabilité politique, qui leur faisaient horreur. Leur problème, qui fut l'un des problèmes essentiels du XIXe siècle, était de **dissocier les principes de 1789 de la pratique révolutionnaire**, la Révolution comme événement historique, avec ses horreurs, des principes démocratiques que la France s'était donnés durant la Révolution.

---

<sup>1</sup> Sur ce thème, voyez le chapitre 5.

En réalité, cette image contrastée de la Révolution correspondait largement aux souvenirs très différents qu'en avaient laissé les deux grandes phases:

— la "première Révolution"<sup>1</sup>, c'est-à-dire les années 1789 et 1790, période sur les acquis de laquelle la grande majorité s'accordait (l'abolition des privilèges, la fin de la monarchie absolue et l'invention du régime représentatif, la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, la redistribution de la propriété rurale au profit des exploitants à la suite de la Grande Peur et de la vente des biens nationaux), mais que certains à gauche jugeaient encore trop peu soucieuse du peuple, trop portée au compromis avec les forces de l'Ancien Régime (en particulier, elle avait accepté le maintien de la monarchie), et qui de toute façon avait échoué à se stabiliser;

— la "seconde Révolution", soit les années 1792— 1794 (la radicalisation révolutionnaire et la Terreur), dont certains faisaient une ère de barbarie inexcusable et de dérapages par rapport aux objectifs originels de la Révolution, le règne de la passion et la domination de la populace parisienne; d'autres, une période de regrettables excès imputables aux circonstances et donc pardonnables (il avait fallu la Terreur pour sauver la Révolution menacée par ses ennemis de l'intérieur et de l'extérieur); d'autres enfin, la seule période authentiquement révolutionnaire, la seule période où le peuple avait été au pouvoir: la "dictature vertueuse" de Robespierre l'Incorruptible faisait l'objet d'un véritable culte dans certains milieux, tout comme les sans-culottes dont le souvenir était encore vif dans le peuple parisien, et les "journées révolutionnaires", seule manière pour le peuple de faire avancer l'Histoire.

Ce culte de la Terreur, de la violence politique, du pouvoir révolutionnaire exercé par une minorité "éclairée" et "en avance sur l'Histoire", par une avant-garde, pour le bien de la majorité mais sans son consentement, était extrêmement pernicieux: il aboutissait à dissocier l'idée de progrès politique de celle de démocratie. On connaît la postérité désastreuse de ce type d'idéologie au XXe siècle, dans le monde entier. J'appellerai les courants politiques attachés à ce type d'idéologie "la gauche jacobine" ou "la **gauche blanquiste**", du nom d'un de ses représentants les plus extrêmes, Auguste Blanqui, que je présenterai plus loin dans ce même chapitre.

Il y avait un autre casse-tête issu de l'héritage historique de la Révolution: **le problème de la forme du régime**. La phase la plus présentable de la Révolution avait été sa phase monarchique; mais le Roi avait trahi en tentant de s'enfuir, et de nombreux partisans de

---

<sup>1</sup> Cette expression et celle qui suit sont dues à l'historien François Furet: on ne les employait pas en 1847.

L'œuvre révolutionnaire pensaient que seule une République pouvait la servir. Le problème, c'était que la République évoquait certes de bons souvenirs (la gloire de Valmy, le salut de la nation et des acquis révolutionnaires de 1789, l'égalité réelle des citoyens devant la loi, le gouvernement du peuple, la vertu de gouvernants "incorruptibles") mais aussi de fort sinistres (la Terreur, dès les débuts de la République avec les massacres de septembre, et la dictature du Comité de Salut public, puis l'impuissance du Directoire à gouverner: plus généralement, l'incapacité à résoudre le problème du pouvoir exécutif, l'unanimité et le refus du débat politique, l'exclusion de l'adversaire traité comme un ennemi à abattre). Les perceptions en étaient donc fort contrastées. Au total, la République devait inquiéter beaucoup de Français, même attachés aux principes révolutionnaires: ceux-là pensaient qu'une monarchie constitutionnelle, avec un roi partisan du régime cette fois, était mieux à même de sauver les acquis de 1789 sans verser dans la dictature ou dans l'anarchie: c'était un régime plus équilibré, plus modéré. Du reste le régime de Juillet se présentait lui-même comme "la meilleure des Républiques"<sup>1</sup>... Mais dans les années 1840 l'impopularité croissante des

---

<sup>1</sup> À l'origine, la formule était de La Fayette. Le premier Empire aussi s'intitulait à ses débuts "République française, Napoléon Empereur": ici "République" est à comprendre dans le sens de "gouvernement du peuple", quelle que soit sa forme — c'était sur ce sens que jouait aussi la monarchie de Juillet.

Pour plus de précisions à ce sujet, vous pouvez lire l'article "République" dans le *dictionnaire de la Révolution française* de Pierre Nora: celui-ci montre comment le mot est apparu *avant* l'abolition de la monarchie, pour désigner deux choses assez différentes. La République, c'était d'abord, à l'antique, ce que nous appellerions aujourd'hui la "cité", c'est-à-dire la communauté politique, ou plus précisément la communauté des citoyens, c'est-à-dire toute communauté dont le ressort moral reposait sur la vertu civique et non sur l'obéissance au Prince; étant bien entendu que le pouvoir, dans la république (la cité), peut être *représenté*, par une assemblée (comme le Sénat romain) ou par un monarque (un monarque *civique*, c'est-à-dire tirant sa légitimité du peuple, comme l'Empereur romain; et non, comme les rois de l'Ancien Régime, un homme qui n'obéissait qu'à Dieu). Dans cette première acception qui était en réalité synonyme de "démocratie", l'Empire et la monarchie de Juillet, régimes monarchiques qui se réclamaient d'une légitimité populaire, pouvaient parfaitement être qualifiés de Républiques... Et ce ne fut qu'à cause des événements tragiques de 1791-1792 que la "République" finit par être largement identifiée à un régime sans monarque à sa tête, par opposition à la "monarchie" (forcément hostile au peuple, comme la trahison de Louis XVI semblait l'avoir montré); mais cette opposition a mis du temps à être admise par tous les Français comme une évidence, à devenir absolue et irrémédiable, comme le montre la formule de La Fayette. Jusqu'en 1870, certains ne renoncèrent pas à trouver une formule qui fût républicaine par ses principes et monarchique par la forme en laquelle s'incarnait le pouvoir — car un pouvoir sans tête visible risquait d'être faible, de sombrer dans l'anarchie, d'être la proie de démagogues. Les Républiques antiques n'avaient pas précisément laissé que de bons souvenirs! Cette formule, d'autres pays d'Europe l'ont trouvée et s'y sont tenus: la Grande-Bretagne notamment. Nous parlons aujourd'hui à leur propos de monarchies démocratiques, de monarchies constitutionnelles... En France, les choses se sont passées différemment, mais la République française a eu du mal à se débarrasser de l'image d'un régime d'exception, né par défaut (parce qu'il fallait bien trouver quelque chose une fois le Roi déchu de ses fonctions), d'un corps sans tête apparu dans une ambiance de confrontation et très vite de guerre civile, d'un régime instable et violent enfin — comme la démocratie (République) athénienne l'avait été.

Tout ce qui précède explique en particulier pourquoi en France les "principes républicains" sont ceux "de 1789", c'est-à-dire ceux élaborés... sous la monarchie constitutionnelle! Les circonstances de l'avènement de la République en France (l'invasion étrangère, le sursaut de Valmy) expliquent aussi pourquoi l'idée de République, en France, a longtemps été liée à celle de défense de la patrie, de levée en masse (les républicains du XIXe siècle étaient fort nationalistes! Voyez un peu plus bas...); cette idée a couru de Valmy à Verdun et à l'appel du 18 juin 1940, en passant par la défense de la nation contre ses ennemis réactionnaires en 1871 (Gambetta) comme en 1917 (Clemenceau). Elles expliquent aussi pourquoi l'idée de la République a longtemps été liée à une exigence de vertu, de morale (pour l'"incorruptible" Robespierre, la morale était "le

Orléans, succédant à celle de la Restauration, contribua à restaurer peu à peu, par contraste, l'image de la République, la monarchie quelle qu'elle fût semblant décidément bien incapable de répondre aux vœux du peuple.

**De 1800 à 1815**, ce furent le Consulat, puis l'Empire: une dictature étouffante à l'intérieur et des guerres à peu près incessantes à l'extérieur, qui aboutirent finalement, après un duel sans espoir avec la Grande-Bretagne, première puissance économique mondiale et maîtresse des mers, à un effondrement dramatique entre 1812 (la retraite de Russie) et 1814 (lorsque Paris fut occupée par des troupes étrangères, pour la première fois depuis la guerre de cent ans). Suivit une année de très grande instabilité politique, avec l'épisode des Cent Jours (l'éphémère retour au pouvoir de Napoléon, qui se solda par le désastre de Waterloo). La France en sortit ruinée, humiliée, démographiquement très affaiblie, délestée de l'essentiel de son empire colonial, de l'ensemble de ses conquêtes territoriales révolutionnaires et même de quelques territoires français depuis l'Ancien Régime (comme la ville de Landau); les acquis politiques de 1789 furent en partie remis en cause.

Malgré tout, vers la fin de la monarchie de Juillet les mauvais souvenirs tendaient à s'effacer au profit de la **légende napoléonienne**, ravivée sous l'effet notamment des souvenirs plus ou moins enjolivés des survivants (pensez au "demi-solde" du *Médecin de campagne* de Balzac), de livres comme le *Mémorial de Saint-Hélène* de Las Casas, publié en 1821, l'un des "best-sellers" des années 1820 (et le livre de chevet de Julien Sorel dans *Le rouge et le noir*),

---

fondement unique de la société civile"): ce thème a servi à la critique des trois monarchies du XIXe siècle... avant d'être retourné contre la République par ses ennemis lorsque, désormais bien installée (à partir de 1880), elle montra amplement qu'elle pouvait elle aussi être inefficace et corrompue. Remarquez que tous ces thèmes sont complètement absents de la tradition républicaine américaine (jusqu'à la seconde guerre mondiale et la guerre froide, l'Amérique ne se sentait pas investie d'une mission pour les hommes vivant au-delà des ses frontières: elle avait été fondée par des hommes qui rejetaient l'Europe et l'avaient fuie pour vivre leur foi en paix, sans prétendre y convertir le vieux monde, et refusait de se mêler de ses affaires. Elle exige beaucoup de vertu de ses hommes politiques, mais c'est pour des raisons morales et religieuses; la dimension religieuse de la démocratie américaine est très forte, comme le montre la devise du pays: *in God we trust*). Sur ces thèmes, voyez le cours sur les États-Unis, chapitre 1.

Vers 1789, il existait une autre acception du mot de République, qui renvoyait à l'idée de *gouvernement direct du peuple*, au rêve d'un gouvernement sans intermédiaires, sans représentants, d'un gouvernement directement pris en charge par des gens qui se connaissent, qui partagent le même cadre de vie, les mêmes projets. C'était le modèle athénien, pris dans une autre de ses dimensions; il n'était évidemment applicable qu'à l'échelon local (on citait en exemples contemporains les cantons suisses, les villes hanséatiques, les Provinces-Unies, les États-Unis d'Amérique). Certains rêvaient de faire de la France une telle fédération de cités semi-indépendantes, librement alliées, avec chacune leurs institutions et même, éventuellement, leur armée. Ce rêve traversa tout le XIXe siècle, notamment par l'intermédiaire d'un courant majeur de la pensée socialiste, le courant proudhonien (voyez plus bas dans ce même chapitre) et ses dérivés, notamment l'anarchisme. On en retrouve plus que des traces dans l'épisode de la Commune de Paris, en 1871 — voyez le chapitre 4. À vrai dire, il se mêlait inextricablement à des références à une autre forme de "communauté" idéale, ou idéalisée: le couvent, la communauté monastique... Comme nous le verrons, les socialistes du XIXe siècle étaient très influencés par le christianisme!

des chansons, dessins et lithographies qui se vendaient comme des petits pains dans les années 1840. Le faste, la gloire étaient les premiers constituants de cette légende — laquelle intégrait même les défaites: comme tout héros romantique, Napoléon n'avait jamais été aussi grand que lorsqu'il avait chu, lorsque les éléments étaient venus à bout de son projet prométhéen.

À l'intérieur, certains louaient **l'homme fort** qui avait rétabli l'ordre après dix années d'anarchie révolutionnaire, qui avait su incarner l'État dans sa puissance et dans ses fastes, le Louis XIV de la Révolution; l'héritage de la monarchie absolue pesait lourd dans les mentalités, même de gauche! D'autres il est vrai, moins nombreux, n'aimaient guère l'homme du Dix-huit brumaire, **le "factieux"**, le nouveau César, l'auteur du coup d'État contre les institutions en place — bien déconsidérées, il est vrai, en 1799. En fait, l'image de l'Empire était double: certains y voyaient **la défaite de la Révolution**, le retour à la monarchie, mais bien plus nombreux étaient ceux qui y voyaient **sa continuation et même son accomplissement**, le régime qui avait su résoudre le problème du pouvoir exécutif, stabiliser et organiser la France révolutionnaire (c'était le mythe des "masses de granit": le code civil et le code pénal, le Concordat, etc.), qui était parvenu un moment à faire triompher les principes de 1789 sur leurs ennemis intérieurs et extérieurs; **un régime dont on pouvait, somme toute, être fier** (et on l'était d'autant plus que l'on détestait les monarchies censitaires qui avaient suivi; cela dit, il n'y avait pas besoin d'être un opposant politique pour éprouver de la nostalgie pour la geste romantique de Napoléon). Enfin, sous l'Empire la France avait connu un retour à l'expansion économique.

Bref, le **bonapartisme** était un sentiment (un sentiment et pas un programme politique) fort bien partagé en France en 1847, même et surtout **à gauche**. Pour le comprendre il faut avoir en mémoire que l'addition de l'héritage militaire de la Révolution et de l'héritage bonapartiste (Valmy plus Austerlitz: des guerres glorieuses contre des tyrans) faisait que **la gauche**, au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, **était** dans sa très grande majorité **nationaliste**, voire chauvine, par détestation de l'internationale des rois, de celle des prêtres et de celle des "gros" (on ne disait pas encore: des capitalistes); militariste, **et** partisane d'un État fort ("**jacobine**"<sup>1</sup>): elle se souvenait que la Révolution n'avait pu triompher de ses ennemis qu'en étant forte, voire impitoyable. De Napoléon, de nombreux hommes de gauche retenaient qu'il avait apporté les idéaux révolutionnaires à toute l'Europe; que la France, la "Grande Nation", patrie de la liberté, avait été forte et respectée. Ç'avait été par la force? Peu importait: c'était une force légitime, puisqu'elle était dirigée contre les ennemis de la liberté, de l'égalité et de la fraternité. Ainsi pour le républicain Edgar Quinet la gloire de l'Empire était « l'ornement de la

---

<sup>1</sup> Ce mot a deux sens. Le premier est celui que j'ai employé jusqu'ici; "nostalgique de Robespierre". Mais comme Robespierre a établi en France un régime très centralisateur, et a combattu les girondins qui souhaitaient une France décentralisée, le mot a pris aussi le sens de "partisan de la centralisation à tous crins".

liberté »; c'est-à-dire qu'il ne voyait pas de contradiction entre la Déclaration des Droits de l'Homme de 1789 et l'invasion et l'asservissement de l'Europe (et de la France!); bien au contraire, il les percevait comme complémentaires. **Certains**, qui se proclamaient démocrates et l'étaient dans la mesure où ils se battaient pour les idéaux de 1789, **se trouvèrent ainsi amenés**, en applaudissant l'œuvre d'un dictateur qui avait gouverné au nom d'idéaux démocratiques, à **séparer la cause des acquis de la Révolution de celle de la démocratie**.

Par ailleurs, depuis la terrible guerre civile des années 1790 (ou peut-être depuis bien plus longtemps, depuis les guerres de religion), la culture politique française acceptait difficilement la libre expression des divergences politiques: celui qui pensait autrement était perçu non comme un adversaire à convaincre mais comme un ennemi à neutraliser ou à éliminer; le débat était inutile, voire néfaste, entre "les bons" (nous) et "les méchants" (eux), qui d'ailleurs ne faisaient pas vraiment partie de la communauté: c'étaient des étrangers (la noblesse notamment, qui au XVIIIe siècle s'était assez vantée de ses supposées origines germaniques), des traîtres (les émigrés), au mieux des imbéciles manipulés. On avait donc de la sympathie pour les régimes qui "nous" avaient unis et "les" avaient fait taire, marginalisés, éliminés. Dans ce contexte, **le pouvoir personnel de l'Empereur avait tendance à figurer l'unanimité**, l'unité indivisible du "peuple" français ("nous", c'est-à-dire presque tous, c'est-à-dire tous ceux qui comptent, c'est-à-dire tous), cette unité proclamée et rêvée par la Révolution qui avait été bien incapable de la concrétiser. Le peuple s'incarnait dans un homme exceptionnel. Sous Napoléon, tout le monde marchait au pas, donc tout le monde était d'accord; pas de temps perdu en palabres qui divisent la communauté et font le jeu de l'ennemi!

**Le culte de l'homme fort unissant le pays dans une gloire acquise en combattant la réaction**: voilà comment l'on pourrait résumer le sentiment bonapartiste à gauche de l'échiquier politique vers 1845. On voit qu'une partie de la gauche avait du mal à trouver ses repères, ses références politiques ailleurs que dans deux régimes fort autoritaires: l'Empire et la Terreur, censés avoir apporté au pays, respectivement, la gloire et l'égalité. Cette vision des choses conduisait tout droit au radicalisme politique, au refus d'une vie politique et sociale apaisée, stable, de la recherche du consensus; à un volontarisme inspiré certes par d'excellents sentiments, mais peu soucieux de la liberté des individus, des réalités, des possibilités; au culte enfin des dictatures populistes<sup>1</sup>, ce qui se révéla désastreux au moment où un nouveau Bonaparte tenta de prendre le pouvoir (et aussi plus tard, au XXe siècle, lorsqu'il fallut penser les rapports du socialisme et de la démocratie). Cette attitude contrastait par exemple avec celle de la gauche britannique ou scandinave, toujours soucieuse de compromis acceptables

---

<sup>1</sup> C'est-à-dire: qui flattent le peuple et prétendent agir pour lui.

par l'ensemble de la population; ce qui lui a valu d'être au pouvoir bien plus longtemps que la gauche française, et modifier bien plus profondément les sociétés...

Parmi ces hommes de gauche qui professaient une véritable vénération pour Bonaparte, il faut évoquer Pierre-Jean de **Béranger** (1780-1857), célèbre "chansonnier" de l'époque: ce qui signifie que nombre de ses poèmes étaient faits pour être mis en musique<sup>1</sup>, souvent sur des airs connus, car il n'y avait pas de disques à l'époque et peu de gens savaient lire les partitions; cela dit, lesdites chansons étaient aussi publiées sous forme de poèmes, en recueils coûteux. Béranger était perçu comme l'un des grands poètes de l'époque, souvent placé au-dessus de Lamartine et de Hugo qui lui devait beaucoup (ses *Chansons des rues et des bois* s'inspiraient de celles de Béranger). Béranger, dont les principaux recueils datent des années 1820 et 1830, était proche des républicains et fut même emprisonné à la fin du règne de Charles X.

À côté de ce bonapartisme populiste il existait aussi, bien entendu, un **bonapartisme conservateur**, axé sur la valeur d'ordre et de nouveau sur le culte d'un pouvoir fort seul apte à assurer l'unité nationale, mais cette fois-ci dans un sens plus traditionnel: Napoléon avait arrêté la dynamique révolutionnaire, le déchirement des Français excités par les différentes "factions", et sous son régime les possédants avaient dormi en paix après dix ans d'inquiétude. Sous la monarchie de Juillet ce courant n'était pas très important — car se réclamer de Bonaparte, c'était quelque peu séditieux: le régime en place assurait très bien l'ordre... À partir de 1849, ce bonapartisme d'ordre l'emporta sur le bonapartisme révolutionnaire, et dans la seconde moitié du siècle le bonapartisme devint majoritairement une tradition de droite (d'autant plus qu'à cette date, l'essentiel de la droite avait fini par accepter l'héritage révolutionnaire), sans jamais pourtant perdre totalement ses sympathisants de gauche. On voit l'ambiguïté de cette droite qui se réclamait du peuple, de la Révolution: elle est partiellement à l'origine des fascismes, ces droites populistes et révolutionnaires du XXe siècle. À différentes reprises, des hommes politiques tentèrent de reprendre l'héritage bonapartiste (au niveau de leurs programmes, que je qualifierai de "césaristes": en gros, un homme fort gouvernant au nom du peuple et pour le peuple sans se soucier des formes démocratiques, dans le mépris des partis diviseurs de la communauté nationale). Le prince Louis-Napoléon Bonaparte en 1848, le général Boulanger dans les années 1880, en sont deux bons exemples. L'un et l'autre se réclamèrent de toute la nation et non pas d'un seul parti, d'une seule tendance; l'un et l'autre trouvèrent des soutiens à gauche comme à droite, mais furent quand même, au total, des hommes de droite.

---

<sup>1</sup> On était à la grande époque du *Lied* en Allemagne.



La monarchie de Juillet, conscience de la force du sentiment bonapartiste dans la population, tenta de le récupérer à ses débuts: ce fut elle qui fit placer la statue de Napoléon sur la colonne Vendôme en 1833, qui fit achever l'arc de triomphe de l'Étoile en 1836, enfin qui organisa le retour des cendres de l'Empereur depuis Saint-Hélène en 1840. Un million de personnes assistèrent au transfert de la dépouille — un peu trop au goût du régime, qui abandonna par la suite ces **vellétés de politisation**<sup>1</sup> du sentiment bonapartiste populaire.

De 1815 à 1830 enfin ce fut la Restauration, quinze années de monarchie constitutionnelle, que les deux frères cadets de Louis XVI, Louis XVIII (1815 — 1824) et Charles X (1824 — 1830), s'employèrent à vider de sa substance, surtout à partir de 1820. Ce fut la vengeance des vaincus de 1789, de ceux qui haïssaient les principes révolutionnaires (la liberté, l'égalité) et rêvaient de revenir à l'Ancien Régime (sans aucune chance, car trente ans avaient passé et le vieux monde était mort): la noblesse et le clergé catholique surtout. Ce fut une période de fortes tensions, marquée par d'in vraisemblables maladresses politiques (ainsi le sacre de Charles X, en 1825: le nouveau monarque ne trouva rien de mieux que de toucher les écrouelles des scrofuleux, comme au Moyen Âge, et s'aplatit de tout son long devant l'autel de la cathédrale de Reims, ce qui choqua les non-croyants et tous ceux qui craignent une influence excessive de l'Église); une répression à la fois insupportable et inefficace; un renouveau d'instabilité politique et même une flambée de terrorisme au début des années 1820 (une société secrète d'origine italienne, les *carbonari*, essaima en France et prépara des attentats contre des personnalités politiques; le duc de Berry, fils puîné de l'héritier présomptif de la couronne, tomba sous leurs balles en 1820).

La Restauration sombra misérablement en juillet 1830, lorsqu'en trois jours ("les **Trois Glorieuses**") le peuple de Paris se souleva et mit fin à ce régime anachronique, qui ne conservait que peu de nostalgiques en 1847: on les appelait les "légitimistes", j'en reparlerai.

## **B) Atouts et faiblesses de la monarchie de Juillet.**

Par opposition aux précédents régimes, la monarchie de Juillet, née des Trois Glorieuses, semblait avoir plus d'atouts. En tout cas, elle durait (c'était nouveau et cela

---

<sup>1</sup> Un sentiment est politisé lorsqu'un homme ou un parti s'en empare et en fait un point de son programme. Ainsi dans les années 1920 le nazisme en Allemagne a politisé l'antisémitisme, sentiment ancien en Allemagne; en France, dans les années 1980 et 1990, le Front national a politisé la xénophobie.

semblait un acquis essentiel après quarante ans d'extrême instabilité politique); elle avait rétabli la paix civile à partir de 1835, après quatre années marquées par de nombreux troubles, dont les deux grandes révoltes des canuts (les ouvriers de la soie) de Lyon, en 1831 et 1834, et les obsèques sanglantes du général Lamarque en 1832, où Victor Hugo fit mourir Gavroche.

C'était que le nouveau régime était plus moderne que la Restauration, sans être aussi instable et à l'occasion extrémiste que la République, ni aussi aventuriste que l'Empire. Il prétendait avoir réussi **une synthèse acceptable** par la majorité des Français **entre l'héritage de la monarchie et celui de la Révolution**, cette synthèse qui avait échoué en 1789-1791. Louis-Philippe ne tenait pas sa couronne du droit divin comme Louis XVI, mais de la volonté du peuple (qui s'était exprimée par les Trois Glorieuses); par ailleurs il n'était pas arrivé à Paris "dans les fourgons de l'étranger", comme Louis XVIII en 1814. C'était un homme de son temps: fils de Philippe-Égalité, conventionnel régicide, il avait été un révolutionnaire, avait appartenu au club des Jacobins, s'était battu à Valmy et à Jemmapes du côté de la Révolution; puis il avait pris le chemin de l'exil, mais pour échapper à la Terreur, ce qui était compréhensible, tandis que les futurs Louis XVIII et Charles X s'étaient exilés dès 1789, par haine des principes révolutionnaires. Expériences peu communes dans son milieu, il avait alors travaillé pour vivre (il avait été précepteur), avait voyagé: il était même allé aux États-Unis, il était polyglotte. Au début de son règne, il fut le premier roi depuis le jeune Louis XV à bénéficier d'une image à peu près positive dans l'opinion: un rien de démagogie y aidait (le monarque se promenait dans Paris en habit bourgeois, parapluie au bras; il mit ses nombreux enfants au lycée), ainsi qu'une incroyable baraka qui lui permit d'échapper à une douzaine d'attentats en dix-huit ans. On le surnommait "le Roi bourgeois", et effectivement il acceptait et partageait les valeurs bourgeoises, les valeurs issues de 1789, les valeurs de son temps.

Au début du règne, des **réformes** très attendues et significatives avaient eu lieu. On avait rétabli le drapeau tricolore (la Restauration avait repris le drapeau blanc de l'Ancien Régime) et Louis-Philippe avait pris le titre de "Roi des Français", non plus "Roi de France". La Constitution (que l'on appelait la "Charte", vocable archaïque imposé par Louis XVIII) avait été amendée dans un sens libéral en 1830: le cens (la quantité d'impôts directs qu'il fallait payer pour voter) avait été abaissé, ce qui avait porté de soixante-dix mille à deux cent mille le nombre d'électeurs aux élections législatives<sup>1</sup>. Les conseillers municipaux étaient désormais élus et la presse était plus libre. L'enseignement avait été profondément réformé: en 1833, la loi **Guizot**, première des grandes lois scolaires qui jalonnèrent le XIXe siècle, avait obligé toutes les communes de plus de cinq cents habitants à entretenir une école publique et un maître, et chaque département à se doter d'une École normale (l'ancêtre de nos I.U.F.M.)

---

<sup>1</sup> Le cens était plus bas pour les élections locales.

pour former les instituteurs; tout enseignant devait exciper d'un "brevet de capacité" délivré par une commission départementale (cette mesure était destinée à écarter notamment les prêtres trop ignorants, et fut mal accueillie par le clergé). En revanche l'éducation n'était ni laïque, ni gratuite, ni obligatoire. Au total, la loi Guizot eut des effets positifs: elle aida le taux d'alphabétisation à passer de 45% en 1829 à 64% en 1848.

Même si la loi Guizot avait exaspéré une partie des catholiques, dont les plus excités se considéraient persécutés, le régime n'avait rien d'anticlérical. Certes l'idéologie libérale de Guizot ne faisait pas appel à la notion de valeurs religieuses, et Louis-Philippe ne se réclamait pas d'une légitimité divine. Mais comme tous les régimes conservateurs du XIXe siècle, la monarchie de Juillet appréciait le renfort du clergé pour faire régner l'ordre social (du reste, bien sûr, la plupart des orléanistes étaient des catholiques!). Et le clergé, même "remonté" contre le régime, acceptait tout à fait ce rôle.

Mais **le régime avait des faiblesses**. D'une part, il souffrait d'**un déficit de légitimité**<sup>1</sup>. Il était né d'une émeute, ce que d'aucuns ne lui pardonnaient pas, accusant Louis-Philippe d'avoir "ramassé sa couronne dans la boue". Le monarque n'était pas l'aîné des mâles de la famille royale: même après la mort de Charles X en exil en 1836 il demeura des prétendants de la branche aînée, Louis, duc d'Angoulême, décédé en 1844, puis Henri, comte de Chambord, "l'enfant du miracle", le fils posthume du duc de Berry assassiné en 1820. Les légitimistes le considéraient toujours comme le seul roi légitime, et l'appelaient Henri V. Enfin la monarchie de Juillet était largement née d'un tour de passe-passe. En effet, si les hommes politiques qui avaient mené l'insurrection de juillet 1830 étaient royalistes<sup>2</sup>, le peuple parisien était plutôt républicain. Il avait fallu que le vieux La Fayette, héros de la grande

---

<sup>1</sup> Ce qu'on appelle la *légitimité* d'un régime, c'est l'ensemble des raisons qui font qu'on accepte de lui obéir. Il y a des régimes dépourvus de légitimité: ils ne se maintiennent que par la force. D'autres ont une légitimité militaire (les Mongols obéissaient à Gengis Khan parce qu'il les menait de conquête en conquête), d'autres encore ont une légitimité religieuse (les Arabes de l'âge classique obéissaient au Calife parce qu'il était le "successeur" sur Terre du Prophète) ou révolutionnaire (les régimes communistes se considéraient investis de la mission historique d'amener l'humanité au socialisme: ce rôle historique suffisait, pour leurs partisans, à les rendre légitimes). Notre République a une légitimité démocratique (nous lui obéissons parce que nous nous accordons pour considérer qu'elle exprime la volonté du peuple, et parce que nous considérons qu'un régime doit exprimer cette volonté) qui s'exprime par les élections (nous nous accordons à considérer qu'elles sont à peu près honnêtes et qu'elles permettent plus ou moins de connaître la volonté du peuple). Mais toute légitimité peut s'éroder: un conquérant qui ne fait plus de conquêtes, un calife qui mène une vie dissolue peuvent être remerciés; dans les années 1980 personne ne croyait plus à la possibilité d'une Révolution socialiste mondiale, ce qui rendait le discours officiel des dirigeants communistes complètement irréel; dans les années 1930, beaucoup de Français considéraient que la IIIe République n'exprimait plus du tout la volonté du peuple...

<sup>2</sup> N.B. je distingue le mot de royaliste, qui désigne un partisan d'une royauté, et celui de monarchiste, qui a un sens plus large: il inclut les partisans des autres types de monarchies, notamment des Empires. Pour ce chapitre, la distinction n'a guère d'importance, mais elle en aura plus tard.

Révolution et de l'indépendance des États-Unis, forçât la main au peuple en faisant acclamer le nouveau monarque au balcon de l'Hôtel de Ville; plus d'un s'en était vite repenti.

Car en quelques mois **la monarchie de Juillet s'était durcie**, et de populaire et réformiste était devenue répressive et conservatrice. La première révolte des canuts de Lyon avait fait une cinquantaine de morts; la seconde avait été encore plus sanglante (trois cents morts). A cette occasion, des barricades élevées dans les quartiers populaires de Paris en solidarité avec les canuts avaient été dégagées sans ménagement par la troupe: il y eut des morts, en particulier le **massacre de la rue Transnonain** (en avril 1834) resta célèbre. Cet épisode pesa, et pèse encore, sur l'image de Thiers, alors ministre de l'Intérieur, et du général Bugeaud, futur conquérant de l'Algérie, qui commandait la troupe. Au fil des années, la monarchie de Juillet apparut de plus en plus comme un régime indifférent au sort des pauvres: en 1831, le premier ministre Casimir Périer, un grand banquier, avait déclaré: « il faut que les ouvriers sachent bien qu'il n'y a pas de remèdes pour eux que la patience et la résignation ». La monarchie de Juillet, née d'une insurrection populaire, semblait être tombée aux mains d'une grande bourgeoisie égoïste et affairiste symbolisée par le baron de Rothschild (le Nucingen de Balzac); **on accusait le gouvernement d'avoir « des allures de compagnie industrielle »** (Tocqueville).

**Le régime**, satisfait de lui-même et persuadé de représenter un idéal, s'était figé, ossifié; il **se révéla incapable d'évoluer** par adaptations successives, comme la monarchie britannique sut si bien le faire à la même époque. Ainsi, alors que beaucoup espéraient que l'abaissement du cens en 1830 ne serait qu'un point de départ, et qu'on en arriverait progressivement, sinon au suffrage universel, du moins à un régime raisonnablement représentatif de l'ensemble de la population, rien ne bougea en dix-huit ans. En 1847, la même personne dirigeait le gouvernement depuis sept ans, premier ministre de fait sinon en titre, pour le désespoir d'une classe politique avide de changements et surtout d'alternance aux principaux portefeuilles. C'était **François Guizot** (1787-1874). D'origine nîmoise, protestant, historien de formation (il s'était intéressé notamment à la Révolution anglaise), il fut **le grand idéologue de la monarchie de Juillet**; mais l'idéologie qu'il développa était une idéologie conservatrice, immobiliste.

Bien entendu **Guizot était un libéral en économie**, c'est-à-dire qu'il pensait qu'il fallait laisser jouer librement l'offre et la demande, ce qui assurerait infailliblement l'enrichissement de l'ensemble de la population, et que l'État devait s'en mêler le moins possible: les seules fonctions que les libéraux lui reconnaissent sont la police, la réglementation, et, au XIXe siècle, la protection de l'économie nationale par le biais des tarifs douaniers. C'était **une idéologie économiste**: le seul rôle de la politique, c'était de gêner l'économie le moins possible, le reste n'était que démagogie, agitation ridicule et sans raison. Les seules activités "réelles", c'étaient les activités productives: dans ces conditions, sur le

principe Guizot n'accordait aucune autonomie au politique par rapport à l'économique (ce qui indiquait un grand manque de sensibilité aux mentalités dans un pays aussi amoureux de la politique que la France du XIXe siècle, le pays de la Révolution — justement, il est frappant de constater que des penseurs de l'époque Guizot fut l'un des rares à ne pas s'intéresser à la Révolution française...). En attendant la prospérité promise, la majorité des Français restaient pauvres et ne ressentait pas les effets positifs de la doctrine, d'autant que la France traversait une période de croissance économique plutôt faible.

Le libéralisme économique était la chose la mieux partagée dans les élites politiques de cette époque; mais **Guizot était nettement moins libéral en politique qu'en économie**. Il y avait une étrange contradiction entre ses principes généraux et ses théories concernant le suffrage et le pouvoir; cette contradiction a été celle de la plupart des libéraux français du XIXe siècle, elle a largement contribué au discrédit dans lequel le libéralisme est tombé très tôt dans notre pays, contrairement au monde anglo-saxon.

Pour Guizot, **seuls étaient aptes à voter et à exercer le pouvoir ceux qui avaient de l'argent, de l'instruction et du temps**: les "notables", et plus précisément les chefs d'entreprise. Pour lui, les gouvernants devaient appartenir aux classes productives: cela seul garantissait qu'ils seraient concernés par le gouvernement de leur pays (puisque de la prospérité du pays dépendait celle de leurs entreprises) — **la seule élite efficace était celle qui gouvernait selon ses intérêts**. Dans ces conditions, que le gouvernement ressemblât à "une compagnie industrielle" n'avait rien pour choquer Guizot, c'était précisément son idéal! De plus, selon un argumentaire qui remontait à la Grèce ancienne, **le riche était le mieux placé pour gouverner car il n'était pas corrompible**. Enfin **l'élite de l'argent était le seul type d'élite auquel tout le monde pouvait accéder**, donc celle que les gens étaient le plus susceptibles d'accepter, car ils savaient qu'ils avaient une chance d'y entrer un jour... Au fond, pour Guizot, l'argent était le meilleur indicateur de la "raison": **c'était la richesse qui prouvait la valeur des individus**. Ce que synthétise la formule la plus fameuse de Guizot: « si vous voulez voter, enrichissez-vous par le travail et par l'épargne », habituellement résumée en: « **enrichissez-vous** ».

En fait, **Guizot ne croyait pas à la souveraineté des individus, mais à celle de la "raison"**. Il pensait, opinion largement répandue en Europe à l'époque, que la majorité n'était pas forcément "éclairée", et que le suffrage universel était une absurdité car il n'exprimait que la force aveugle du nombre. Pour lui, le rôle essentiel du pouvoir n'était pas de représenter la société mais de lui donner forme, de la transformer dans le sens du progrès, par l'éducation par exemple (d'où le rôle que Guizot avait joué dans l'adoption de la loi de 1833 sur l'école). La société devait avoir de bons représentants, ce qui ne signifiait pas que ceux-ci devaient représenter le plus grand nombre: ils devaient représenter les meilleurs. **Guizot était attaché également au principe d'un exécutif fort**: il était hostile au régime parlementaire — et,

lorsqu'il fut l'homme fort du ministère, ne tint guère compte des Chambres. Il pensait qu'au sommet des institutions, il fallait un monarque dont la légitimité fût externe à la représentation, ne dépendît pas des élections; en revanche Guizot était parfaitement indifférent au choix de la dynastie. Cette conception purement instrumentale de la monarchie, simple enveloppe de l'idée de légitimité, était fort peu apte à susciter l'enthousiasme.

En revanche **il n'était pas question que les travailleurs votassent**: ils n'étaient que des exécutants, donc incapables de penser. **L'élite ne pouvait pas non plus être celle du sang**, c'est-à-dire celle du hasard biologique; **ni celle des "capacités"**, comme on appelait alors ceux qui devaient leur place dans la société à leur études, car, n'ayant pas d'intérêts matériels, ils étaient censés manquer de sens de la réalité; ils risquaient de se laisser emporter par de belles théories. C'était pourquoi Guizot refusait l'idée, que certains agitaient, d'étendre le suffrage aux détenteurs de certains diplômes indépendamment de leur richesse.

Pour Guizot, une fois au pouvoir cette élite de l'argent ou de la valeur personnelle, ce qui était le cas depuis 1830, tout ne pouvait qu'aller bien: plus besoin de révolutions, c'était la fin de l'Histoire (au sens où c'était la fin de l'ère des bouleversements, des révolutions, ouverte en 1789). De ce point de vue l'idéologie de Guizot était **une idéologie historiciste**<sup>1</sup> typique du XIXe siècle, mais elle était en fait extrêmement immobiliste: pour lui, le régime ne pouvait plus et ne devait plus évoluer. L'Histoire avait un but, une fin: cette fin, c'était la monarchie de Juillet!

L'idéologie dont Guizot était le plus brillant représentant est restée sous le nom d'**orléanisme**<sup>2</sup>, car elle est historiquement liée à l'époque où les Orléans étaient sur le trône; nous verrons qu'elle est restée très puissante jusqu'à nos jours, tout en évoluant notablement (par exemple, il y a longtemps que les orléanistes ne sont plus royalistes, et ils sont devenus beaucoup plus libéraux en politique).

### **C) Diversité et impuissance des oppositions.**

---

<sup>1</sup> J'appelle historicistes l'ensemble des courants de pensée qui accordent à l'Histoire la capacité privilégiée d'établir ou d'expliquer des vérités humaines. Les historicismes du XIXe siècle se fondaient essentiellement sur la notion optimiste de progrès historique: le monde évolue positivement, selon des lois historiques qu'il est possible d'établir. Certains en tiraient la conséquence qu'il était possible d'agir sur le rythme du progrès en s'inspirant de ces découvertes.

<sup>2</sup> Les trois noms: bonapartisme, orléanisme, légitimisme ont été popularisés par René Rémond dans son livre: *Les droites en France*.

Personne en 1847 ne prévoyait la fin prochaine du régime. Celui-ci bénéficiait du soutien très majoritaire des puissants et des riches, des "intérêts" comme on disait encore alors. Les autres ne s'exprimaient guère, faute d'argent et de débat politique. L'électorat, très peu nombreux, facilement corruptible, était étroitement contrôlé par les préfets, et de ce fait les élections de 1846, les dernières de la monarchie de Juillet, n'amènèrent que très peu d'opposants à la Chambre.

Je vais maintenant passer en revue l'ensemble de ceux qui, dans la France de 1847, ne se satisfaisaient pas de l'orléanisme triomphant. Ne perdez pas de vue qu'**il n'y avait pas alors de partis politiques** organisés: le mot "parti" existait à l'époque, mais jusque vers 1900 il désignait plutôt des mouvances, des tendances de l'opinion, des sensibilités, ou des groupements plus ou moins stables de députés. D'ailleurs l'immense majorité des Français ne s'intéressaient pas à la politique, ne fût-ce que parce qu'ils ne votaient pas. Par ailleurs, **beaucoup des tendances que je vais présenter n'étaient pas des tendances politiquement actives**, mais plutôt des courants de pensée qui ne cherchaient pas à trouver une expression politique.

Par ailleurs je ne consacrerai pas de paragraphe particulier aux bonapartistes. Nous l'avons vu, le bonapartisme en 1847 était plutôt un sentiment diffus dans la population que le programme d'un parti ou d'un groupe; les rêveries, les fidélités, **les nostalgies bonapartistes** étaient bien partagées mais elles **n'étaient pas politisées**. Être bonapartiste n'était même pas une attitude oppositionnelle; à côté de ceux qui liaient leur bonapartisme à leur détestation de cette monarchie de Juillet réactionnaire et fort peu nationaliste, il y avait tous ceux qui ne faisaient pas de lien entre leurs sympathies pour Bonaparte et leur appréciation du régime, quel qu'il fût. L'Empire, c'était du passé, cela n'avait pas d'actualité politique (du reste, lorsqu'éclata la révolution en février 1848, personne ne songea à le restaurer). Il y avait bien un prétendant bonapartiste qui s'agitait, Louis-Napoléon, neveu de l'Empereur; à deux reprises, en 1836 et en 1840, il tenta de soulever des garnisons pour prendre le pouvoir. Mais c'était un homme seul, un aventurier, en aucune manière le porte-parole d'une tendance politique, le champion d'un programme.

### **1) Les légitimistes.**

Les légitimistes représentaient le courant le plus à droite de l'échiquier politique. C'étaient des royalistes partisans d'un retour sur le trône de la branche aînée des Bourbon et d'un retour de la France à l'Ancien Régime. Ils étaient donc à la fois partisans d'**une dynastie** qu'ils tenaient pour "légitime", et attachés à **des principes** que cette dynastie était censée

incarner. Ils haïssaient avant tout la Révolution et tout ce qu'elle avait apporté à la France; ils chargeaient les philosophes du XVIII<sup>e</sup> siècle de tous les maux de la Terre (d'où la fameuse chanson de Gavroche, qui parodie leurs ratiocinations: « je suis tombé par terre / C'est la faute à Voltaire / Le nez dans le ruisseau / C'est la faute à Rousseau »); en revanche ils avaient leurs propres idéologues, dont les plus lus étaient Joseph de Maistre et Louis de Bonald. Pour eux, Louis-Philippe était un usurpateur, car il devait sa couronne à l'émeute, à la subversion de la dynastie légitime, et surtout car il avait commis le crime de pactiser avec les valeurs "sataniques" de 1789: la liberté, l'égalité, le progrès.

Les légitimistes détestaient l'individualisme qui dissout le lien social (pour eux, **l'individu n'est rien sans le groupe**, sans les hiérarchies auxquelles il s'intègre: familiales, sociales, etc.), l'idée d'égalité, la ploutocratie (le règne de la richesse) et les bourgeois, qui avaient l'argent pour seul principe et avaient chassé la noblesse du pouvoir en 1789 et en 1830. Ce qu'ils haïssaient le plus dans l'ordre politique de leur temps, c'était le suffrage, expression d'une légitimité individuelle purement humaine et d'un égalitarisme diabolique: pour eux, **tout pouvoir ne peut venir que de Dieu**; ce qu'il faut, c'est savoir obéir sur cette Terre pour faire son salut, seul objectif possible d'une vie humaine — l'individualisme, le libéralisme, idéologies sans transcendance<sup>1</sup>, c'était en quelque sorte la mort de Dieu. Du choc des volontés individuelles, lorsqu'elles n'étaient plus guidées par les principes religieux et les principes d'obéissance, ne pouvaient naître que l'anarchie et la perte des âmes. **Les légitimistes étaient attachés au catholicisme**, à ses valeurs et au modèle de société que l'Église avait mis en place en Europe occidentale depuis le Moyen Âge (comme souvent les idéologues, ils simplifiaient passablement le tableau): société de hiérarchies, société où chacun savait demeurer à sa place "naturelle" (voulue par Dieu), société soucieuse du salut des âmes, où la richesse n'était pas une valeur mais où la sainteté en était une. Pour eux, la France, sous la conduite d'un monarque forcément catholique, devait être dans le monde la "fille aînée de l'Église", la championne de la vraie foi, comme ses "Rois très chrétiens" l'avaient été lors des croisades. Bien sûr, une telle vision du monde avait été profondément remise en question vers 1789... (pour plus de détails, voyez le début du chapitre 5).

**Leur sensibilité était populaire parmi les vaincus de la Révolution**, d'abord bien sûr parmi les nobles, repliés sur leurs châteaux de province depuis 1830. Le bas clergé était volontiers légitimiste<sup>2</sup>; il avait fait preuve d'un grand activisme durant toute la Restauration (à cette époque des "missions" traversaient la France, on élevait de grandes croix sur les places en expiation du "martyre" de Louis XVI); il avait constitué l'une des cibles privilégiées de la

---

<sup>1</sup> C'est-à-dire: idéologies qui n'avaient d'autres fins qu'elles-mêmes, par opposition à la leur, qui fixait à la politique un but plus élevé que la simple coexistence pacifique des hommes — leur salut.

<sup>2</sup> En revanche le haut clergé, plus proche du pouvoir (les évêques étaient nommés par le ministre des Cultes), avait dû se rallier, plus ou moins sincèrement, au régime de Juillet.



révolution de 1830, marquée par un fort anticléricalisme. Certaines régions, comme la Vendée rurale qui avait tant souffert de la Révolution, étaient spontanément et massivement légitimistes; prêtres et châtelains y entretenaient les anciennes fidélités du peuple. Les légitimistes, qui avaient compté dans leurs rangs les plus grands poètes romantiques (au moins dans leur jeunesse, dans les années 1810 et 1820), avaient gardé aussi une certaine influence intellectuelle grâce à leurs journaux, notamment *La gazette de France*, le plus ancien journal du pays, qui survécut jusqu'à la première guerre mondiale — et aussi grâce à l'Académie française.

**Les légitimistes refusaient le monde moderne** en bloc, arc-boutés sur des valeurs et des représentations politiques déjà surannées, sur des principes extrêmement rigides: on refusait de se rendre aux réceptions de la préfecture, parce que le drapeau tricolore y flottait; d'occuper des postes de fonctionnaires, car il eût fallu prêter serment au régime (beaucoup de légitimistes faisaient cependant deux exceptions pour l'armée et la diplomatie, métiers de tradition aristocratique, où l'on était censé servir la nation et non le régime). C'est pourquoi ils n'avaient **pas de parti organisé**: il n'était pas question de participer à la vie d'un régime haï (qui, du reste, n'aurait pas toléré l'expression politique de leur projet); l'idée même de faire de la politique eût été une concession à l'esprit moderne haï; de toute façon, pour ces croyants d'ancien style il était évident que la Providence finirait par punir les mauvais et par rétablir l'ordre légitime. Cela n'empêcha pas quelques aventures individuelles, comme l'épopée de la duchesse de Berry en 1832: en exil depuis 1830, la veuve du prince assassiné en 1820 regagna le pays clandestinement et durant plusieurs mois parcourut une bonne partie de la France, tentant de soulever les foules pour son fils (en faveur duquel Charles X avait abdiqué), sur le modèle du "vol de l'Aigle" (le retour de Napoléon de l'île d'Elbe en 1815). Ce fut un échec et elle fut finalement arrêtée par la police, dans des circonstances humiliantes; le procès servit à la déconsidérer (il s'avéra qu'elle était enceinte des œuvres d'un de ses gardes...).

Leur monde, c'était celui que décrivait la **Comtesse de Ségur** dans ses romans, qui furent publiés sous le second Empire mais qui se rapportaient à une réalité plus ancienne (encore que des pans de ce monde ont subsisté longtemps): un monde où le châtelain et ses paysans vivaient dans un ordre immuable, où chacun restait à la place que Dieu avait bien voulu lui donner, résigné à son sort, où les inférieurs respectaient leurs bons maîtres, leurs saint curés, leur père, Dieu et le Roi, mais où les châtelains prenaient soin du bien-être des pauvres et de ceux que la Providence avait placés sous leur dépendance; un monde où chacun acceptait et respectait les hiérarchies "naturelles", "éternelles", divines. Un monde aussi où l'industrie, la ville, le prolétariat, tous ces foyers de modernité et de perdition, n'existaient pas (ou étaient moqués, comme dans *La fortune de Gaspard* et *Les vacances*).

Certains légitimistes avaient eu cependant une évolution politique assez particulière. D'une part, ils comprenaient que le rétablissement de l'Ancien Régime n'était plus qu'une utopie romantique, condamnée par le passage du temps; d'autre part, leur souci réel du sort des pauvres, du peuple et de sa place dans la société, leur haine de l'égoïsme et de l'individualisme bourgeois, du pouvoir de l'argent, les rapprochaient de la gauche, et certains finirent par passer dans les rangs des républicains ou des socialistes. Ce fut le cas d'Alphonse de **Lamartine**, entré à la Chambre comme légitimiste, et dont je présenterai dans le chapitre suivant la brève carrière politique républicaine (1848-1849); ce fut un peu aussi l'itinéraire de Victor Hugo. Je voudrais ici présenter plus en détail un personnage moins connu aujourd'hui, mais assez attachant: l'abbé de Lamennais.

Sous la Restauration, **Félicité de Lamennais** (La Mennais à ses débuts) avait été un légitimiste enragé, plus légitimiste encore que Louis XVIII, ce que l'on appelait alors un "ultra": ses premières œuvres en témoignent, dont son *Essai sur l'indifférence* publié en 1817-1820, où il ferrailait contre les philosophes du XVIIIe siècle. Mais son souci de retour à un christianisme authentique ("rendez à César ce qui est à César, rendez à Dieu ce qui est à Dieu"), son refus des compromissions l'amena, vers 1830, à réclamer la séparation de l'Église et de l'État, par souci de pureté de la première et à rebours de l'idée légitimiste selon laquelle la seule légitimité acceptable était la légitimité religieuse; mais aussi la liberté d'enseignement et d'association. Ayant pris des positions très audacieuses sur le problème polonais<sup>1</sup>, il finit par être condamné par le Pape Grégoire XVI en 1832. Il rompit alors avec l'Église, mais pas avec la religion (dont il semble cependant s'être éloigné à la fin de sa vie — à sa mort, il refusa les sacrements). Il développa, dans la solitude, une théologie selon laquelle toute domination est illégitime, et tout combat pour la liberté est divin; seuls les actes du Christ sont dignes d'imitation, quant à l'Église, elle n'est qu'un simple instrument de puissance au service des Rois (menés par Satan) contre les peuples (inspirés par Dieu). On retrouve ces idées, entre autres, dans *Paroles d'un Croyant* (paru en 1834).

Avec de telles idées, Lamennais devint promptement un républicain, par hostilité au "despotisme" de la monarchie de Juillet, régime de privilégiés: « Ôtez un petit nombre de privilégiés ensevelis dans la pure jouissance, il reste le genre humain ». Pour lui, et c'était assez nouveau dans l'Église catholique, la misère n'était pas voulue par Dieu, mais par l'Humanité; elle n'était pas une fatalité, ni une épreuve à laquelle le Tout-Puissant soumettait les hommes: le devoir du chrétien sur cette Terre était d'y remédier par l'exercice des vertus

---

<sup>1</sup> Les Polonais, nation catholique dont le royaume avait été dépecé en 1795, s'étaient soulevés en 1831 contre la Russie. Les légitimistes français étaient déchirés entre leur sympathie pour des catholiques en lutte contre un monarque orthodoxe, et leur détestation d'une révolte contre l'ordre établi et contre un souverain légitime, qui gouvernait en accord avec leurs principes; les insurgés polonais, eux, étaient plutôt libéraux en politique, ce qui leur valait l'appui de la gauche. Dans l'ensemble les légitimistes finirent plutôt par condamner la révolte polonaise.

de charité et de justice. Avec ces idées Lamennais fut l'ancêtre du catholicisme social; mais il a aussi influencé certains socialistes (ainsi Louis Blanc l'admirait). En politique il souhaitait une réforme électorale, un abaissement du cens, en attendant la République. Lamennais mourut en 1854, désespéré de l'échec de la IIe République.

## **2) Trois opposants modérés.**

Il existait une autre opposition royaliste, non de droite comme les légitimistes, mais qu'on peut classer au centre-gauche; elle rêvait d'une reprise de la dynamique libérale des premières années du régime et réclamait un élargissement progressif du suffrage, mais restait attachée à la présence d'un Orléans sur le trône: c'est ce que l'on appelait la "gauche dynastique", son chef de file était Odilon Barrot. Il s'agissait de personnages plus pondérés, bien mieux intégrés aussi au monde politique et de bien plus grande influence que ceux présentés au paragraphe précédent. C'étaient fondamentalement des **réformistes**, hostiles aux évolutions violentes<sup>1</sup>; mais, mécontents de l'immobilisme du régime de Juillet, ils avaient glissé dans l'opposition, une opposition à la pratique politique du régime de Juillet et non au régime lui-même. Cependant, sous l'effet des réalités politiques des années 1840 (l'absence totale de possibilités d'évolution interne au régime) et sans doute aussi, au moins pour Michelet, d'une évolution de leur sensibilité personnelle, ils passèrent peu à peu de l'attachement à une monarchie rénovée et débarrassée de l'immobilisme orléaniste, à une certaine sympathie pour une République modérée qui ne remettrait pas en cause les structures sociales et économiques (en 1847 Michelet étant le plus républicain des trois et Tocqueville le moins républicain). Autrement dit, même si à la veille de la révolution de 1848 ils n'étaient pas ouvertement des républicains, ils acceptèrent sans problèmes la IIe République.

**Jules Michelet** (1798-1874) était issu du peuple parisien, d'un milieu où les souvenirs des sans-culottes étaient restés très forts; il en avait hérité notamment un anticléricalisme très virulent, qui le poussa notamment à croiser maintes fois le fer avec les jésuites, symboles de la soumission au Pape *perinde ac cadaver* et congrégation enseignante, donc toujours accusée de propager l'obscurantisme. Il fit une brillante carrière d'historien et d'essayiste sous la Restauration, sans s'engager beaucoup en politique; au début de la monarchie de Juillet il fut

---

<sup>1</sup> Par opposition aux révolutionnaires, qui pensent que la violence est indispensable, par principe politique (comme Lénine) ou parce qu'ils y sont acculés par l'immobilisme du régime en place (comme Lamartine en 1848).

un chaud partisan du régime, au point d'être nommé professeur au Collège de France en 1838, et même précepteur des enfants royaux. Il s'éloigna de la monarchie de Juillet à la fin des années 1830, lorsqu'elle devint décidément trop conservatrice. A la veille de la révolution de 1848, il publia deux ouvrages importants: *Le peuple* (1847) et une *Histoire de la Révolution française* (1846 ou 1847 pour le premier tome; la publication s'échelonna jusqu'au début des années 1850).

Michelet refusait l'idée que la France est divisée en "états" ou en classes sociales antagonistes: pour lui la France est un tout organique, un "peuple" uni au sein de la nation, qui se retrouve aux grands moments de son Histoire. Quand Michelet parlait du "**peuple**", il y incluait l'ensemble des Français en tant que l'Histoire les a rapprochés et leur a donné des valeurs, des modes de vie, des sensations communes, en tant qu'ils forment dans l'Histoire un acteur collectif; dans sa bouche le mot "peuple" ne signifiait absolument pas "les pauvres", "les opprimés", "les prolétaires", par opposition aux possédants, aux riches, aux gros comme c'est le cas chez d'autres, dont la plupart des socialistes. Il ne signifiait pas non plus "l'ethnie", "l'ensemble de ceux qu'une origine et une culture communes rapprochent", ce qui est le sens du mot *Volk* en allemand et, de manière générale, des mots que l'on traduit par "peuple" ou "nation" dans les langues d'Europe orientale: cela correspond à des conceptions très différentes de la nation. La "**nation**" telle que l'envisageait Michelet, et telle qu'on la comprend en général en France, est un être forgé par l'Histoire (la France est l'ensemble de ceux qui ont choisi d'être français et vivent sur le sol français), alors que la nation en Europe orientale est un être invariant reposant sur la communauté d'origine et de culture (la nation allemande est l'ensemble de ceux qui parlent allemand et ont du sang allemand, où qu'ils vivent; même après 1871, elle ne s'est jamais confondue avec l'Allemagne).

Il faut faire très attention à ce triple sens du mot "peuple": lorsque quelqu'un parle du "peuple" en France il faut toujours se demander si c'est "au sens de Michelet", "au sens allemand" ou "au sens des socialistes".

Comme tout le monde à l'époque Michelet réfléchissait sur la Révolution. Il y voyait l'un des épisodes essentiels, et très positifs, de l'Histoire du pays, dans la mesure où « elle a[vait] forgé l'unité du peuple et de la nation dans le ressaisissement de la souveraineté par ceux qui la détiennent de droit » (F. Furet). Il en exceptait cependant la Terreur, qui selon lui a fait un mal immense à la Révolution par la peur qu'elle a suscitée: de manière générale, il n'aimait guère les régimes qui ont dressé les Français les uns contre les autres. Ce qu'il reprochait à la monarchie de Juillet, c'était d'avoir fait de la division sociale le principe du gouvernement. La solution à ce défaut majeur du régime, la seule réforme qui pouvait refaire des Français un peuple uni, c'était le suffrage universel (pas forcément la République); Michelet, qui pensait en termes essentiellement politiques et non sociaux, et insistait sur les

facteurs d'unanimisme national plutôt que sur les intérêts divergents des classes sociales, ne voyait pas la nécessité d'aller au-delà et de changer les structures économiques et sociales.

Enfin Michelet insistait sur l'idée que les Français forment un peuple paysan, enraciné dans la terre, par opposition aux Britanniques, peuple cosmopolite de commerçants; c'était cet enracinement qui expliquait l'attachement des Français à leur terre, leur courage lorsqu'il faut la défendre (Valmy, etc.).

N.B. De telles autoreprésentations nationales, qui faisaient des Français les fils de la terre de France, étaient courantes à l'époque. Ce fut dans les années 1830 et 1840 que s'imposa, à travers les chansons populaires, les gravures illustrées et les mélodrames au théâtre, la figure du **soldat Chauvin**, le "soldat laboureur", le paysan défenseur de la Patrie. Chauvin ne correspondait à aucune figure historique réelle (le nom et surtout le prénom — Nicolas — étaient d'un "paysan-type"). Il était censé avoir été un soldat de Napoléon ou de la conquête de l'Algérie, jeune troupier issu de la campagne et à qui il arrivait toutes sortes d'aventures comiques ou glorieuses, gros benêt qui regrettait son village mais faisait preuve d'un amour irraisonné, instinctif de la patrie et de la chose militaire, lequel s'exprimait dans des formules à l'emporte-pièce (« J'suis français, j'suis Chauvin, j'tape sur l'bédouin! »; « J'ai eu mon sort prospère / J'suis borgne mais j'suis sergent / Un œil c'est assez suffisant... ») et du courage des simples (sans parler d'une virilité bien gauloise). Le message était que l'homme de la terre était le défenseur idéal de cette même terre de France.

Devenu vieux dans d'autres pièces et chansons, de retour aux champs (tel Cincinnatus<sup>1</sup>), Chauvin campait le personnage du vieux grognard qui regrettait le temps de l'armée et instruisait la jeunesse des hauts faits de ses glorieux ancêtres, propagandiste (au début du Second Empire notamment) d'un bonapartisme vulgaire, héraut de « ce goût profondément français d'une démocratie égalitaire, mais césarienne, légitimée par l'héroïsme et la gloire incarnés dans un chef charismatique » (G. de Puymègues) qui s'exprimait pleinement, paraît-il, à la caserne.

Comme le suggère la citation finale et la postérité du mot "chauvinisme" au XX<sup>e</sup> siècle, **l'avenir de ce genre d'idées appartenait plutôt à la droite** (pour être plus précis, à la tradition bonapartiste très vite droitisée) qu'à la gauche; mais à l'époque de Michelet, face à l'individualisme orléaniste qui niait l'unité organique du peuple, à la superbe des bourgeois et à la nostalgie légitimiste de la société inégalitaire d'Ancien Régime, à deux monarchies

---

<sup>1</sup> Général romain de légende qui défit deux fois les Gaulois, puis retourna cultiver son champ.

conservatrices aussi peu nationalistes que possible et soucieuses avant tout de bonnes relations avec les autres puissances européennes, fût-ce au prix d'humiliations nationales, c'étaient indéniablement des idées de gauche, et Michelet a été l'un des grands ancêtres revendiqués par la gauche de la fin du XIXe siècle. Mais on voit bien que c'était **une gauche très exposée au risque de dérive nationaliste** (ce fut le cas dans les années 1880 à 1914, largement responsable de la course à la guerre contre l'Allemagne) et même de ralliement à la droite "césariste", c'est-à-dire à celle qui se complaît dans le culte de l'homme fort, du sauveur de la France (ce type de passage de gauche à droite est attesté sous le Second Empire, puis dans les années 1880: nous verrons comment). Lorsque dans les années 1900 Maurice Barrès, opposant nationaliste de droite à la IIIe République, invoquait « la terre et les morts », il s'inscrivait bien dans une tradition venue de Michelet.

**Alexis de Tocqueville** (1805-1859), issu d'un milieu noble et légitimiste, châtelain normand fortuné et respecté, siégea à la Chambre des députés dans les années 1840, parmi la gauche dynastique. Malgré ses origines sociales, Tocqueville ne ressentait aucune nostalgie de l'Ancien Régime, qu'il n'avait pas connu du fait de son âge et qu'il considérait comme un monde mort; mais il ne ressentait pas non plus de sympathie excessive pour la bourgeoisie victorieuse en 1830.

La grande expérience de Tocqueville fut son voyage aux États-Unis au début des années 1830, au retour duquel il publia un ouvrage qui connut un grand succès: *De la démocratie en Amérique* (la parution s'échelonna entre 1835 et 1840). Il y analysait son temps comme animé d'une dynamique irrépressible de l'égalité (mot auquel il préférait le terme de "démocratie", qui avait pour lui le même sens); pour lui l'Amérique était le seul pays où cette **passion de l'égalité** avait pu se déployer sans obstacle, car c'était un pays fondé par des hommes qui partageaient un projet égalitaire, et peuplé par des hommes désireux d'égalité; un pays neuf surtout, où les héritages du passé ne comptaient guère. C'est pourquoi l'Amérique figurait l'avenir du monde.

Prendre les États-Unis pour meilleur exemple de la passion d'égalité peut paraître quelque peu saugrenu. Il faut bien comprendre que Tocqueville prenait le mot au sens des libéraux de son temps, c'est-à-dire au sens de **l'égalité des chances**, non au sens des socialistes, c'est-à-dire **l'égalité des conditions** matérielles. Ce deuxième sens n'existait pratiquement pas en 1847 — et n'existe toujours pas aux États-Unis. Par ailleurs, Tocqueville vivait dans une Europe où l'égalité des chances n'existait pas encore réellement, parce que, héritage de l'Histoire, les privilèges comptaient encore beaucoup dans les sociétés européennes: certaines catégories de la population étaient avantagées, d'autres

discriminées en fonction de leur seule naissance. Même en France où tous les privilèges avaient en principe été abolis en 1789, la noblesse conservait de fortes positions (Tocqueville lui-même en était une bonne illustration); et que dire de l'Autriche ou de la Russie, sociétés nobiliaires où le servage n'avait pas encore été aboli, où les Juifs n'avaient pas le droit de posséder des terres... En Amérique, société sans noblesse dès les origines, rien de tout cela n'existait — à une exception de taille, les discriminations dont les Noirs étaient victimes: l'esclavage n'était pas encore aboli!<sup>1</sup>

Tocqueville acceptait la "démocratie" comme une passion légitime: il ne la condamnait pas comme le faisaient les légitimistes. Mais il en soulignait les dangers, en particulier la **difficulté de concilier le principe d'égalité et celui de liberté**, qui pour lui devait primer (en cela, Tocqueville était un libéral). Pour lui le principal danger qui menaçait les sociétés modernes était le despotisme de l'égalité au nom de la majorité. Aux États-Unis, ce danger était pallié par la décentralisation, les libertés locales, l'indépendance de la presse, la tolérance religieuse, la vigueur de la tradition associative: tout ceci équilibrait le pouvoir central et l'empêchait de nuire. En Europe, la situation était très différente. En France en particulier, l'héritage historique pesait très lourd: les esprits avaient été marqués par la monarchie absolue, par la tradition d'un pouvoir politique fort qui avait rendu les individus égaux en les nivelant sous lui. C'était cette tradition que l'on retrouvait chez les dictateurs "égalitaires", "modernes" comme Robespierre et Bonaparte, qui gouvernaient au nom des principes de liberté et d'égalité, mais en mettant à mal au moins le premier. La Terreur et l'Empire représentaient donc pour Tocqueville un recul par rapport à 1789, un retour aux pratiques politiques de l'Ancien Régime sous le couvert d'une idéologie moderne (cette analyse faisait l'objet du second grand ouvrage de Tocqueville, *L'Ancien Régime et la Révolution*).

Tocqueville est donc un auteur essentiel, encore très actuel aujourd'hui dans la mesure où, faisant preuve d'une préscience étonnante, il a annoncé les périls de la démocratie, bien avant que ceux-ci ne s'incarnent dans les différentes dictatures populistes (établies au nom du peuple), de droite et de gauche, qui ont été le fléau de notre XXe siècle. A la fin de son livre, dans une inquiétante vision d'avenir, il faisait encore la description étonnante d'un appareil politique « absolu, détaillé, prévoyant et doux », totalement soumis au principe d'égalité, et qui, sous couvert du règne de la volonté populaire, bannirait toute liberté. On croirait lire Orwell (1948) ou Zinoviev<sup>2</sup>... Tocqueville a été l'un des premiers à dire que **toute dictature est par essence mauvaise, aussi bons qu'en soient les principes**, et à attaquer ceux qui

---

<sup>1</sup> Pour plus de détails, voir le cours sur les États-Unis, chapitre 1.

<sup>2</sup> Sur Alexandre Zinoviev, voyez le cours sur l'U.R.S.S., chapitre 6.

s'abandonnent, au nom d'idées généreuses, à une servitude consentie: « la toute-puissance me semble en soi une chose mauvaise et dangereuse. Il n'y a donc pas sur Terre d'autorité si respectable en elle-même ou revêtue d'un droit si sacré, que je la voulusse laisser agir sans contrôle et dominer sans obstacle ».

Mais Tocqueville n'était pas un pessimiste, il ne pensait pas que le développement de la démocratie aboutirait forcément à la défaite de la liberté. L'exemple des États-Unis, selon lui, prouvait qu'il était possible de concevoir et de faire fonctionner un gouvernement démocratique qui garantît les droits des individus, la liberté de croyance, la propriété. Il se donnait pour projet de « faire sortir la liberté au sein de la société démocratique »: pour cela, il fallait créer des institutions communes à toutes les classes sociales et qui ne fussent pas des instruments de conflits, des institutions qui permissent à la passion égalitaire de s'exprimer, tout en la canalisant.

La monarchie de Juillet finissante n'en prenait guère le chemin: par son immobilisme, elle s'était coupée du pays. Si elle restait en place, selon Tocqueville, c'était seulement que les Français avaient peur des révolutions, à cause des souvenirs calamiteux de la Terreur. Il fallait donc faire évoluer le régime vers une pratique plus sensible aux intérêts des Français, comme il avait semblé un moment en prendre le chemin juste après les Trois Glorieuses; il fallait faire respecter les principes de 1789, mais sans verser dans "l'esprit révolutionnaire", épouvantail favori des conservateurs qui savent en saisir le prétexte pour se maintenir au pouvoir. Principes de 1789 et pratique révolutionnaires étant antithétiques, **Tocqueville était anti-révolutionnaire par fidélité aux principes de la Révolution**. Il est l'ancêtre de tous ceux qui ont cherché à concilier les idéaux de 1789 et une pratique politique apaisée, sans être influencés par le socialisme: autant dire de tous les démocrates libéraux du XXe siècle.

**Adolphe Thiers** (1797-1877) était un personnage de bien moindre ampleur intellectuelle et assez peu sympathique, mais la place qu'il a occupé dans la vie politique du XIXe siècle (de 1825 à 1877!) justifie qu'on lui consacre quelques lignes. Michelet et Tocqueville étaient fondamentalement des intellectuels que les événements avaient rapprochés de la politique; Thiers était fondamentalement un politicien qui tenta à diverses reprises de se donner un vernis intellectuel. Né à Marseille, c'était un homme d'origine sociale très modeste, et c'était un enfant naturel; mais ce handicap social très sérieux à l'époque (auquel s'ajoutait une taille réduite, un mètre cinquante, et une voix suraiguë) ne l'empêcha pas de faire de brillantes études de droit, grâce à des bourses. En 1821 il "monta" à Paris, où il se lia avec une bonne partie du monde de la culture, du personnel politique et de la noblesse. Comme à peu près tout le monde, il publia une *Histoire de la Révolution* (parue entre 1823 et 1827), monumentale et superficielle, à peu près illisible aujourd'hui; mais ce fut un grand



succès, car c'était la première de cette taille. Il se fit ainsi un nom, se positionnant parmi les libéraux hostiles aux excès réactionnaires de Charles X; il collabora également à la presse libérale (notamment au *Constitutionnel*). Il joua un rôle important dans la révolution de 1830: il contribua largement à la rédaction de la proclamation des journalistes parisiens qui fut à l'origine du soulèvement; ce fut lui aussi qui alla chercher Louis-Philippe, qui n'avait pas participé à l'insurrection, et le convainquit d'accepter le trône.

Dans les années 1830, il connut la consécration, avec l'entrée à l'Académie française (en 1834), et la fortune, grâce à un riche mariage de pure raison (avec madame Dosne, en 1838). Il fut plusieurs fois ministre et même deux fois brièvement premier ministre en 1836 et 1840, mais sa politique étrangère aventureuse le fit désavouer par le Roi à deux reprises. Homme d'ordre indifférent au sort des plus pauvres et fort peu porté à la sympathie envers la "vile multitude", selon l'une de ses expressions favorites, il n'hésita pas à incarner la répression des années 1831-1834: j'ai déjà mentionné son rôle dans le massacre de la rue Transnonain. Fort peu porté sur la théorie, il n'élabora pas de doctrine politique particulière: c'était un orléaniste typique, sans rien d'un révolutionnaire ni même d'un républicain; tout juste se distinguait-il des autres hommes politiques de l'époque par son plus grand souci de la grandeur nationale, et aussi parce qu'il était extrêmement brillant.

À partir de 1840, l'interminable ministère Guizot le mit sur la touche. Il fut donc contraint de se positionner dans l'opposition modérée, opposition au gouvernement et non au régime; ainsi, il prit part (sans trop s'engager) à la "campagne des banquets", lancée par les républicains et les royalistes réformistes en 1847 (voyez la troisième partie de ce chapitre). Mais après la révolution de 1848, cet ambitieux sans scrupules ne tarda pas à percevoir les avantages d'une République, à condition qu'elle fût conservatrice: elle pouvait lui permettre de devenir le premier et de ne plus dépendre de l'humeur d'un monarque. Après l'Empire et l'écrasement de la Commune, de telles ambitions le menèrent à exercer la charge de premier président de la III<sup>e</sup> République (1871-1873).

### **3) Les républicains.**

À gauche de ces opposants modérés, on trouvait les républicains au sens strict, c'est-à-dire ceux pour qui les subtilités de vocabulaire détaillées dans la longue note au début du chapitre n'avaient plus de sens. Comme les légitimistes, ils tenaient à un principe; ils avaient une obsession, la forme du régime. Pour eux une monarchie ne pouvait être que l'ennemie du peuple: un régime de privilégiés (nobles ou bourgeois, ou aventuriers comme sous l'Empire) et de traîtres (la monarchie, c'était la fuite à Varennes, le massacre de la rue Transnonain).

Pour eux, la seule forme de gouvernement légitime et efficace était celle qui exprimait la volonté populaire et elle seule, celle où tous les représentants du pouvoir étaient élus: un monarque était inutile à la tête d'un pays, néfaste même car le principe de l'hérédité contredisait le principe de la souveraineté du peuple. Le pouvoir d'un seul était mauvais à un autre titre: il ne pouvait amener qu'à l'excès (les républicains stigmatisaient Versailles), à l'asservissement et à l'abrutissement du plus grand nombre (cette critique s'adressait en principe autant à Bonaparte qu'à Louis XIV: la critique du césarisme touchait en principe toutes les dynasties).

De ce fait, les républicains étaient partisans d'un régime parlementaire, où l'essentiel du pouvoir serait exercé par l'assemblée (le législatif), avec un exécutif faible, comme cela avait été le cas sous la grande Révolution où à l'époque de la République romaine, une autre de leurs références préférées. Il fallait un minimum d'intermédiaires entre les députés et le peuple; pas question, par exemple, d'un Président élu au suffrage universel (pas de Président du tout, disaient certains: c'était une institution d'essence monarchique, et les Américains avaient commis une erreur en la gardant). Ce qui précède valait pour les principes seulement; en pratique les républicains avaient assez souvent des nostalgies bonapartistes assez contradictoires avec lesdits principes (Bonaparte n'avait-il pas fait triompher les principes "républicains" dans toute l'Europe?)... Et puis, la République, ce n'était pas seulement un principe: c'était une sensibilité, un ensemble de souvenirs, d'émotions, une passion, une mentalité, une culture: l'attachement aux trois couleurs et au bonnet phrygien, à un certain langage (comme le salut "citoyen" en lieu et place de "monsieur", la formule épistolaire "salut et fraternité!"), à des personnages hauts en couleur même si on ne partageait pas toutes leurs idées (Robespierre, Saint-Just), etc... Un anticlericalisme parfois fanatique aussi: on se souvenait que les Chouans et les Vendéens avaient combattu la République, et les mauvais souvenirs du fanatisme catholique de la Restauration n'étaient pas éteints.

Les républicains avaient le **culte de la première République**; ils étaient attachés à ce que le souvenir des années 1792-1794 avait de positif: le gouvernement du peuple (à travers notamment le mythe des sans-culottes), pour le peuple (à travers la glorification de l'œuvre sociale de Robespierre<sup>1</sup>), les guerres gagnées contre les rois au nom des principes démocratiques<sup>2</sup> — et aussi à d'autres images de la République: celle de Rome et celle

---

<sup>1</sup> Notamment la "loi du maximum" par laquelle le blé avait été taxé, c'est-à-dire qu'il avait été interdit de le vendre plus cher qu'un certain prix. Ce mythe de la "République sociale" du Comité de Salut public a survécu jusqu'à tout récemment, par l'intermédiaire des communistes qui ont fait de l'Incorruptible le premier réformateur social — certes prisonnier de sa base sociale petite-bourgeoise, mais dont l'œuvre annonçait Lamartine, la Commune, Jaurès, Lénine...

<sup>2</sup> À plusieurs reprises, la République "a vécu de ses adversaires" (P. Nora): les républicains n'ont jamais été plus unis, leur combat n'a jamais été moins douteux que lorsqu'ils avaient à combattre un ennemi clairement défini et franchement haïssable. Parmi ces épisodes qui ont régulièrement refondé le combat républicain, il faut notamment citer l'affaire Dreyfus, le Front populaire, la Résistance.

d'Athènes, bien connues à travers les programmes scolaires; et, pour certains, la République américaine. Mais ils étaient divisés sur la question de l'héritage révolutionnaire, et notamment sur le problème de la Terreur. Certains, qui admiraient en Robespierre le sauveur de la République (et peu importaient les moyens, face à ses ennemis réactionnaires), rêvaient d'une nouvelle révolution, d'un nouveau Comité de Salut public, et complotaient; ils étaient proches des partisans de Blanqui, dont je parlerai plus bas. D'autres, attachés au principe républicain, ne voulaient pas entendre parler de violence pour y parvenir. D'autre part, beaucoup étaient très **attachés à l'idée de nation**, ils insistaient sur la nécessaire unité du peuple français, acteur collectif de l'Histoire, face aux rois, selon des représentations de l'Histoire proches de celles de Michelet; d'autres avaient plutôt tendance à analyser la société en termes de classes sociales dont les intérêts s'opposaient, mais ce type d'analyse était assez peu répandu (leur succès est dû à l'essor des idées socialistes, qui est postérieur à 1848).

Tous reprochaient à la monarchie de Juillet d'être un régime au service de la seule bourgeoisie, classe égoïste et matérialiste (un reproche que l'on retrouvait chez les légitimistes). Tant que la bourgeoisie serait au pouvoir, le **problème du "paupérisme"**, comme on disait alors pour désigner à la fois la pauvreté et l'inégalité, ne pourrait pas être résolu. La bourgeoisie représentait pour eux ce qu'était la noblesse pour les révolutionnaires de 1789: un obstacle au progrès. Mais ils ne souhaitaient pas, comme plus tard les marxistes, la remplacer au pouvoir par une autre classe, modifier les structures de la société: plutôt rétablir la concorde entre l'ensemble des Français, l'égalité *des chances*, l'harmonie de la nation.

Ils ne siégeaient évidemment pas à la Chambre; ils étaient peu influents parmi le corps électoral, assez discrets car l'on n'avait pas le droit de se dire républicain. Parmi leurs chefs de file, on peut citer Godefroy Cavaignac. Mais les souvenirs républicains bénéficiaient de la sympathie du peuple de Paris et des grandes villes, et des journaux influents avaient des sympathies républicaines plus ou moins discrètes (c'était dans cette presse que paraissaient notamment les caricatures de Daumier). **A la fin des années 1840, l'audience des idées républicaines s'élargit**, car la République apparaissait de plus en plus comme la seule alternative à la monarchie orléaniste: les républicains finirent par rallier, ou tout au moins par s'allier toute la gauche (y compris les plus modérés, ceux qui, dans les premières années de la monarchie de Juillet, avaient cru dans la possibilité d'une monarchie libérale) et même, nous l'avons vu, certains légitimistes.

#### 4) Les socialistes<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> **Note importante:** je définirai le **socialisme** comme **l'ensemble des courants de pensée et d'action qui se donnent pour but ultime de réduire les inégalités et notamment d'améliorer le sort des plus pauvres**, par la réflexion, l'action politique (gagner les élections, entrer au gouvernement, etc.) ou sociale (c'est-à-dire, en gros, l'action sur le lieu de travail: l'usine par exemple), l'action intellectuelle (alerter l'opinion, publier des livres...), etc.

En principe, les socialistes se réfèrent à une société nouvelle à construire (sous des formes très diverses, voyez un peu plus bas les phalanstères); cependant, au XXe siècle, certains partis, syndicats et autres structures socialistes ont abandonné toute référence de ce type pour se contenter de gérer la société existante (capitaliste) de manière plus "sociale", c'est-à-dire plus soucieuse d'égalité et plus douce aux pauvres, que leurs adversaires libéraux et conservateurs. Ce courant, auquel appartiennent aujourd'hui le P.S. français, la S.P.D. allemande (depuis 1959) et le parti travailliste britannique, est habituellement désigné du terme de "**social-démocratie**". Il se voit dénier la qualité de socialiste par ceux qui maintiennent la référence à un changement de société (en France: le P.C.F., Lutte ouvrière); on peut cependant la considérer comme un socialisme dans la mesure où elle s'inscrit dans la tradition des socialismes du début du siècle et en conserve l'empreinte, parfois partiellement la phraséologie. En revanche, selon la définition donnée ci-dessus le **communisme** et l'**anarchisme** sont des courants parmi d'autres de la vaste mouvance socialiste: ils doivent être inclus dans toute analyse du socialisme, même si leurs rivaux les en ont parfois exclus.

Il existe des socialismes très divers. Certains sont politisés, d'autres non (ils se contentaient de penser: voyez des exemples immédiatement après cette note); à la fin du XIXe siècle beaucoup de syndicalistes, favorables à l'action sociale, étaient hostiles à l'action politique — ils pensaient qu'il ne faut agir qu'au sein de l'entreprise. Certains socialistes sont réformistes (comme Jean Jaurès, Léon Blum, etc.); d'autres sont révolutionnaires, comme les communistes; certains sont pragmatiques, d'autres sont des hommes de principes, hostiles aux compromis. Certains croient en l'action de l'État, au motif qu'"en situation d'inégalité, la liberté c'est l'injustice: la loi protège" (paraphrase d'une formule attribuée à Lamennais); d'autres lui sont très hostiles, comme Proudhon (voyez plus bas) et les anarchistes. Certains sont collectivistes, c'est-à-dire qu'ils pensent qu'il faut aller vers la suppression de la propriété privée; d'autres non. Certains sont internationalistes, d'autres pas; certains croient en la démocratie, d'autres pas — plus exactement ils ont, comme les communistes au XXe siècle, une autre définition de la démocratie, où l'exigence de l'égalité l'emporte sur le respect de la liberté. La plupart des socialismes sont ouvriéristes, c'est-à-dire que leur souci premier est celui de la classe ouvrière, parce que la naissance du socialisme a plus ou moins accompagné celle d'une classe sociale nouvelle, le prolétariat industriel, qui fut l'électorat par excellence des socialistes, le centre de leur intérêt politique et même un mythe pour beaucoup d'entre eux, le mythe de l'homme nouveau annonciateur de la société future; mais il est apparu dans le tiers-monde au XXe siècle des socialismes non ouvriéristes (notamment, dans une certaine mesure, le maoïsme en Chine: voyez le cours sur ce pays).

En revanche, je ne qualifierai pas de socialistes les mouvements de pensée ou d'action qui mènent également une action contre l'inégalité et la pauvreté, mais en référence à une transcendance (c'est-à-dire que l'égalité pour eux est un moyen, non une fin): ainsi la charité des légitimistes, et plus tard le souci social des démocrates chrétiens, ne peuvent en eux-mêmes être assimilés à un socialisme, car leur but ultime est d'améliorer les conditions du salut des âmes; et ce même s'il est arrivé que ces inquiétudes menassent au socialisme, comme l'illustrent le cas de Lamennais au XIXe siècle, au XXe celui de la "théologie de la libération" (voyez le cours de Relations internationales, fiche R2) et celui des prêtres-ouvriers en France (voyez le chapitre 17). Je ne qualifierai pas non plus de socialistes les courants politiques qui prônent des réformes sociales au nom d'un projet essentiellement nationaliste ou raciste, comme les nazis (voyez le cours sur l'Allemagne, à l'annexe du chapitre 2): améliorer le sort de *la race* (en en opprimant d'autres), ça n'a rien à voir avec améliorer le sort *du peuple*, mot ici employé, bien sûr, au sens des socialistes. Il ne s'agit ici que de **populisme**, c'est-à-dire de la forme "progressiste" de ce que l'on appelle la **démagogie**: flatter le peuple par tous les moyens, sans autre but que de prendre le pouvoir. De manière générale, il n'y a pas que les socialistes qui font des réformes sociales (c'est-à-dire des réformes destinées à réduire les inégalités, à améliorer le sort des plus pauvres ou de leur permettre de se défendre): on peut en faire pour d'autres raisons (en France les deux premières lois sur le travail des enfants, en 1841 et en 1874, ont été proposées par des légitimistes, par souci de charité). On peut en faire aussi pour couper l'herbe sous le pied des socialistes: ainsi de Gaulle dans les années 1960 a encouragé la "participation" des ouvriers à la gestion des entreprises. De plus en plus au XXe siècle, certains conservateurs ont compris qu'il fallait réformer la société capitaliste pour qu'elle durât, réformer pour mieux conserver; de plus en plus, ils sont devenus difficiles à discerner des sociaux-démocrates! Il faut rappeler aussi qu'une réforme peut avoir plusieurs sens, changer de sens avec le temps: les allocations familiales, avant

Il s'agissait d'un courant de pensée tout à fait nouveau: il n'existait pas avant le XIXe siècle, même si bien sûr on peut toujours lui trouver des précurseurs. Il naquit dans des milieux préoccupés du problème du paupérisme, milieux républicains ou milieux légitimistes; et plus précisément, parmi ceux qui considéraient que la solution de ce problème ne résidait pas seulement dans des réformes politiques (élargir le suffrage, chasser les rois, etc.). De ce fait, avant 1848 **le socialisme n'était pas du tout un courant politique organisé**: aucun homme politique ne s'en réclamait, à l'exception de quelques individus isolés que les contemporains perçoivent plutôt comme des aventuriers ou des délinquants. Le socialisme à ses débuts fut l'affaire de théoriciens, de philosophes, qui travaillaient chacun dans leur coin et ne se fréquentaient pas. Il n'y avait aucune formation politique socialiste — à la minuscule exception du "parti communiste" de Marx et d'Engels, auquel je fais allusion dans l'annexe de ce chapitre, mais qui ne joua aucun rôle en France. À plus forte raison il n'y avait pas de partis organisés comme les partis communistes au XXe siècle, et, ce qui est encore plus frappant, fort peu de tradition révolutionnaire, fort peu de désir de renverser par la violence la société existante (sauf chez Blanqui). Les premiers socialistes n'étaient même pas tous des républicains: ils s'intéressaient au problème social mais certains n'avaient guère d'avis sur le problème de la forme du régime, de qui devait occuper le pouvoir — en fait, ils ne faisaient pas véritablement de politique au sens où ils ne cherchaient pas le moyen de prendre le pouvoir (par ailleurs, certains étaient issus des milieux légitimistes — au passage, soulignons que les premiers socialistes français n'étaient pas forcément anticléricaux!).

Cela dit, dans la majorité des cas socialisme et républicanisme étaient liés, ne serait-ce que parce qu'ils se rejoignaient dans l'hostilité à la monarchie de Juillet, et aussi parce que, dans la mentalité historiciste de la gauche de l'époque, la République de 1792 était souvent interprétée comme une étape sur le chemin du socialisme. Mais l'inverse n'était pas vrai: tous les républicains n'étaient pas socialistes, loin de là; il existait d'infinies nuances entre "socialistes convaincus", "républicains influencés par le socialisme", "républicains non socialistes mais combattant l'ennemi commun, la monarchie, avec les socialistes", "républicains hostiles au socialisme".

Je vais à présent présenter brièvement les principales personnalités représentatives de ce premier socialisme français, surtout pour en souligner la très grande diversité — laquelle ne doit pas faire oublier un point commun: tous étaient d'accord sur le fait que **la société idéale serait une société communautaire**, où les biens seraient mis en commun et où le

---

d'être conçues comme un instrument d'égalité entre les foyers, l'ont été, dans des milieux d'héritage légitimiste, comme un moyen de renvoyer les femmes à la maison, leur place "légitime" dans la société.

groupe primerait sur l'individu: bref, les socialistes contestaient le principe de libre entreprise et l'individualisme bourgeois. Je vais insister sur les théoriciens français, d'une part parce que c'est la France qui est à votre programme, d'autre part parce que les Français occupent une place très importante dans cette première génération du socialisme; le premier socialisme européen, celui d'avant la montée du marxisme, était un socialisme essentiellement français. Mais il ne faut pas perdre de vue qu'à l'époque de nombreux étrangers, proscrits dans leur pays, vivaient à Paris, où l'atmosphère était malgré tout moins répressive (et où il y avait des débats intellectuels plus vifs) qu'à Moscou ou à Rome; certains étaient des socialistes. Parmi eux, il faut évoquer le prince russe Mikhaïl Alexandrovitch **Bakounine**, que je présenterai brièvement au chapitre 5, et bien sûr le jeune Karl **Marx**, qui vécut à Paris entre 1843 et 1845; bien qu'il n'appartienne pas vraiment à votre programme, du fait de l'importance de sa pensée dans l'Histoire contemporaine du monde je lui consacre une annexe au présent chapitre. Sur le moment Marx n'eut qu'une influence assez faible sur le socialisme français; mais avec le temps, surtout à partir de la fin du second Empire, l'influence du marxisme en France grandit et finit, après l'échec de la Commune, par éclipser celle des hommes que je vais maintenant présenter.

Jean-Charles **Sismondi** (1773-1842), qui vivait en Suisse romande, écrivit surtout autour de 1820. Il n'eut aucune influence politique et resta même à peu près inconnu de ses contemporains. Il est surtout resté célèbre pour avoir esquissé une théorie de la plus-value<sup>1</sup> proche de celle que Marx développa une génération plus tard: « La société moderne vit aux dépens du prolétaire, de la part qu'elle lui retranche sur la récompense de son travail ».

Le comte Claude de **Saint-Simon** (1760-1825) fut un des premiers à penser la société en termes de classes sociales, à dénoncer l'exploitation des travailleurs par les oisifs, les "rentiers". Mais selon lui, le problème ne pourrait pas être résolu par un bouleversement des rapports entre les classes sociales, mais par l'action des "éclairés", qui mettraient fin à cette situation en organisant le règne du travail et de l'abondance. Ces éclairés se recruteraient parmi la classe industrielle (les chefs d'entreprise, les ingénieurs, etc.) et les scientifiques, qui devaient mener le combat contre les seuls véritables ennemis: la rente (les nobles et autres inutiles); l'ignorance et l'irrationalité. On voit que Saint-Simon n'était pas hostile au profit: il n'était hostile qu'aux parasites, aux "faux-bourdon". Il appelait à un gouvernement des

---

<sup>1</sup> La plus-value, c'est en gros l'accroissement en valeur d'une ressource ou d'un avoir grâce à différents facteurs, dont le plus évident, et le seul pris en compte par les socialistes du XIXe siècle, est le travail: un morceau de minerai de fer a une valeur inférieure à un outil fabriqué à partir de ce même morceau. Parmi les autres facteurs de plus-value, on compte le capital investi, la technique; les gains spéculatifs représentent aussi une source importante de plus-value en l'absence de toute activité économique "réelle", ou plus exactement tangible.

« savants, artistes<sup>1</sup> et artisans », qui devait se charger de planifier l'économie et en tout cas placer celle-ci au cœur de son action: produire est plus important que gouverner. En revanche Saint-Simon détestait les « métaphysiciens de la politique », les agitateurs de grandes théories. Enfin il était soucieux du sort de la classe paysanne, de la régénération par l'hygiène et l'éducation des classes laborieuses.

Il rêvait aussi d'une nouvelle religion, laïque, une religion de la science dont les prêtres seraient les savants, et qui remplacerait le christianisme archaïque et irrationnel. Il eut beaucoup de disciples posthumes; il exista même assez longtemps une **Église saint-simonienn**, dont le chef spirituel, dans les années 1840, était Prosper Enfantin. Certains saint-simoniens exaltés tentèrent de vivre en communauté selon les préceptes de leur maître: ce fut ainsi qu'en 1830 un couvent saint-simonien fut fondé à Ménilmontant, mais il tourna vite à la secte et disparut en 1832. D'autres ou plus tard les mêmes, faisant passer leur souci du développement économique avant leur souci des pauvres (le premier étant censé favoriser l'extinction des seconds), devinrent avec le temps des chefs d'entreprise, mais jamais ils n'abandonnèrent complètement leurs préoccupations sociales: certains furent à l'origine des premiers logements sociaux. **Napoléon III** lui-même **fut très influencé par Saint-Simon** et les chefs d'entreprise saint-simoniens jouèrent un rôle essentiel sous le second Empire. Dans l'ensemble, le saint-simonisme a joué au XIX<sup>e</sup> siècle le rôle d'une école de pensée qui a influencé des hommes très divers, lesquels, même s'ils s'en sont éloignés pour la plupart, ont toujours conservé des liens dûs à leur passé commun. Ces hommes qui avaient foi dans le développement industriel pour résoudre le problème de la misère, dans la science, dans le savoir de l'ingénieur et dans la mission du chef d'entreprise, sont un peu les ancêtres de nos technocrates..

Charles **Fourier** (1772-1837) était un petit employé de commerce, qui attendit toute sa vie qu'un capitaliste convaincu par ses théories lui donnât les moyens financiers de les appliquer. On voit que les socialistes de l'époque ne se posaient pas le problème du passage à la société socialiste en termes de révolution! Ils se contentaient de la décrire, parfois comme Fourier avec un luxe de détails maniaque (et fascinant). Fourier, au fond plus poète visionnaire que philosophe ou politique, est le type même du **socialiste utopique**: il a écrit des milliers et des milliers de pages sur la société idéale, mais sans se donner aucun programme d'action pour y parvenir: l'utopie, au sens originel du terme, c'est une société idéale hors du temps et de l'espace, une référence et non un projet (plus tard, certains essayèrent de concrétiser leurs utopies; Fourier n'en était pas encore là). Évidemment, le

---

<sup>1</sup> Ici au sens ancien de: techniciens.

socialisme de Fourier avait peu de chances de s'incarner un jour; c'est peut-être mieux pour une utopie, car l'expérience montre que les utopies que l'on cherche à incarner à toute force engendrent généralement des monstruosité. L'œuvre de Fourier est attachante entre autres choses car elle fait une place importante au **principe de plaisir**, qui pour lui devrait guider les hommes dans la société idéale: plaisir érotique, plaisir gastronomique aussi; satisfaction des passions, y compris par exemple la passion de la vanité pour laquelle toute une armée de décorations étaient prévues, ou celle de l'intrigue... Fourier n'avait rien d'un fanatique du travail et de l'industrie lourde, encore moins de la discipline et de la dictature du prolétariat: son socialisme était exactement le contraire du "socialisme de caserne" de certains socialistes de la fin du siècle, que dénonçait déjà, bien avant Staline et le goulag, Oscar Wilde dans *L'âme de l'homme sous le socialisme* (1891).

Fourier aussi eut une postérité impressionnante: en France et en Amérique (aux États-Unis et dans les pays du cône sud) ses disciples fondèrent des **phalanstères**, sortes de couvents socialistes où l'on menait une vie communautaire et totalement autarcique, en accord avec les idées du maître. On s'en moqua beaucoup à l'époque; j'ignore le degré de véracité de la fameuse anecdote selon laquelle les vêtements se boutonnaient par-derrière, pour rappeler sans cesse aux membres de la communauté qu'ils étaient dépendants les uns des autres<sup>1</sup>. La plupart de ces phalanstères sombrèrent vite dans la discorde ou s'effondrèrent par manque de viabilité économique, mais certains subsistèrent durant plusieurs générations. On voit que de telles communautés socialistes étaient fort en vogue au XIXe siècle; elles succédaient aux tentatives de vie en communauté des sectes protestantes (les Amish, etc...), qui elles-même s'étaient développées sur le modèle du monachisme médiéval — le modèle des modèles était évidemment le Christ et ses apôtres. Si ces communautés fleurissaient sur le continent américain (avec tous les problèmes qu'on imagine: faim, aléas climatiques, hostilité des voisins, indigènes ou non), c'est parce qu'il y avait plus d'espace libre, de terres bon marché, et qu'on y était plus libre<sup>2</sup>.

Étienne **Cabet** (1788-1856) était comme Fourier un utopiste; il fut l'auteur d'un *Voyage en Icarie*, roman philosophique dans lequel il prônait un socialisme communautaire et pacifiste, influencé par Thomas Moore, l'auteur de la plus célèbre des utopies et l'inventeur du mot; et aussi par le souvenir des révolutionnaires français. Le socialisme de Cabet avait de fortes résonances chrétiennes: pour lui, le royaume des Cieux tel que le décrit l'Évangile préfigurait le communisme. Par ailleurs Cabet avait fait partie des *carbonari* dans sa jeunesse: autrement dit, il s'était laissé tenter par l'action politique révolutionnaire — mais c'était avant qu'il n'élaborât son utopie. Par la suite, il s'était rangé (jusqu'à se faire élire député en 1832!);

---

<sup>1</sup> De tels vêtements sont présentés dans les musées; mais étaient-ils portés par tous, quotidiennement?

<sup>2</sup> Pour plus de détails voyez le cours sur les États-Unis, au chapitre 1.



il récusait désormais la violence pour arriver à la société idéale et croyait aux vertus de la conviction: « du prosélytisme, seulement du prosélytisme, jusqu'à ce que la masse accepte le principe de la communauté » (c'est-à-dire, pour lui, l'égalité des individus et la communauté des biens). En 1848, déçus par l'échec de la IIe République, Cabet et ses disciples finirent par quitter la France pour les États-Unis, où ils fondèrent eux aussi des espèces de phalanstères, les **communautés icariennes**: l'une d'elles subsista jusqu'en 1895 au fin fond de l'Iowa.

Philippe **Buche** (1796-1865) fut saint-simonien avant de devenir le théoricien d'un socialisme très marqué par le christianisme: pour lui, le principe fondamental du christianisme est l'égalité. Buchez était par ailleurs un fervent nationaliste: la France, qui avait été la fille aînée de l'Église, puis le berceau de la Révolution, devait être à présent le vecteur de la pensée socialiste en Europe. Buchez fit une brève carrière politique sous la IIe République: il fut même un moment président de l'Assemblée nationale (mai-juin 1849) — à une époque où on le l'aurait sans doute plus classé parmi les socialistes.

Louis **Blanc** (1811-1882) était issu d'un milieu aisé de tradition bonapartiste; mais, sa famille ayant été ruinée par la révolution de 1830, il dut interrompre ses études et devenir précepteur: c'est alors qu'il découvrit le paupérisme, la question sociale. Il fit par la suite une très belle carrière littéraire et journalistique, avec notamment deux grands succès de librairie à l'échelle de l'époque, *L'Organisation du Travail* (1839 ou 1840) et une grande *Histoire de la Révolution Française* bien écrite et accessible (1847). Il eut aussi une brillante mais brève carrière politique sous la IIe République; je vous la présenterai en son temps.

Pour lui **trois principes** régissent l'Histoire des sociétés: **l'autorité, l'individualisme, la fraternité**. En 1789, le principe d'autorité monarchique (et catholique) avait été vaincu et avait dû céder la place au principe d'individualisme, d'origine luthérienne; 1793 avait vu la victoire du principe de fraternité, synthèse de la liberté et de l'égalité, victoire qui représentait le retour au sens de la communauté perdu en 1789. C'était donc 1793, et non 1789, qui formait le nœud de la Révolution française et qui annonçait l'avenir — mais dans le souvenir de la Convention ce n'était pas la Terreur, la dictature révolutionnaire que Louis Blanc valorisait: c'était la tentative de démocratie sociale des Jacobins. Depuis Napoléon et surtout depuis 1830, la France vivait sous le règne de l'individualisme et de la bourgeoisie, classe dont c'était la valeur essentielle et que Louis Blanc définissait comme la "classe qui possède les instruments de travail", une définition qui annonçait celle de Marx. Son instrument principal était la Chambre, organe incapable d'assurer autre chose que le triomphe des intérêts individuels, et qui gérait le pays « comme un ménage ».

Pour retablir le principe de fraternité, il fallait non pas se livrer à des violences politiques du type de celles de 1793 (elles avaient mené à la défaite de la Révolution), mais s'attaquer aux inégalités sociales. Il fallait en particulier réprimer la concurrence sauvage dans l'économie en instituant des **ateliers sociaux**, sortes de coopératives ouvrières. L'État leur fournirait les capitaux nécessaires au démarrage et l'encadrement; il servirait de régulateur du marché. L'idée était de substituer à l'anarchie capitaliste un ordre économique rationnel sous l'autorité des mandataires du peuple, d'**un État puissant et bienveillant** qui devait aussi se donner pour tâche d'éduquer les citoyens, condition de l'acceptation par tous du monde nouveau.

**Louis Blanc**, le plus populaire des théoriciens socialistes à la veille de la révolution de 1848, était lié aux milieux révolutionnaires républicains et blanquistes, mais lui-même **était un réformiste**. Il espérait une réconciliation de la bourgeoisie et du peuple, une évolution politique progressive et pacifique. Plus tard, il condamna la Commune, car c'était un pouvoir illégal et qui ne respectait pas le verdict du suffrage universel. Son idéal en politique, c'était la République et le suffrage universel, conditions nécessaires pour l'avènement du socialisme: « la [réforme économique] est le but, la [réforme politique] le moyen ». Il ne voulait pas non plus supprimer d'un coup le capitalisme: les ateliers nationaux n'étaient censés que le concurrencer, avant que l'évidence de la supériorité du socialisme, et un meilleur niveau d'éducation, n'aboutissent à un dépérissement spontané du capitalisme. Par opposition à Blanqui que j'évoquerai plus bas, Louis Blanc représente ce qu'il y a de plus riche d'avenir dans le socialisme français du XIXe siècle: une doctrine légaliste et pacifique, soucieuse de la progressivité des évolutions et de l'association de la bourgeoisie au processus historique qui mènerait au socialisme. Il est l'ancêtre des socialistes modérés confiants dans le rôle de l'État pour réformer la société, des Jaurès, des Blum et des Mitterrand.

Enfin Joseph **Proudhon** (1809-1865) était un des rares socialistes d'origine authentiquement populaire: bisontin comme Fourier, il était issu d'une famille ouvrière. Il avait été bouvier dans son enfance; boursier, il dut cependant interrompre ses études et devint ouvrier typographe, petit imprimeur, puis écrivain et journaliste. Député en 1848 (il présenta en juillet un plan pour le socialisme à l'Assemblée nationale, plan rejeté par six cent voix contre deux!), il passa trois ans en prison (1849-1852) et mourut en exil, sans avoir complètement coupé les ponts avec l'Empereur que, malgré tout, il admirait pour son côté "social" (voyez au chapitre 3). On peut retenir trois aspects essentiels de la pensée de Proudhon, dont la postérité est sans conteste la plus importante et la plus diverse de tous les socialistes français du XIXe siècle.

D'abord la critique de ce qu'il appelle l'"atomisme social": c'est ainsi qu'il désignait l'idéologie individualiste de la bourgeoisie de son temps, cette manière de tout penser à partir des individus et des intérêts individuels. Pour lui, une collectivité est plus que la somme des individus qui la composent, elle a sa dynamique propre: « les communautés sont aussi réelles que les individualités; la société est un être réel<sup>1</sup>. Il a donc ses lois et rapports que l'observation révèle ». Par ce **souci des acteurs collectifs**, par cet appel à en étudier le comportement, Proudhon fut l'un des premiers penseurs à avoir eu l'intuition de la sociologie, une science qui n'existait pas à l'époque.

Proudhon pensait que l'individualisme bourgeois recouvrait en fait l'intérêt d'un groupe réduit dont la prospérité reposait sur l'exploitation des travailleurs: l'idéologie libérale n'était qu'un instrument pour la minorité qui profitait du système et l'entretenait. Dans la société individualiste du XIXe siècle, alors que la production était un acte collectif, le « surplus productif » (cette notion correspondait en gros à la plus-value de Marx) était attribué à un seul individu alors qu'il aurait dû l'être à la force collective. D'où Proudhon passait à une critique globale de la propriété privée, qui pour lui n'était que le résultat de l'« exploitation de l'homme par l'homme », du vol d'une partie des bénéfices de la production par une minorité d'individus: d'où la célèbre formule: **"la propriété, c'est le vol"**.

Proudhon se livrait aussi à une **critique de l'État**, critique très originale qui le distinguait de nombreux autres socialistes pour qui l'État est l'instrument idéal du progrès social (comme Louis Blanc). Pour lui, l'État n'était pas simplement un instrument de la domination bourgeoise, qui cesserait d'être oppressif lorsque la bourgeoisie cesserait de dominer la société, mais une force autonome (et négative): c'est qu'il sécrétait un groupe social particulier, la bureaucratie, dont le développement était indépendant de celui de l'économie. La bureaucratie exploitait le peuple parce qu'elle n'était pas productive; elle aussi s'appropriait indûment une partie des « forces publiques » propres aux collectivités et aux personnes. Pour Proudhon, **tout pouvoir était par nature oppressif** et devait être contrôlé: Proudhon fut, avec Bakounine, le grand ancêtre des anarchistes, c'est-à-dire des socialistes hostiles à tous les pouvoirs. Pour lutter contre le pouvoir de la bureaucratie, il fallait, selon Proudhon, susciter des contre-pouvoirs, afin de respecter le développement des êtres dans leur diversité et leurs contradictions.

Proudhon appelait de ses vœux ce qu'il appelait l'« anarchie positive », laquelle ne pouvait se réaliser que par le biais d'un « travaillisme pragmatique ». Pour lui l'homme ne pouvait se réaliser que par le travail social, la production en collectivité: « le travail est la

---

<sup>1</sup> Une idée que les libéraux ont toujours niée: pour eux, seuls les individus existent. Cela m'évoque une formule célèbre de Margaret Thatcher, première ministre néo-libérale de la Grande-Bretagne des années 1980: "la société, ça n'existe pas".

force plastique de la société qui détermine les diverses formes de sa croissance et tout son organisme tant interne qu'externe ». Si le travail était la valeur essentielle, **L'organisation politique de la société devait être calquée sur celle des unités de production**. Proudhon était un productiviste: pour lui la science reine devait être l'économie (politique, selon l'adjectif que l'on accolait à l'époque à ce nom<sup>1</sup>), science du travail, qui devait prendre le pas sur la politique, activité vaine (ce trait le rapprochait de Saint-Simon). Il considérait les différentes collectivités comme les organes, interdépendants mais avec chacun leur mission du grand corps qu'est la société, selon **une conception organiciste de l'humanité**<sup>2</sup>: il rêvait d'une fédération volontaire de ces collectivités de travailleurs, et pensait que le fédéralisme devait fonctionner au niveau local (il était partisan des autonomies régionales) comme au niveau supranational (il souhaitait une fédération d'États).

Proudhon était favorable non à des ateliers sociaux ou à une nationalisation de la production (c'est-à-dire à son passage dans les mains de l'État, ce qui risquait d'aboutir simplement à un renforcement du pouvoir de la bureaucratie: c'était sa critique des idées de Louis Blanc) mais à sa coopérativisation, c'est-à-dire à son passage dans les mains de collectifs autonomes de travailleurs. Ce **coopérativisme** le poussait à penser que l'agriculture et l'industrie devaient fonctionner sous forme d'entreprises autogérées qui redistribueraient le surplus productif aux individus qui les composaient. Il pensait également que la production industrielle ne devait pas être séparée de la production agricole: il rêvait d'une « fédération agricole—industrielle », ce qui était assez spécifique à une époque où la plupart des socialistes affichaient le plus profond mépris pour les paysans, classe en retard et suppôt des traditionnalistes de tout poil, pour ne s'intéresser qu'au petit peuple des villes et aux ouvriers, classes révolutionnaires et porteuses d'avenir. Cela n'empêchait pas Proudhon d'afficher le plus profond mépris des paysans français de son temps, ces rustres réactionnaires (comme d'ailleurs des femmes, des Juifs, etc...). Pour Proudhon le commerce aussi devait être organisé sur une base coopérative, ainsi que le logement, la monnaie, le crédit: cette organisation coopérative des différentes branches de la production, qui n'était pas sans rappeler les corporations de l'Ancien régime (moins l'autoritarisme des structures, en principe)<sup>3</sup>, devait mettre fin aux conflits sociaux — Proudhon n'était absolument pas un théoricien des luttes sociales, contrairement à Marx il ne les tenait pas pour fécondes, il n'en

---

<sup>1</sup> "Économie" signifie en principe "gestion d'un foyer" (*hoikos* en grec). L'adjectif "politique" était destiné à souligner que l'on se plaçait au niveau de la communauté (*polis*, en grec: la cité, c'est-à-dire, dans le contexte de la Grèce classique: l'État).

<sup>2</sup> Elle s'opposait notamment au marxisme, idéologie axée sur l'opposition des classes sociales, donc moins encline à souligner, et à rechercher, les solidarités entre classes. Cela eut des conséquences capitales au XXe siècle.

<sup>3</sup> Et pour cause: le monde ouvrier que Proudhon avait devant les yeux, celui aussi qui fournissait le plus gros contingent de ses lecteurs, c'était le monde du vieux prolétariat des grandes villes, très qualifié et très instruit, encore très marqué par l'héritage des corporations, notamment par le biais des traditions du compagnonnage (voyez plus bas dans ce même chapitre).

voulait pas pour moteur de l'Histoire: il voulait rétablir l'harmonie d'une société reconstruite sur des bases saines, c'est-à-dire dans son vocabulaire "travaillistes".

Avec ces idées, **Proudhon eut une énorme influence sur la Commune de Paris** et sur le socialisme au XXe siècle, surtout à partir du moment où le marxisme-léninisme s'est révélé déboucher sur de nouvelles formes d'oppression étatique, de dictature bureaucratique. Outre les anarchistes déjà mentionnés et les gauchistes des années 1960, Proudhon a inspiré de près ou de loin toutes les formes de socialisme "autogestionnaire", par exemple celui de Tito en Yougoslavie dans les années 1960 et 1970; quant aux bolcheviks russes, ce n'étaient pas du tout des proudhoniens, mais les soviets ouvriers et paysans sur lesquels ils s'appuyèrent pour prendre le pouvoir étaient d'inspiration proudhonienne (il est vrai que dès 1918 ils furent complètement vidés de leur sens). Enfin Proudhon a eu encore une autre prospérité tout à fait malheureuse: ses idées ont inspiré une bonne partie des socialismes corporatistes, "organiques" et "nationalistes", de la première moitié du XXe siècle, lesquels ont contribué décisivement à ces synthèses politiques de socialisme et de réaction politique que nous appelons aujourd'hui les fascismes.

### **5) Blanqui, un personnage inclassable.**

Auguste **Blanqui** (1805-1881) était un personnage très différent des aimables et inoffensifs rêveurs du type Cabet, ou des théoriciens d'un passage progressif et non-violent au socialisme, du type Louis Blanc. **C'était bien plus un activiste qu'un théoricien.** Sa pensée était aussi fruste (et floue) que son énergie était inépuisable.

Fils d'un conventionnel régicide, *carbonaro* dans sa jeunesse, il fut de tous les affrontements de rue sous la Restauration et la monarchie de Juillet, notamment entre étudiants. Éternel conspirateur, toujours prêt à tenter de soulever le peuple parisien par voie d'affiche (voici le début de celle de 1839: « Aux armes, citoyens! L'heure fatale a sonné pour les oppresseurs! Peuple, lève-toi, et tes ennemis disparaîtront comme la poussière devant l'ouragan! »), à monter à l'assaut de l'Hôtel de Ville<sup>1</sup>, à former des gouvernements insurrectionnels, il n'eut guère de succès: la plupart du temps, il ne parvenait à soulever personne et se faisait arrêter — ainsi en 1832, 1836, 1839 (il fut condamné à mort puis gracié), en mai 1848, en 1851 (il s'évada en 1865 et se réfugia en Belgique), en mars 1871

---

<sup>1</sup> Pourquoi l'Hôtel de Ville? Parce que c'avait été la cible des journées révolutionnaires de la période 1789-1797. Ce n'était plus le siège du pouvoir sous la monarchie de Juillet? Peu importait: Blanqui était plus sensible aux souvenirs glorieux, aux symboles, qu'à ce genre de détails.

(cette dernière arrestation l'empêcha de participer à la Commune). Gracié une dernière fois en 1879, il termina sa vie en mémoire vivante du Paris révolutionnaire du XIXe siècle. Il passa la moitié de sa vie en prison, où "il se ruina" la santé; son premier biographe le surnomma "**L'Enfermé**". Il dirigea aussi de nombreux journaux: le titre du dernier, *Ni Dieu ni maître*, est passé à la postérité comme l'un des principaux cris de ralliement des anarchistes, bien que Blanqui n'eût absolument rien d'un anarchiste.

**Blanqui croyait** avant tout **à la violence en politique**; il refusait tout compromis avec la société détestée, tout gradualisme, tout réformisme, toute perspective de réconciliation avec les ennemis de la société idéale — une très typique "mentalité de guerre civile". Il s'inscrivait dans la tradition des Jacobins, de la Terreur régénératrice et épuratrice, et des révolutionnaires comploteurs (avec les *carbonari*, l'un de ses modèles principaux en ce domaine était Gracchus Babeuf, auteur d'une "conspiration des égaux" — avortée — sous le Directoire, en 1795)<sup>1</sup>. Il s'inscrivait aussi dans la tradition de **la prise** et de l'exercice **du pouvoir par une petite minorité éclairée**, censée transformer la société (y compris de force) et éduquer le peuple (y compris contre son gré): une tradition qui se réclamait entre autres du Comité de Salut public et de la dictature antique<sup>2</sup>. Mais Blanqui n'avait pas de stratégie claire de prise et de conservation du pouvoir. D'où ses malheurs: c'était un violent qui ne se donnait pas les moyens de la force. Il était persuadé que l'énoncé de la doctrine et l'appel à la révolte suffiraient à soulever les masses. La société idéale (laquelle?) était proche, le passage serait facile et immédiat après la Révolution. Le problème était donc de réussir la prise de pouvoir, et pour cela il fallait essayer, essayer encore; les masses finiraient bien par entendre ses appels, le volontarisme finirait bien par payer. À vrai dire il n'avait pas non plus d'idée très claire de ce que devaient être ces "masses": ce qu'il s'en représentait était sans doute plus proche du "peuple" de Michelet que du "prolétariat" de Marx — concrètement, le milieu où il vivait et militait était celui du petit artisanat parisien.

**Blanqui**, au fond, **était bien plus révolutionnaire que socialiste**, ne fût-ce que parce que ce qui l'intéressait, ce n'était pas le changement de la société, mais le pouvoir, donc la politique. Il était le descendant des *carbonari* et des jacobins beaucoup plus que des Louis Blanc et des Cabet. Cependant, dans les dernières années de la monarchie de Juillet, il se mit à emprunter aux socialistes certaines idées qui étaient "dans l'air du temps" à l'extrême-

---

<sup>1</sup> On peut aussi noter que sa conception de l'action politique n'était guère différente de celle de l'aventurier Louis-Napoléon Bonaparte, si ce n'est que l'un tentait de soulever les casernes et l'autre les ateliers. Cette proximité n'était pas un hasard; et ce ne fut pas un hasard non plus si une partie des socialistes d'héritage blanquiste se rallia, dans les années 1880, au très bonapartiste général Boulanger: la proximité des mentalités finit par l'emporter sur la diversité des objectifs. Évidemment, Blanqui admirait Bonaparte (le premier).

<sup>2</sup> Sur la définition de ce mot, voyez le chapitre 3. À la fin du XIXe siècle, la tradition blanquiste de la dictature s'opposait entre autres au rêve du "grand soir", de la prise du pouvoir par un soulèvement de l'ensemble du peuple, à la suite d'une grève générale organisée par les syndicats, idée très répandue dans les milieux syndicalistes.

gauche, comme celle de la plus-value: en cela, Blanqui contribua décisivement à l'osmose progressive entre la gauche républicaine jacobine et les socialistes. Cependant, ce ne fut qu'après juin 1848, lorsque les partisans du socialisme, sous le choc de la répression de tous les progressismes, devinrent des révolutionnaires, que l'on se mit à ranger Blanqui parmi les socialistes. Blanqui a donc eu une influence décisive, et pas forcément très positive, sur le socialisme français: il a contribué à l'éloigner du légalisme, du respect des formes démocratiques, du réformisme, de l'action de masse, au contraire de ce qui s'est passé par exemple en Grande-Bretagne ou dans les pays scandinaves. Cette influence s'est même fait sentir bien au-delà de la France: ce fut en partie au contact des milieux blanquistes français, en partie au contact de milieux terroristes russes eux-même très influencés par la France, qu'au tout début du XXe siècle **Lénine** élaborait sa théorie de la prise de pouvoir par un petit groupe de révolutionnaires, avant-garde de la classe ouvrière: théorie qui ne figurait pas dans le legs de Marx. Le blanquisme est donc « le lien nécessaire entre la première pensée socialiste française et le marxisme[-léninisme] » (selon l'historien Gian Mario Bravo), mais aussi le lien entre républicains jacobins et socialistes.

Autour de Blanqui gravitaient un certain nombre de personnages, en général nettement plus sympathiques, qu'il est difficile de classer plutôt comme socialistes ou comme républicains. Armand **Barbès** participa à plusieurs des tentatives de coups de main de Blanqui. François **Raspail** (1794-1878), né à Carpentras, ancien séminariste devenu médecin, bonapartiste dans sa jeunesse, voulut se mettre au service des pauvres: il publia de nombreux ouvrages pédagogiques de médecine et dénonça la condition ouvrière et celle des prisonniers.

Tous ces opposants ne risquaient guère de renverser le régime: soit ils étaient impuissants (comme Blanqui) ou peu intéressés par la politique (comme Fourier), soit ils se seraient volontiers contentés d'une évolution progressive et pacifique du régime, que rien somme toute n'interdisait à terme (comme Tocqueville). De plus ils étaient divisés et n'avaient pas de figure en laquelle ils se seraient tous reconnus. Ce furent en fait les conséquences de la très grave crise économique de 1846-1848 qui affaiblirent brutalement la monarchie de Juillet et donnèrent des ailes à l'opposition. Mais avant de la présenter, il me faut faire un tableau général de l'économie et de la société françaises à la fin de la monarchie de Juillet.

## **II- Économie et société au milieu du XIXe siècle.**

La France occupait alors la première place en Europe continentale, la seconde dans le monde après la Grande-Bretagne (les États-Unis ne comptaient pas encore). Même si elle avait été vaincue en 1815 (difficilement, et par toute l'Europe coalisée), elle impressionnait par l'étendue de son territoire (l'Allemagne n'existait pas encore; seule la Russie était plus grande), par sa population par ses performances économiques, par le rayonnement de sa culture, mais aussi par le souvenir cuisant de sa capacité à nuire.

### **A) L'évolution démographique.**

La population du royaume était passée d'environ trente millions d'habitants en 1815 à trente-cinq millions en 1846: c'était l'effet du retour à la paix après les traumatismes de l'époque révolutionnaire et napoléonienne, et d'une natalité encore élevée. Cependant, le **taux d'accroissement naturel** de la population était relativement bas, le plus bas d'Europe; et il diminuait.

La **mortalité** avait baissé, mais c'était surtout à cause de la fin des guerres. Elle restait élevée: un Français sur trois mourait avant l'âge de vingt ans. Des maladies endémiques continuaient à faire des ravages (notamment la variole et la malaria); il y eut une très importante épidémie de choléra en 1832-1834 (elle emporta entre autres le premier ministre, Casimir Périer). Surtout, la **natalité** baissait rapidement: le taux serait passé de 38‰ en 1810 à 27‰ en 1848. La France fut ainsi le premier pays d'Europe à s'engager dans la seconde phase de la **transition démographique**<sup>1</sup>. Ce phénomène avait diverses causes.

Les **causes juridiques** ont été mises en évidence dès le XIXe siècle (et exploitées politiquement par les héritiers du légitimisme, dès avant 1900). À la Révolution le droit d'aînesse avait été aboli. Tous les enfants, garçons et filles, aîné(e)s et puîné(e)s, légitimes et illégitimes, héritaient à égalité, ou presque: les parents ne pouvaient pas deshériter un de leurs enfants et ne pouvaient distribuer librement qu'une part limitée de leur patrimoine (un tiers s'ils avaient deux enfants, un quart s'ils en avaient trois, etc.). Soixante ans après, dans les campagnes où autrefois les cadets n'avaient rien (ç'avait été notamment l'origine des fameux "cadets de Gascogne", qui devaient s'engager dans l'armée pour vivre), le partage égalitaire des patrimoines était en train d'amener un morcellement excessif des propriétés, déjà petites

---

<sup>1</sup> La transition démographique, c'est le passage d'une natalité et d'une mortalité fortes, typiques des sociétés anciennes, à une natalité et une mortalité faibles, typiques des sociétés développées. La natalité baisse la première: c'est la première phase, durant laquelle la population explose et rajeunit. Puis la mortalité baisse à son tour: c'est la seconde phase.



(car les terres de l'Église et des nobles émigrés avaient été réparties entre de multiples acheteurs de biens nationaux). Cela encourageait les paysans à faire moins d'enfants pour que ceux-ci survécussent.

On peut évoquer aussi des **changements de mentalité**. Entre 1750 et 1800 il s'était produit un changement dans l'attitude des Français envers leurs enfants, comme l'a montré l'historien Philippe Ariès. Jusque vers 1750, l'enfant n'était qu'un être non encore formé, incomplet, inintéressant. Le père ne s'en souciait guère tant qu'il n'avait pas atteint "l'âge de raison"; on en faisait beaucoup mais on était assez indifférent à leur sort (c'était aussi une réaction de défense affective, puisque de toute façon la plupart de ces enfants mourraient jeunes); on les envoyait en nourrice, ce qui contribuait beaucoup à faire monter la mortalité infantile. Montaigne était incapable de dire le nombre de ses enfants; Rousseau abandonna les siens à l'assistance publique. Tout changea à la fin du XVIIIe siècle: on se mit à s'intéresser au petit enfant, à son éducation (ce fut alors que le même Rousseau rédigea *L'Émile*, un grand succès de librairie); dans la bonne société les mères recommencèrent à donner le sein, c'était même la mode d'allaiter en public... On faisait donc moins d'enfants, pour pouvoir mieux les soigner; du reste, ils mouraient moins massivement. Et pour cela, on avait recours à la **contraception** (sous la forme du *coïtus interruptus*), une pratique née semble-t-il à la Cour au début du XVIIIe siècle, et qui s'était répandue peu à peu dans toute la société.

Il y avait enfin des **causes religieuses**, à l'évidence: les régions les moins fécondes étaient les plus déchristianisées. L'Église avait déjà horreur de la contraception; mais en France, on l'avait bien vu au moment de la Révolution, l'anticléricalisme était une tradition ancienne et solide dans certaines régions. À tous ces facteurs il fallait ajouter **l'absence totale** de moyens et surtout **d'intérêt de la part des gouvernements** pour les problèmes démographiques.

En revanche, un autre facteur limitait les effets des précédents: **les enfants continuaient à représenter une force de travail** et une "assurance-vieillesse" pour les familles les plus pauvres; ce fut seulement dans la seconde moitié du siècle, très progressivement, que l'élévation de l'âge d'entrée sur le marché du travail concourut à son tour à la baisse de la natalité.

C'était un monde où il était nécessaire d'avoir une famille pour survivre: on se mariait, on faisait des enfants pour qu'ils fussent là en cas de coup dur, pour être nourri lorsqu'on ne pourrait plus travailler... Il n'y avait pas de sécurité sociale, pas de R.M.I.! Évidemment ça ne marchait pas à tous les coups, il pouvait arriver que vos enfants vous abandonnassent, vous maltraitassent... Mais tout cela explique largement pourquoi les familles du XIXe siècle éclataient moins facilement qu'aujourd'hui: il y avait peu de séparations, on supportait quelqu'un

qu'on n'aimait plus, qu'on n'avait jamais aimé, parce qu'il fallait bien; les vieux restaient chez leurs enfants mêmes s'ils n'étaient pas très bien traités (pour les mêmes raisons, on restait souvent plus proche de ses frères et sœurs). De même, de nombreuses personnes qui aujourd'hui feraient le choix d'une vie homosexuelle se mariaient et fondaient une famille, non seulement parce que l'homosexualité était stigmatisée, mais aussi parce que **la solitude était une malédiction**. André Gide et Oscar Wilde étaient mariés et avaient des enfants! Évidemment, il y avait des soupapes de sécurité: la prostitution, si présente dans la littérature de ce temps, en était une; d'autre part, l'entrée dans le clergé ou dans les ordres représentait une solution commode pour ceux et celles à qui la vie de famille ne disait rien — mais c'étaient des vocations bien fragiles...

De ce fait, même si la France demeurait le pays le plus peuplé d'Europe continentale hors la Russie, **son poids relatif sur le continent diminuait** (16% des Européens étaient des Français en 1800, 13% en 1850); et ce en particulier par rapport au Royaume-Uni, alors en pleine première phase de la transition démographique (la mortalité baissait, pas encore la natalité) et dont la population dépassait désormais celle de la France. Cela laissait les Français indifférents: ils avaient encore le souvenir des disettes, et les thèses de Thomas **Malthus**<sup>1</sup> étaient encore très populaires: on pensait que plus la population augmentait, plus la richesse disponible par être humain diminuait, donc qu'une population qui croît ne peut qu'engendrer la misère; et donc que pour qu'un pays s'enrichît il fallait que sa population stagnât ou diminuât. Il s'agissait d'un mode de raisonnement typique de l'époque préindustrielle, déjà archaïque en 1870. Les Français n'avaient pas encore pris conscience que l'essor économique fait croître la quantité de ressources disponibles pour l'humanité, la richesse produite par chaque individu. Effectivement, sous le second Empire on vivait mieux dans les campagnes françaises où la pression démographique cessa d'augmenter que dans celles où régnaient encore la famille nombreuse et la toute petite propriété... Mais c'était parce qu'à la campagne la modernisation de l'activité économique, et notamment l'amélioration de la productivité, se faisait à un rythme très lent. Et puis, si ce ralentissement du dynamisme démographique était gros de menaces pour l'avenir, il n'avait pas de conséquences pour l'instant, y compris dans la défaite contre la Prusse en 1871, car les adultes d'alors appartenaient à des générations plus nombreuses nées sous la Restauration et la monarchie de Juillet.

Le pays comptait peu d'**étrangers** (deux à trois cent mille), surtout des travailleurs frontaliers (des Belges, des ressortissants des États allemands, ou encore des Savoyards — la Savoie était alors piémontaise). Comme la population n'augmentait que lentement et que le

---

<sup>1</sup> Pasteur et économiste anglais (1766-1834); son ouvrage essentiel, *l'essai sur le principe de population*, est paru en 1798.

pays n'était pas surpeuplé, il n'y avait pas non plus d'émigration (sauf quelques dizaines de milliers de colons en Algérie à l'extrême fin de la période: l'Algérie ne fut totalement contrôlée qu'en 1847).

La part des **ruraux** dans la population diminuait lentement: de 85% environ vers 1789 à 75% en 1846. Mais la population continuait à augmenter en chiffres absolus dans les campagnes: ce fut vers 1848 que beaucoup atteignirent leur densité maximale de peuplement — et la gardèrent jusque vers 1900. À cette époque, la densité rurale de la France était de quarante-huit habitants au kilomètre carré.

De ce fait, les campagnes devaient évacuer leurs surplus de population vers les villes. Pour l'instant le phénomène de **l'exode rural** ne touchait qu'une fraction marginale des campagnards<sup>1</sup>: des cadets de familles nombreuses, des ouvriers agricoles sans terres. Certains gardaient des liens avec leur "pays" d'origine, où ils revenaient en hiver (comme les maçons de la Creuse) ou au contraire en été, pour aider aux récoltes (ainsi les ramoneurs savoyards); d'autres rentraient au bout de quelques années (ainsi certains domestiques, qui après quelques années de service revenaient se marier au village grâce aux économies faites en ville). Mais d'autres, de plus en plus, se fixaient dans les villes où ils devenaient souvent ouvriers.

Il existait aussi **des industries dans les campagnes**: elles servaient d'activité d'appoint pour les paysans (le soir, l'hiver). C'était possible à l'époque, car on n'était pas encore à l'âge des grandes usines: ainsi de nombreuses fermes accueillait un ou deux métiers à tisser. Mais ces travaux annexes étaient des plus aléatoires: le chômage menaçait en permanence. Dans l'ensemble, **les activités économiques à la campagne était bien plus diversifiées que de nos jours**: au village vivaient non seulement des paysans, mais le châtelain et ses domestiques, quelques notables (le médecin, le notaire), des ouvriers à temps plein lorsqu'il y avait une petite usine rurale, de nombreux artisans et quelques commerçants, une masse fluctuante d'ouvriers agricoles très mobiles, journaliers (ceux qui devaient chercher un nouveau travail tous les jours) et chemineaux (ceux qui allaient en quête d'un travail au long des chemins)... Et puis, la frontière n'était pas très nette avec les précédentes, il y avait toutes les activités que l'on qualifierait aujourd'hui, dans le tiers-monde, de "tertiaire marginal": les colporteurs de tissus, d'images pieuses ou de livres à deux sous; les saltimbanques, rempailleurs de chaises et autres nomades<sup>2</sup>, les marginaux de tout poil (certains bûcherons,

---

<sup>1</sup> L'expression en elle-même ne date que de 1892 (et son emploi en France, de 1903). On a mis du temps à percevoir ces phénomènes...

<sup>2</sup> Seuls 50% des nomades français sont des Tsiganes, peuple venu d'Inde septentrionale à la fin du Moyen Âge.

par exemple, vivaient une bonne partie de l'année dans la forêt et étaient fort redoutés!); et puis les sans-emploi: vagabonds, mendiants, etc.

Il n'y avait plus de famines depuis le début du XVIII<sup>e</sup> siècle, mais en période de crise économique il y avait encore des **disettes**<sup>1</sup>. Les crises économiques de l'époque sont connues sous le nom de "**crises d'Ancien Régime**" car, tout comme au XVIII<sup>e</sup> siècle, elles étaient provoquées par les aléas météorologiques et par les déficiences des transports, qui empêchaient de transporter le grain des régions excédentaires vers les régions déficitaires; en revanche les problèmes de l'industrie et ceux du crédit n'intervenaient pas encore dans leur déclenchement. De telles crises eurent lieu, le plus souvent sur une partie seulement du territoire national, en 1817, 1823, 1829-1832, 1839-1840; la plus grave depuis le "grand hiver" 1709-1710, qui fut aussi la dernière crise d'Ancien Régime, eut lieu en 1846-1848 et toucha pratiquement tout le pays; j'y reviendrai en détail plus bas.

Les **villes** se développaient lentement, à l'exception de la capitale dont le poids démographique se renforçait à vive allure: elle passa de six cents cinquante mille habitants en 1815 à un million deux cent mille en 1846. Mais l'urbanisme ne suivait pas: ainsi la superficie de **Paris** ne changea pas durant toute cette période!<sup>2</sup> Au contraire en 1845, par crainte d'invasions et à l'initiative de Thiers, on l'enserra avec sa proche banlieue dans **une nouvelle enceinte fortifiée**, sur l'emplacement de l'actuel boulevard périphérique. Il y eut très peu d'innovations urbanistiques: quelques monuments (sous la Restauration on termina l'arc de triomphe de l'Étoile, on bâtit quelques églises). Aussi les villes étaient sales, les immeubles vétustes et insalubres; les épidémies menaçaient régulièrement. Les densités de population étaient très fortes dans les grandes villes: certains quartiers de la capitale dépassaient les dix mille habitants au kilomètre carré. Le centre, les quartiers les plus actifs notamment, étaient très dégradés. Dans le quartier des Arcis derrière l'Hôtel de Ville, se trouvaient les "garnis" misérables des maçons creusois qui allaient se louer place de Grève. Sur les pentes de la montagne Sainte-Geneviève, des rues entières étaient occupées par des chiffonniers et des crocheteurs (qui portaient des fardeaux avec des crochets), dont l'activité de récupération ne pouvait s'exercer que près du centre. C'était le monde des *Misérables*.

Malgré tout les villes attiraient, notamment Paris: en 1848 un Parisien sur deux était né hors de la capitale. Pourtant la capitale fournissait peu d'emplois: c'était une ville de rentiers, de fonctionnaires, d'artisans de l'industrie du luxe. De ce fait, le chômage et la

---

<sup>1</sup> Il y a *famine* quand il n'y a plus de nourriture. Il y a *disette* quand le prix des aliments augmente brutalement.

<sup>2</sup> À l'époque seuls les onze premiers arrondissements d'aujourd'hui et la moitié ouest du douzième font partie de Paris. Belleville, Chaillot, Montmartre, etc... étaient des banlieues.

pauvreté s'y développaient. Paris, comme beaucoup de grandes métropoles, était une **ville-mouroir** qui ne se nourrissait que du dynamisme des campagnes (ceci était vrai depuis le Moyen Âge): on y "montait", mais on y faisait peu d'enfants car on s'y mariait peu et car on y mourait plus jeune qu'ailleurs. Paris était aussi une ville peu sûre, une ville où les suicides et les maladies mentales étaient plus fréquentes qu'ailleurs, une ville qui comptait seize mille prostituées en 1830. Les possédants vivaient dans la peur: selon l'expression célèbre de l'historien Louis Chevalier, ils identifiaient de plus en plus les "**classes laborieuses**" à des "**classes dangereuses**".

Tout ceci était d'autant plus sensible aux contemporains qu'il n'y avait **pas encore de vraie ségrégation sociale par quartiers**: comme il n'y avait ni métro, ni bus, et comme d'autre part les étages supérieurs des immeubles étaient beaucoup moins attirants que les étages inférieurs (il n'y avait pas d'ascenseur, pas d'eau courante!), toutes les classes sociales vivaient mêlées: classiquement, les plus riches occupaient l'"étage noble" (le premier — attention, il y avait souvent un entresol), les pièces de réception donnant sur la rue; les plus pauvres se serraient sous les toits (pensez à la mansarde des romantiques, telle qu'elle est évoquée par exemple dans *La Bohême*<sup>1</sup>) ou bien au fond des cours, obscures et malsaines.

Bien sûr, il ne faut pas trop noircir le tableau: Paris attirait aussi l'aristocratie de toute l'Europe, les premiers touristes anglais, des proscrits de tous les régimes réactionnaires (Heine, Chopin, Marx, Bakounine, etc.), des écrivains et des artistes en quête de reconnaissance; encore qu'elle n'avait pas encore le rayonnement culturel international qu'elle acquit à la fin du siècle.

## **B) La prospérité économique: l'âge du chemin de fer.**

L'époque de la Restauration et de la monarchie de Juillet fut celle du règne absolu du **capitalisme** le plus pur et du **libéralisme** dans sa version la plus réactionnaire, comme nous l'avons vu en évoquant l'idéologie de Guizot. Grèves et syndicats (les unes et les autres étaient désignées du terme de "coalitions ouvrières") étaient interdits depuis la **loi Le Chapelier**, qui

---

<sup>1</sup> L'opéra de Puccini date de 1900; mais le livret est tiré d'un livre de Henri Murger, *Scènes de la vie de bohème*, qui date du second Empire et évoque la jeunesse de l'auteur. Lorsque l'opéra fut monté, il y avait longtemps que cette bohème-là n'était plus qu'un souvenir, mais elle faisait l'objet d'une exploitation culturalo-commerciale assez comparable à celle qui s'est emparée aujourd'hui de Montmartre, de Montparnasse et de Saint-Germain-des-Prés.

datait de juin 1791<sup>1</sup>. Les salaires étaient fixés par les patrons seuls — et par la loi de l'offre et de la demande: en période de prospérité et de plein emploi les travailleurs pouvaient peser à la hausse, mais ce n'était pas le cas vers 1847. Les impôts sur les bénéficiaires des entreprises étaient faibles; l'essentiel de la fiscalité portait sur la terre, donc le patrimoine. Il n'y avait aucune progressivité de l'impôt.

La **propriété** était très morcelée, notamment celle **de la terre** (à la suite de la Révolution et du régime de succession égalitaire): il y avait quinze millions de propriétaires terriens! La France était un pays de petits propriétaires ruraux, à la différence de l'Angleterre qui au XVII<sup>e</sup> et au XVIII<sup>e</sup> siècles avait expulsé ses paysans des campagnes (ce fut le mouvement des "enclosures") pour en faire des ouvriers de l'industrie; à la différence aussi de l'Europe centrale et orientale où la grande propriété nobiliaire traditionnelle dominait toujours. Mais la **propriété des entreprises** était tout aussi morcelée: en 1851 la France comptait un million sept cent mille entreprises non agricoles, qui avaient à elles toutes seulement quatre millions d'employés. La plupart d'entre elles n'étaient que de petites boutiques ou de petits ateliers: le commerce de détail notamment était complètement atomisé: il n'existait encore aucun grand magasin, aucun supermarché.

Seules les **galeries commerciales** étaient déjà apparues. À Paris, le passage des Panoramas date de 1800 (les panoramas étaient une attraction visuelle, des paysages et scènes diverses qui défilaient devant le spectateur sur des toiles peintes). La galerie Véro-Dodat, sans doute la mieux conservée aujourd'hui et la plus pittoresque, ouvrit en 1826: nouveauté révolutionnaire destinée à attirer les curieux, elle était éclairée au gaz. Le passage Choiseul, génialement décrit par Céline dans *Mort à crédit*, date de 1825, mais a subi de profondes transformations.

Pourtant il existait des secteurs où l'activité était très concentrée et où cette concentration progressait, notamment les secteurs de pointe comme les chemins de fer (il n'y avait que dix-huit compagnies ferroviaires en 1848). **La grande entreprise représentait clairement l'avenir** même si elle était encore très minoritaire en nombre: ainsi la famille De Wendel dominait le secteur minier, les Schneider contrôlaient le bassin minier du Creusot.

---

<sup>1</sup> Cette loi avait pour objet premier l'abolition des corporations, c'est-à-dire des anciennes associations de métiers de l'Ancien Régime, considérées comme un obstacle à la liberté de travail: « il n'y a plus de corporations dans l'État. Il n'y a plus que l'intérêt particulier de chaque individu et l'intérêt général. Il n'est permis à personne d'inspirer aux citoyens un intérêt intermédiaire, de le séparer de la chose publique par un esprit de corporation ». C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre l'interdiction des coalitions ouvrières; mais en 1847 les corporations étaient en décadence; aussi la loi avait changé de sens. Telle quelle, la loi Le Chapelier reste l'un des textes fondateurs de l'individualisme et du libéralisme modernes, et vaut mieux que la réputation de loi réactionnaire que lui a faite la gauche française, en grande partie par le reproche anachronique que la révolution de 1789 n'a pas été une révolution ouvrière..

D'où sans doute l'erreur d'appréciation de Marx, pour qui en France « la propriété n'existe pas pour les neuf dixièmes de la population »; et aussi la déception de l'extrême-gauche en juin 1848 lorsque le peuple refusa de la suivre: elle pensait que les Français (en particulier les Parisiens) étaient des prolétaires favorables à toute Révolution; en fait, ils se heurtèrent à une population de petits propriétaires qui défendirent leur bien même au prix d'une alliance avec la bourgeoisie.

L'activité économique progressait, aussi bien l'agriculture que l'industrie, malgré un **protectionnisme** étouffant (les droits de douane à l'importation atteignent 70% pour le fer, 110% pour la fonte) et le retard de plus en plus patent de certaines régions, situées au sud de la fameuse "ligne Saint-Malo - Genève" (cette ligne qui sépare aussi la France instruite, dynamique de la France ignorante et routinière, a été mise en évidence par le recteur Maggiolo lors d'enquêtes sur l'alphabétisation, vers 1880 — on parle parfois de la "ligne Maggiolo"). En particulier, le massif Central (à l'exception des bassins houillers) et le sud-ouest étaient en train de "décrocher".

L'époque était à la mécanisation: on appelait cela le "**machinisme**", et la montée des machines inquiétait les ouvriers, car pour eux la machine faisait une concurrence déloyale à l'homme. Dans les années 1830 on assista à des explosions de "**luddisme**"<sup>1</sup>: des ouvriers brisaient des machines modernes, notamment de ces nouveaux métiers à tisser qu'ils accusaient de détruire des emplois<sup>2</sup>.

**Le moteur de la croissance** économique, ce n'était pas la consommation des ménages comme au XXe siècle, car les gens, dans leur immense majorité, étaient encore très pauvres et n'achetaient que le strict nécessaire: on était loin de la société de consommation. **C'étaient les infrastructures** qui tiraient la croissance: elles étaient en plein développement, au premier chef les transports. Les **chemins de fer** étaient la grande nouveauté de l'époque. Ils étaient apparus en France en 1823, avec une vingtaine d'années de retard sur l'Angleterre; en 1830 il n'y en avait que vingt-six kilomètres, dont la ligne Paris — Saint-Germain en Laye (l'actuel tronçon ouest de la ligne A du R.E.R.), d'intérêt surtout touristique, et de petits tronçons qui reliaient en général une usine au cours d'eau ou au canal le plus proche. Ce fut la **loi de 1842** qui lança véritablement le mouvement; elle resta en vigueur jusqu'en 1937. Elle inaugura le

---

<sup>1</sup> Du nom de Ned Ludd, ouvrier anglais qui, en 1779, dans le Leicestershire, à la tête de bandes armées, aurait détruit des machines à fabriquer des bas. Le personnage est mythique, il s'agit d'une reprise moderne du mythe de Robin des Bois. L'apogée véritable du mouvement luddiste au Royaume-Uni se place entre 1811 et 1813, époque de chômage élevé dû autant à la guerre contre la France qu'au développement rapide du machinisme.

<sup>2</sup> Sur le lien entre progrès et chômage, voyez au chapitre 8.

système des **concessions**: l'État prenait en charge les infrastructures (les rails, les gares, etc.), ce qui coûtait trop cher pour les entreprises privées (en échange il se réservait le droit de fixer le tracé des lignes); mais l'exploitation des lignes était concédée pour quatre-vingt dix-neuf ans à des compagnies privées. En 1848 il y avait déjà mille deux cents kilomètres de chemins de fer, qui dessinaient une étoile autour de Paris; ils étaient encore bien primitifs et inspiraient souvent la crainte de par leur vitesse excessive (n'était-ce pas mauvais pour la santé?), de par leur saleté aussi (les voyageurs arrivent couverts de crasse de charbon), à cause enfin du risque d'accidents. Ce réseau ferré était très inférieur en taille à celui de la Grande-Bretagne (deux mille cinq cents kilomètres) et surtout à celui des États-Unis qui n'étaient pourtant pas encore une grande puissance (ils avaient cinq mille kilomètres de chemins de fer en 1850).

Les chemins de fer n'étaient pas le seul moyen de transport qui progressait. Il ne faut pas oublier les **canaux** (le réseau passa de sept cent kilomètres en 1815 à trois mille deux cents en 1848; certains à l'époque, comme Thiers, leur voyaient plus d'avenir qu'aux chemins de fer, car le transport par voie d'eau est moins coûteux) ni les **routes** royales (on dirait aujourd'hui nationales) et les autres. On passa de douze mille kilomètres de routes carrossables en 1815 à trente-cinq mille en 1848, et ce fut vers 1825 que les derniers villages qui n'étaient reliés au reste du pays que par des sentiers muletiers, du côté de la Lozère ou des Pyrénées centrales, reçurent un chemin carrossable. C'était évidemment essentiel: toutes ces infrastructures modernes en place dès la première moitié du XIXe siècle ont permis l'essor économique qui a suivi.

Les transports "tiraient" d'autres activités économiques, notamment la sidérurgie (on avait besoin d'acier pour les rails et les locomotives), mais aussi les mines, l'industrie du bois (pour les traverses), etc. La **sidérurgie** était installée sur les bassins miniers (comme celui du Creusot), car transporter les minerais eût coûté trop cher. Les transports tiraient aussi les échanges: le territoire se désenclavait peu à peu, ce qui améliorait les perspectives économiques de beaucoup de régions (notamment pour l'agriculture). La principale industrie restait cependant l'une des plus traditionnelles, le **textile**, très dispersé (en particulier dans les campagnes) et très en retard: les progrès techniques y étaient plus lents qu'en Grande-Bretagne. C'était le textile qui faisait vivre le plus d'ouvriers; ce fut dans le textile qu'eurent lieu les rares mouvements sociaux de l'époque, comme les deux révoltes des canuts lyonnais. C'était le textile aussi qui était l'industrie la plus touchée par le luddisme.

Toute cette activité économique encourageait la **spéculation**: particulièrement active autour des chemins de fer, elle joua un rôle dans le déclenchement de la crise économique de 1846-1847. Or le **système bancaire** était très insuffisant. Il était dominé par des établissements familiaux (certains appartenaient à des familles juives: les Rothschild, les



Lazare, les Worms, les Fould; d'autres à des familles protestantes: les Mallet Mirabeau, les Verne, les Hottinger)<sup>1</sup>. Ces établissements s'intéressaient surtout aux placements de fonds publics: en d'autres termes, l'activité essentielle des banquiers de l'époque était de prêter de l'argent à l'État et de placer dans le public les bons de l'État (c'est-à-dire, dans le vocabulaire de l'époque, les emprunts d'État). Ils utilisaient des capitaux limités, d'origine essentiellement familiale (plus les dépôts de quelques clients très fortunés) et ne du public; les établissements parisiens n'avaient aucune succursale en province (chaque région avait son propre système bancaire local) et souvent une seule agence. Ils étaient très, trop liés au pouvoir: ainsi Laffitte et Casimir Périer étaient à la fois des banquiers et d'importants hommes politiques des débuts du régime de Juillet. Le symbole de cette "**haute banque**" d'avant 1848, c'était bien sûr le baron de Rothschild, caricaturé par Balzac sous les traits de Nucingen. La puissance de la banque Rothschild reposait encore sur l'énormité de ses fonds propres, c'est-à-dire sur la fortune personnelle de la famille Rothschild.

Ces banques étaient "chapeautées" par la **Banque de France**, organisme privé dirigé par un Conseil de Régence où étaient représentés tous les patrons de la Haute Banque. Outre son rôle monétaire, elle s'occupait surtout de réescompte (c'est-à-dire de prêter aux banques). Elle avait ouvert un premier guichet en province en 1840; en 1848, ces guichets provinciaux se comptaient sur les doigts des deux mains.

### **C) La société**<sup>2</sup>

La société française, comme toutes les sociétés prémodernes, était **une société extrêmement compartimentée**. Ce n'était pas à proprement parler une société de castes comme en Inde par exemple<sup>3</sup>: il n'était pas impossible de passer d'une catégorie à l'autre (y

---

<sup>1</sup> Pourquoi des minorités religieuses? Parce que sous l'Ancien Régime elles avaient des difficultés à exercer des activités plus prestigieuses; elles s'étaient donc spécialisées dans le maniement de l'argent, méprisé par l'idéologie de l'Ancien Régime (en gros, sur ce point, celle des légitimistes).

<sup>2</sup> Pour en savoir plus, lisez la *Comédie humaine*!

<sup>3</sup> Une caste est héréditaire: un fils de brahmane est un brahmane. Une classe sociale ne l'est pas: un fils d'ouvrier peut devenir un bourgeois s'il parvient à fonder une entreprise, un fils de paysan qui travaille en usine devient un ouvrier. Ce sont les libéraux et les socialistes du XXe siècle qui ont identifié les classes sociales: ils ont découvert que la société de leur temps était une société de classes, très différente en cela de la société d'Ancien Régime, société de castes même si elles n'étaient pas hermétiques (de nombreux roturiers furent anoblis, le clergé catholique ne se reproduit pas génétiquement). Dans le sens de l'Ancien Régime, "castes" (on dit plutôt en fait; "ordre") connotent surtout en fait des privilèges attribués, une fois pour toutes, à certaines catégories de la population; la définition la plus féconde des classes sociales est celle de Marx, qui faisait dépendre l'appartenance à telle ou telle classe sociale de la place dans le processus productif: le bourgeois y apporte le capital, l'ouvrier (le prolétaire) apporte le travail, etc. Mais cela doit être nuancé, en particulier par les considérations qui suivent sur la diversité des univers culturels.

compris d'accéder à la noblesse: les anoblissements continuaient). Mais ces cas étaient assez rares, les ascensions sociales demandaient plusieurs générations à quelques exceptions près (comme Thiers); surtout, appartenir à telle ou telle catégorie sociale impliquait des modes de vie, des cultures, des comportements, des aspects physiques même bien plus différenciés qu'aujourd'hui: on distinguait du premier coup d'œil les origines sociales de la personne que l'on avait en face de soi. On distinguait deux grands ensembles très tranchés: les élites, les "gens biens", les notables, ceux que d'après leur costume on appelait parfois "**les habits**" ou "l'habit" et le peuple, les petits, la multitude, ceux à qui leur habillement valait d'être appelés "**les blouses**" ou "la blouse"<sup>1</sup>.

Ce n'était pas exactement la richesse qui les séparait (les paysans les plus riches étaient plus à l'aise que beaucoup de petits fonctionnaires; cependant l'appartenance des premiers au monde des blouses, des seconds à celui des habits ne faisait de doute pour personne) mais la sécurité et surtout l'adhésion à deux systèmes de valeurs, à **deux modes de vie différents** (je reviendrai sur ces idées au chapitre 7). Ils vivaient parfois dans les mêmes immeubles mais ne se fréquentaient pas, sauf pour des raisons professionnelles ou dans des circonstances exceptionnelles et très codifiées (je pense ici en particulier à la prostitution, à l'institution des maîtresses issues de milieux populaires dans une certaine bourgeoisie). Ils avaient des activités différentes (dans la mesure du possible, l'habit essayait de ne pas travailler de ses mains). Ils ne fréquentaient presque jamais les mêmes lieux (pas question par exemple pour un bourgeois de se rendre dans les lieux de diversion populaire, pas question comme au XXe siècle d'aimer la musique populaire! Même les romantiques, fascinés par la culture des paysans, s'étaient inventés une fausse campagne, aseptisé et idéalisée: les romans de George Sand en sont un pénible témoignage). Ils ne mangeaient pas la même chose: la "cuisine bourgeoise", qui descendait en réalité de la cuisine de cour de l'Ancien Régime, n'avait rien à voir avec celle des ouvriers ou des paysans, même aisés. Le langage enfin différait: l'habit ne recourait jamais au français populaire, mais savait faire brillant ou pesant usage de citations latines et de références historiques et mythologiques; une bonne partie de la blouse en revanche ne parlait pas ou guère français.

À l'intérieur de ces deux ensembles en revanche les frontières étaient assez floues. Nous avons déjà vu qu'un paysan devenait facilement un ouvrier, et vice versa. On rencontrait des gens qui appartenaient à la noblesse de par leur titre, mais que leurs activités obligent à classer plutôt parmi les grands bourgeois: les Rothschild, barons d'Empire et banquiers (un métier de roturiers), en étaient un bon exemple.

---

<sup>1</sup> Pour "les blouses", vous pouvez écrire "le peuple"; en revanche, évitez d'écrire "la bourgeoisie" pour désigner les différentes élites, car à l'époque la différence entre un noble et un bourgeois était très sensible.

La **noblesse** avait perdu son statut d'"ordre" privilégié, mais elle était encore loin d'avoir totalement perdu son autonomie vis-à-vis de la bourgeoisie, autonomie qui reposait plus sur son prestige social que sur sa richesse foncière; elle se définissait par une particule et le plus souvent un titre, par une origine (elle était composée de ceux "qui descendaient de", de ceux qui étaient fiers de l'antiquité de leur "race" — cest-à-dire leur famille), et par des valeurs aristocratiques, héritées de celles de l'Ancien Régime; en principe, l'une des plus importantes était le refus du travail manuel. Elle était évidemment diverse: la très vieille noblesse d'épée, qui remontait parfois aux Croisades, ressentait une certaine supériorité vis-à-vis de la noblesse de robe, descendante des serviteurs anoblis de la monarchie; l'une et l'autre méprisaient les parvenus de la noblesse d'Empire. À ces clivages s'en ajoutaient d'autres, comme le prestige du titre, les alliances plus ou moins glorieuses, le fait de descendre ou non de Charlemagne ou de Saint Louis, etc.

Après les épreuves de la Révolution et de l'exil elle avait connu **une véritable renaissance de 1815 à 1830**. Malgré la confirmation de l'abolition des privilèges, elle n'avait sans doute jamais été aussi proche du pouvoir<sup>1</sup>. Sous la Restauration tous les présidents du Conseil furent nobles, tout comme soixante-seize des quatre-vingt-seize évêques nommés à l'époque. Les émigrés de la Révolution furent grassement indemnisés de leurs pertes au début des années 1820, ce qui d'ailleurs provoqua un scandale majeur (l'affaire du "milliard des émigrés"). Songez enfin à l'importance de la noblesse dans la pensée, la vie intellectuelle (Chateaubriand, Balzac, Hugo, Vigny, Musset...). Mais elle avait changé: elle était revenue d'exil plus austère, moins contestataire, plus catholique aussi. Elle restait attachée à ses propriétés rurales, dont elle tirait encore une part notable de ses revenus (en Bourgogne la noblesse possédait encore 14% des terres en 1848, contre 16% en 1789), à un mode de vie traditionnel et à la vie politique locale qu'elle dominait. Une partie de la noblesse répugnait encore passablement à investir dans l'industrie, activité bourgeoise; aussi, **après 1830, elle commença à se marginaliser**, d'autant plus qu'elle avait perdu le pouvoir politique. Cependant, une fraction de plus en plus notable de la noblesse tendait à se tourner vers des activités plus en rapport avec le temps, et aussi à s'allier avec des familles de la haute bourgeoisie (assez souvent, il s'agissait d'échanger le prestige d'une alliance matrimoniale contre une dot confortable, propre à requinquer un patrimoine): elle commençait ainsi à se fondre dans la société de son temps, à perdre de sa spécificité.

La monarchie de Juillet représenta en revanche **l'apogée de la haute bourgeoisie**, surtout la bourgeoisie d'affaires (même si ce furent les milieux judiciaires et universitaires qui fournirent la plupart des cadres du régime). Cette bourgeoisie s'enrichit énormément; elle

---

<sup>1</sup> Beaucoup plus en tout cas qu'à l'époque de la monarchie absolue, qui s'est en grande partie construite *contre* elle, en la domestiquant. Rappelez-vous que le prélude à la révolution de 1789 a été une fronde de la noblesse contre Louis XVI...

adopta un mode de vie fastueux, imité de celui de la noblesse: elle achetait des terres (et parfois des titres de noblesse, mais bien moins souvent qu'avant 1789), faisait bâtir des "châteaux" généralement aussi laids qu'immenses, et, en ville, des hôtels particuliers. La fortune la plus impressionnante de l'époque était celle du baron de Rothschild: à sa mort en 1868, il laissa huit cent millions de francs-or (un peu plus de deux milliards et demi d'euros!), soit l'équivalent de 80% du budget de l'État.

L'usage de l'expression "**classes moyennes**" est problématique s'agissant d'une société où les milieux qui correspondent à nos classes moyennes d'aujourd'hui appartenaient en fait au monde privilégié de l'"habit", c'est-à-dire à une minorité nettement distincte de la masse des non-privilégiés: en fait, il n'y avait guère de moyenne dans ce monde où l'on peut représenter la hiérarchie sociale sous la forme d'un sablier terminant de s'écouler, tandis que la hiérarchie sociale d'aujourd'hui ressemble plutôt à une toupie. Il vaudrait peut-être mieux parler de "**bonne et moyenne bourgeoisie**" — ce qui rend compte de la position de ces couches sociales dans la partie haute du sablier.

Cependant la définition "classique" des classes moyennes était déjà opératoire pour la société de la monarchie de Juillet. C'est **l'ensemble de ceux qui, sans avoir un niveau de vie ni surtout un poids dans la société comparable à celui de la haute bourgeoisie, partageaient ses valeurs et tentaient de l'imiter** dans la plus ou moins faible mesure de leurs moyens. Comment? Vers 1847 les **domestiques** étaient indispensables, on donnait de coûteuses **réceptions**, etc., et tant pis si l'on mangeait peu et mal les jours où l'on ne recevait pas. Les classes moyennes représentaient peut-être 10% de la population; elles étaient infiniment plus loin du peuple qu'aujourd'hui tant (le plus souvent) par leur revenu que (toujours) par leur mode de vie, même si parfois elles en étaient issues depuis une seule génération. Leur problème était au contraire de se distinguer le plus possible du peuple, dont elles sortaient le plus souvent et où elles risquaient toujours de retomber en cas d'échec économique. Cependant au total elles s'enrichissaient et croissaient en nombre avec l'essor économique (il y avait de plus en plus de commerçants, de petits industriels, de médecins) et le développement de l'État (les bureaucrates, les enseignants se faisaient plus nombreux).

Les classes moyennes ne participaient pas encore beaucoup à la vie politique au niveau national (elle étaient exclues du suffrage censitaire); mais elles votaient au niveau

---

<sup>1</sup> Calcul très approximatif; de toute façon, il ne veut pas dire grand-chose car on n'achetait pas du tout la même chose à cette époque qu'aujourd'hui (en gros, les services étaient beaucoup moins chers, par exemple les domestiques qui étaient très mal payés; en revanche la nourriture et les objets manufacturés coûtaient plus cher, car ils étaient produits en quantités plus limitées, avec beaucoup moins de technicité et beaucoup plus de temps gaspillé, et car la concurrence jouait bien moins qu'aujourd'hui. N.B. "Franc-or" est un synonyme de "franc" au XIXe siècle: cette appellation indique simplement que la monnaie française était alors convertible en or (voyez le chapitre 8, ainsi que le cours de Relations internationales, à la fiche E1).

municipal, où le cens était plus bas, et participaient à la Garde nationale. En revanche, très politisées malgré tout, elles constituaient **la classe révolutionnaire par excellence**, celle qui conduisit les soulèvements de 1830 et de février 1848, celle dont la défection explique en partie l'échec de ceux de 1831-1834 et de celui de juin 1848.

Les **paysans** représentaient 60% de la population. Ils n'écrivaient guère; les témoignages sur cette époque sont tardifs. Ils ne participaient pas du tout à la vie politique, ne se manifestaient guère. Ils avaient **deux images très contrastées** parmi les élites:

— Une très négative qu'on trouvait par exemple chez Balzac (« pourvu qu'ils ne brûlent pas les fermes, n'assassinent pas, n'empoisonnent pas, payent leurs contributions, on les laisse faire ce qu'ils veulent entre eux et comme ils n'ont pas de principes religieux il se passe des choses affreuses »), et qu'on retrouva deux générations plus tard chez Zola (*La terre*); on la trouvait aussi chez une partie des socialistes qui leur reprochaient leur opposition au progrès. Proudhon écrivait en 1847: « le paysan qui fait la grande majorité de la France est la classe la plus abominable et égoïste, dépourvue de générosité, vénale, stationnaire, la plus enragée propriétaire ». C'étaient aussi l'inculture, le manque d'hygiène, la dureté du monde paysan qui faisaient horreur: Balzac évoquait ces vieillards qui « trembl[aient] de rester à la maison où on ne leur laiss[ait] pas à manger ».

-Une très positive, et tout aussi fantasmée, chez les romantiques (notamment George Sand et Michelet): le paysan, c'était l'homme simple, bon, dur à la tâche, vertueux, car la ville ne l'avait pas corrompu (thème banal depuis le XVIIIe siècle: voyez les romans de Nicolas Restif de la Bretonne, *Le paysan* et *La paysanne perverti(e)*). C'était celui qui avait su rester proche de la nature, des racines (les siennes et celles du peuple français), qui conservait en lui l'âme de la nation. C'était le travailleur le plus courageux, le meilleur soldat (nous retrouvons ici le personnage du soldat Chauvin).

Dans les faits, **leur vie restait dure**. Les campagnes étaient surpeuplées par rapport à l'état de modernisation de l'agriculture, quoique moins qu'en Allemagne ou en Italie; la mécanisation était faible; les conditions de logement étaient très primitives; on travaillait toute la journée, on n'avait aucun congé, l'instruction était extrêmement déficiente. La brutalité régnait dans les rapports sociaux au quotidien; assez régulièrement des jacqueries, c'est-à-dire des révoltes paysannes inorganisées et souvent sanglantes, secouaient des villages ou de petites régions; il y en eut toute une série entre 1846 et 1851 — rien de commun quand même, bien sûr, avec la "grande peur" de l'été 1789, ni avec la violence des rapports sociaux

dans les campagnes espagnoles ou russes à l'époque. Cependant le régime alimentaire des paysans s'améliorait lentement (le sucre, la viande firent leur apparition), bien qu'il fût encore une large place aux féculents (pain). L'alphabétisation progressait. Surtout, à force d'économies, et profitant de l'exceptionnelle stabilité monétaire de la période (l'inflation ne fut que de 30% sur un siècle), beaucoup de paysans réalisaient leur rêve en accédant à la propriété: en 1862 un sur deux était propriétaire d'une partie au moins des terres qu'il travaillait, une situation unique en Europe. Cette "faim de terres" des paysans français du XIXe siècle, due évidemment aux mauvais souvenirs d'avant 1789, eut d'ailleurs des conséquences économiques négatives: tout cet argent immobilisé dans la terre fut perdu pour la modernisation de l'agriculture.

Et puis il y avait quand même 50% de non-propriétaires; certains étaient de riches fermiers, mais il y avait toute la cohorte des métayers pauvres du Midi et du sud-ouest, des ouvriers agricoles, garçons et filles de ferme...

Les paysans s'ouvraient un peu au monde, surtout grâce à l'amélioration des transports (par exemple des chemins vicinaux) et au service militaire — plus l'influence de ceux qui allaient en ville pour quelques mois ou quelques années; cependant les langues régionales et les usages locaux ne faisaient pas mine encore de reculer. Bien au contraire, ce fut dans cette période 1815-1848 que commencèrent à se "figer" certains traits culturels, certains rites qui forment le fond de ce que nous avons aujourd'hui tendance à percevoir comme le "folklore immémorial" de nos campagnes<sup>1</sup>. Ainsi les coiffes bretonnes: elles existaient depuis longtemps, mais ce fut au milieu du XIXe siècle qu'elles acquirent l'élégance et la sophistication baroque que nous leurs connaissons, et que chaque petit pays se dota d'un modèle "traditionnel" spécifique et immuable.

Les **ouvriers** représentaient 10 à 15% de la population<sup>2</sup>, dont une partie étaient des travailleurs à temps partiel (souvent des paysans); d'autres travaillaient dans de minuscules ateliers artisanaux. En réalité, il n'y avait pas de démarcation bien nette entre le monde des ouvriers et celui des artisans, des petits patrons d'ateliers et des petits commerçants, ce "petit peuple" des villes qui servait de masse de manœuvre lors des révolutions; le concept de "classe ouvrière", c'est-à-dire d'un monde ouvrier homogène, avec les mêmes problèmes et les

---

<sup>1</sup> C'est vrai partout en Europe: ainsi c'est en 1819-1822 que l'écrivain romantique Walter Scott fixa le code des tartans écossais et imposa définitivement, comme costume national, le kilt, qui avait été inventé de toutes pièces au XVIIIe siècle... Si ces thèmes vous intéressent, voyez le remarquable ouvrage d'Éric Hobsbawm et Terence Ranger, *The Invention of Tradition* (il n'y a pas de traduction française, malheureusement).

<sup>2</sup> Soit 30% de la population active... mais nettement moins si l'on tient compte de l'emploi des femmes et des enfants sur les exploitations agricoles.

mêmes revendications, était parfaitement inconnu; on pensait en termes de "pauvres", de "petits", de "peuple", de "blouses" (face à l'"habit", le monde des "gens bien"). Il y avait aussi, en osmose avec les ouvriers et le petit peuple, tout un monde des marges: la délinquance, la prostitution se portaient très bien!

Les **conditions de vie et de travail** des ouvriers étaient franchement lamentables; il n'y avait aucune législation sociale, à l'exception d'**une loi de 1841 sur le travail des enfants**, d'inspiration légitimiste, qui ne connut jamais le moindre début d'application (il était interdit d'embaucher des enfants de moins de huit ans<sup>1</sup>, et les horaires de travail des enfants de moins de douze ans étaient limités); de plus, après 1830 **les salaires se mirent à baisser** alors que les prix se maintenaient, d'où les célèbres analyses de Marx: « le paupérisme s'accroît encore plus rapidement que la population et la richesse »; « la bourgeoisie ne peut plus régner car elle est incapable d'assurer l'existence de son esclave dans le cadre de son esclavage; elle produit son propre fossoyeur » — ce que les marxistes, plus tard, appelèrent "la paupérisation absolue du prolétariat". La suite de l'Histoire a montré que ce n'était qu'une phase transitoire, lié à un cycle de dépression économique d'une vingtaine d'années, et que les travailleurs ont fini par bénéficier des progrès de l'industrie et du capitalisme; il n'en reste pas moins que plusieurs générations ont été sacrifiées. Les ouvriers de la monarchie de Juillet étaient complètement abrutis par leurs conditions de travail, sauf le prolétariat "à l'ancienne" des industries de consommation (notamment des industries du luxe) des grandes villes comme Lyon et Paris, qui, mieux payé, mieux éduqué, disposant de plus de temps libre et bénéficiant d'une atmosphère un peu moins confinée, formait une espèce d'"aristocratie ouvrière" — et, du reste, méprisaient cordialement les paysans mal dégrossis qui travaillaient dans les grandes usines modernes ou dans les ateliers ruraux. Dans ces conditions, rien de surprenant à ce qu'à part dans les grandes villes, les ouvriers aient eu fort **peu d'activités politiques ou sociales**.

Ils ne votaient pas. Il n'existait aucun cadre légal pour la lutte sociale, c'est-à-dire la lutte à l'intérieur des entreprises, la lutte contre le patron (par opposition avec la lutte politique, la lutte pour le contrôle des institutions<sup>2</sup>); en revanche il existait un **"livret**

---

<sup>1</sup> Mais pas de les faire travailler... notamment, dans l'artisanat, ceux de l'artisan, et dans l'agriculture, ceux des paysans.

<sup>2</sup> Le terme de lutte sociale est assez marqué par l'idéologie socialiste; il connote une lutte pour l'égalité, plutôt que pour la liberté (il inclut cependant les luttes pour la liberté... de lutter pour l'égalité!); il connote également une lutte d'une catégorie identifiée par sa place dans le processus de production (ainsi les luttes féministes ne sont pas en elles-mêmes des luttes "sociales", même si elles sont apparues en partie dans la mouvance socialiste — mais il s'agissait alors de lutte "pour l'amélioration du sort des travailleuses", ce qui n'est pas la même chose!).

Concernant la distinction avec les luttes politiques, remarquez qu'elle ne peut pas être absolue, dans la mesure où c'est par définition l'État qui énonce les règles du dialogue social (ou de l'absence de dialogue au XIXe siècle): une partie des luttes sociales s'adresse donc à l'État, celles qui ont pour but de demander des modifications de la règle du jeu, par exemple au XXe siècle une meilleure tolérance pour le syndicalisme. Mais le but ultime est toujours d'agir dans la sphère de la production et du travail... En France, il y a une difficulté supplémentaire: au XXe siècle l'État est devenu si puissant par le biais des nationalisations, des subventions, de

**ouvrier"**: c'était un document que les ouvriers devaient présenter à l'embauche, et où leurs patrons successifs notaient divers renseignements, entre autres sur leur comportement; il était systématiquement exigé. Les grèves étaient interdites<sup>1</sup>, les réunions aussi<sup>2</sup>; du coup, de temps en temps la colère des travailleurs explosait sans prévenir, et cela pouvait être fort sanglant (on l'avait vu à Lyon dans les années 1830), mais c'étaient **des coups de sang sans buts, sans organisation, sans espoir** — tout comme les jacqueries dans les campagnes; parfois on se vengeait sur le matériel (c'étaient les crises de luddisme), parfois on massacrait le patron, ou bien un curé qui passait par là, mais lorsque l'on avait fini de tout casser, lorsque la colère était retombée, il n'y avait plus rien à faire qu'à attendre l'arrivée de la répression<sup>3</sup> — laquelle était systématique, aucun gouvernement de l'époque n'eût eu l'idée d'organiser le dialogue social: un travailleur révolté était forcément un bandit, un asocial; et extrêmement brutale.

Privés aussi du droit de s'associer en syndicats, les ouvriers se retrouvaient dans des structures traditionnelles: notamment les compagnonnages et les "chambrées"<sup>4</sup>. Les premières

---

la redistribution d'une part importante de la richesse nationale par le biais des impôts et des prestations sociales, qu'une bonne partie des luttes sociales aujourd'hui consiste à lutter contre l'État-patron ou à exiger plus d'attention de la part de l'État-providence. Mais ces phénomènes, propres en gros à l'Europe occidentale depuis 1945, ne doivent pas amener à remettre en question la distinction fondamentale faite juste avant l'appel de note.

Demeure un dernier problème: les luttes sociales doivent-elles être conduites parallèlement aux luttes politiques, doivent-elles leur être articulées, doivent-elles leur être subordonnées, ou au contraire doivent-elles être le plus autonomes possibles? Le débat a fait rage à ce sujet dans la gauche française: en gros, la première réponse l'a emporté jusqu'à la Commune et de nouveau depuis 1920, au nom de l'idée, en gros, que seule la conquête du pouvoir et de ses appareils de violence (armée, etc.) et d'idéologie (éducation, etc.) permet de changer la société; la seconde, entre 1880 et la première guerre mondiale, au nom de l'idée, en tout aussi gros, que le vrai pouvoir n'est pas dans les institutions mais dans l'entreprise et que s'engager en politique, c'est se compromettre et risquer de perdre son âme. J'y reviendrai en son temps.

<sup>1</sup> Avant 1850, il n'y avait même pas vraiment de nom pour désigner les arrêts volontaires de travail. "Être en grève" signifiait (à Paris) "chercher du travail": c'était une référence à la place de Grève, devant l'hôtel de Ville, l'ancien port médiéval de Paris et l'un des grands lieux de rassemblements populaires (s'y tenaient notamment les exécutions capitales à l'époque de la Révolution) où depuis toujours les travailleurs sans emploi venaient offrir leur force de travail à d'éventuels patrons: les places des villes du tiers-monde jouent encore ce rôle. Le passage au sens moderne du mot se fit vers 1850, mais encore en 1864, lorsque les grèves furent légalisées ce fut sous le nom, imprécis et inélégant, de "coalitions ouvrières non permanentes" (voyez au chapitre 3).

<sup>2</sup> Encore en 1855, à Marseille, les ouvriers tanneurs se réunissaient en secret dans des barques, la nuit, en pleine rade!

<sup>3</sup> En se saoulant pour ne pas trop y penser; d'où la prégnance de certaines représentations que j'évoquerai pour la Commune notamment, selon lesquelles un pauvre en colère, en révolte était forcément un ivrogne. Ainsi, en 1831, les canuts s'étaient rendus maîtres de la ville le 23 novembre, puis avaient attendu l'arrivée de l'armée le 3 décembre sans savoir quoi faire!

<sup>4</sup> Les compagnonnages remontaient au Moyen Âge; c'était une forme d'organisation typique de l'artisanat de luxe des grandes villes, qui demandait un très grand savoir-faire. Il était organisé de manière corporatiste, c'est-à-dire par métiers (on disait: "corps", "corporation", parfois "guilde"). Les apprentis étaient attachés à un maître qui leur apprenait le métier (souvent leur père, car ces milieux étaient très fermés); puis, à la fin de l'adolescence, ils partaient pour un "tour de France" qui leur permettait de se mettre à l'école d'autres artisans prestigieux, et aussi de jeter leur gourme. À l'issue de cette formation, ils réalisaient un "chef-d'œuvre" censé leur permettre de faire la preuve de leur savoir-faire, et leur ouvrir les portes de la corporation: il ne leur restait plus à attendre qu'un maître mourût pour devenir maîtres à leur tour... Cette organisation était en décadence, sous les coups de la loi Le Chapelier et de la montée des industries modernes; ce fut dans son cadre que se diffusèrent, entre autres, les premières idées socialistes vers 1830-1850, et ils avaient leurs modes de lutte sociale (notamment les boycotts, qui descendaient en droite ligne des "listes d'interdits" des Compagnons); mais c'était



**"sociétés mutuelles"** (ou "sociétés de secours mutuel"), destinées à aider leurs membres en difficulté en cas de maladie ou de chômage, apparurent au début des années 1830; il y avait aussi de rarissimes "coopératives de production", influencées par les idées des socialistes utopistes. Les patrons mettaient parfois en place leurs propres structures de bienfaisance, mais c'était du paternalisme, c'est-à-dire que les ouvriers étaient forcés d'accepter ce qu'on leur offrait et de remercier "notre bon maître"; au premier signe de mécontentement, c'était la porte.

Ce qui tenait lieu de **mouvement social** à proprement parler était composé d'une série de petits groupes divisés, pourchassés, infiltrés par la police; notamment des "sociétés de résistance" organisées au coup par coup, incapables de s'unir et qui avaient énormément de mal à résister à la répression et à durer. En fait, ces groupes recrutèrent exclusivement dans l'aristocratie ouvrière des professions du luxe (comme les bronziers) ou de celles liées à l'écrit (notamment les imprimeurs) et des travailleurs des petits ateliers parisiens, proches du cœur de la vie politique, ou lyonnais: un monde proche de celui, traditionnel, de l'artisanat. En revanche ce premier mouvement social ne comptait presque pas de travailleurs en usine: ils étaient très isolés les uns des autres, très contrôlés par leurs patrons, et les ouvriers hautement qualifiés des centre-villes avaient tendance à les considérer comme des paysans mal dégrossis. Fatalement, la presque totalité des penseurs socialistes était d'origine bourgeoise (Marx, Fourier) ou noble (Saint-Simon, Bakounine); Proudhon était une exception. Les idées socialistes avaient une diffusion très réduite dans le petit peuple des villes. Les ouvriers, pour autant que l'on sache quelque chose de leurs opinions, étaient plutôt réformistes en politique, sauf à Paris où ils étaient républicains, blanquistes ou modérés, et dans les campagnes et les petites villes catholiques où ils étaient légitimistes. Beaucoup, anciens paysans récemment transplantés à l'usine, restaient très attachés au principe de propriété. Ceux qui travaillaient dans les ateliers artisanaux aspiraient avant tout à devenir patrons: un marxiste d'aujourd'hui (ou d'hier) dirait qu'ils n'avaient "aucune conscience de classe".

### **III-La chute de la monarchie de Juillet.**

---

aussi dans les milieux du compagnonnage que la haine des machines était la plus ancrée, et la lutte sociale était limitée par l'absence totale de solidarité entre métiers. L'élection en mars 1848, à la Constituante, d'Agricol Perdiguier, dit "Avignonnais-la-Vertu", sonna comme un chant du cygne; diverses associations, comme celle des Compagnons du Devoir, traînèrent jusqu'à l'essor du syndicalisme de masse dans les années 1890, il y eut même des tentatives pour les ressusciter sous le régime de Vichy (voyez au chapitre 13).

Les chambrées en revanche, étudiées par l'historien Maurice Agulhon, étaient tout simplement des lieux de réunion et des espaces de sociabilité pour les ouvriers venus d'horizons divers et que rassemblait leur emploi, dans le cadre de secteurs industriels plus modernes et moins paternalistes. On discutait, on buvait, parfois on contestait ensemble. Plus modernes, elles annonçaient les sections syndicales.

### A) La crise économique de 1846-1848.

Ce fut la crise économique de 1846-1848 qui fut à l'origine de la chute de la monarchie de Juillet, en cristallisant sur le régime frustrations et mécontentements. Il s'agit d'**une crise d'ampleur européenne**: ainsi en Irlande, en cinq ans, la plus terrible famine de l'Histoire de l'île élimina un tiers de la population et força un autre tiers à émigrer. En France en revanche, comme le marché national était mal unifié et comme de nombreuses régions rurales vivaient encore plus ou moins en autosubsistance, quelques îlots de prospérité subsistèrent en pleine crise, jalousement repliés sur la production locale qu'ils refusaient de partager.

La **crise** de 1846-1848 fut, à l'exception d'un dernier épisode nettement moins grave en 1854, la dernière des crises dites "**d'Ancien Régime**". Tout commença par une **crise agricole**. À l'origine, de très mauvaises récoltes de céréales en 1846 (or le pain était un élément essentiel de l'alimentation), auxquelles s'ajouta une maladie de la pomme de terre, aliment de complément et de substitution aux céréales favori des plus pauvres depuis le début du siècle; puis l'élevage, à son tour, fut touché par une sécheresse. La spéculation et l'accaparement aggravèrent la hausse des prix. Les paysans se trouvèrent brutalement appauvris et eurent des difficultés à se nourrir, ce qui provoqua des troubles dans les campagnes, des pillages sur les marchés, des attaques de voitures transportant des denrées alimentaires; des émeutes eurent lieu à Paris et Lille, dues à la cherté du pain. Par la suite, du fait de l'effondrement de la consommation dû aux effets sociaux de la crise (le chômage, l'appauvrissement presque général), la disette céda paradoxalement la place à la surproduction, presque aussi désastreuse pour les paysans dont les revenus monétaires s'effondrèrent.

Au bout de quelques mois, la crise agricole se doubla d'une **crise industrielle**. Elle toucha d'abord les secteurs les plus liés à la consommation de biens non alimentaires: le textile, le bâtiment, activités déjà fragiles. En effet, la population appauvrie consacrait l'essentiel de ses revenus à se nourrir. Au total la production industrielle diminua de 25 à 30%, soit plus que plus tard pendant la crise de 1929; le chômage explosa en ville, et bien entendu à l'époque il n'était aucunement indemnisé (à vrai dire le concept même de chômage n'existait pas: on ne faisait pas la différence entre un chômeur et un clochard). Du fait des multiples faillites d'entreprises **la crise atteignit ensuite les banques**, qui avaient trop prêté aux temps fastes et n'arrivaient plus à se faire rembourser; puis **elle s'étendit à la grande**

**industrie**, notamment parce que les travaux de construction de lignes de chemin de fer, financés par les banques, s'arrêtèrent brutalement.

**L'État ne fit absolument rien**: il ne disposait ni d'une organisation, ni de ressources financières pour faire face à ce type de problèmes (et ses ressources baissèrent avec la crise: les impôts reentraient mal). Du reste, l'idéologie libérale en vigueur interdisait de porter secours à ceux qui étaient touchés par la crise: pour les idéologues du régime, qui ne souffraient pas souvent de la faim, des crises économiques périodiques étaient nécessaires pour assainir l'économie (par exemple pour éliminer les entreprises mal gérées ou insuffisamment rentables au profit des meilleures); c'était une erreur d'en altérer le cours, d'autant que la prospérité allait bientôt revenir pour tous, une fois rétablis les équilibres économiques. Seules certaines communes, soucieuses de maintenir l'ordre social, employèrent des misérables à des travaux d'utilité publique: c'était ce que l'on appelait les "**ateliers de charité**" ou "de mendicité". Dans ce contexte, rien d'étonnant à ce que les **troubles sociaux** se soient multipliés: des grèves notamment.

### **B-La crise de régime et la révolution de février 1848.**

Au moment où la crise économique plongeait les Français dans le désarroi et le mécontentement, **le régime apparaissait de plus en plus sclérosé**. Le Roi avait soixante-quinze ans, Guizot en avait soixante, l'âge où l'on ne se remet plus en question, surtout lorsque l'on a réussi. Ni l'un ni l'autre ne supportait plus la contradiction; le Roi et ses fils intervenaient de plus en plus directement (et maladroitement) dans les affaires politiques; Guizot passait des heures à lire ses propres œuvres à la Chambre, comme un professeur en chaire, reprenait les députés comme un instituteur ses élèves. Il refusait toujours les réformes que réclamait l'opposition modérée, à savoir l'abaissement du cens, l'accès des "capacités" au vote; il refusait aussi d'interdire aux fonctionnaires d'exercer des mandats électifs (à l'époque les fonctionnaires n'avaient pas la sécurité de l'emploi: de ce fait, s'ils étaient élus députés ou maires, qu'ils fussent trop dociles aux pressions du pouvoir). De plus, à la suite d'obscur querelles dynastiques en Espagne (succédant à des provocations de Thiers dans les années 1830), la France s'était brouillée avec le Royaume-Uni, puissance libérale, son partenaire logique dans le "concert européen", pour se rapprocher des puissances les plus réactionnaires du continent, l'Autriche et la Russie, qui réprimaient une agitation libérale: tout cela exaspérait les opposants de gauche. Pour comble de malchance l'héritier de la couronne, Ferdinand, duc d'Orléans, homme sympathique dont la réputation politique était celle d'un libéral, seule figure populaire du régime, s'était tué accidentellement à cheval en 1842.

A partir du printemps 1847, le pays réel connaissait une effervescence qui contrastait avec la routine de la vie politique officielle, complètement coupée du pays. Pas moins de trois *Histoires de la Révolution française* furent publiées au cours de l'année, dont celle de Louis Blanc et celle de Michelet. L'atmosphère devenait de plus en plus lourde. Un ministre fut arrêté pour corruption; le duc de Choiseul-Praslin, pair de France (c'est-à-dire membre de la Chambre haute, l'équivalent du Sénat d'aujourd'hui), tua sa femme qui voulait l'obliger à se séparer de la gouvernante de ses enfants, puis se suicida... L'affaire fit grand bruit.

Les opposants, sentant l'opinion de plus en plus nerveuse et réceptive à leurs arguments, organisèrent une campagne nationale pour l'élargissement du suffrage. Comme cela avait déjà été le cas lors de précédentes campagnes lancées en 1830 et en 1839-1840, ils contournèrent la réglementation très stricte des activités politiques en organisant leurs réunions sous forme d'immenses banquets: les rassemblements privés ne requièrent pas d'autorisation préalable, le régime fermait les yeux — Louis-Philippe n'était pas Staline! C'est pourquoi cet épisode est resté sous le nom de "**campagne des banquets**"; c'étaient les toasts prononcés à la fin du repas qui tenaient lieu de discours. On buvait "à la conscience politique", "à la fin de la corruption", etc... et l'on s'expliquait abondamment sur ces déclarations! Parmi les participants aux banquets, l'on retrouvait à la fois le centre-gauche orléaniste, la gauche dynastique (Tocqueville) et quelques républicains, mais l'extrême-gauche était loin d'être à l'initiative de l'affaire ou d'en être l'acteurs principal (même si certains toasts étaient d'allure socialiste: "à la classe ouvrière", etc. — le socialisme, ce n'était pas spécialement la gauche de la gauche). En tout cas, on était toujours entre notables: il y avait un droit d'entrée assez élevé aux banquets, et il n'était absolument pas question de mobiliser le peuple, d'appeler au renversement du régime; le but était plutôt d'agir sur l'opinion pour obtenir que le régime évoluât, puisque les résultats des élections de 1846 ne permettaient pas à l'opposition de s'exprimer à la Chambre.

Cette campagne, entamée par un banquet parisien de mille deux cents couverts en juillet 1847, se poursuivit dans toute la France jusqu'à la fin de l'année; en tout il y eut environ cinquante banquets, qui réunirent vingt-deux mille souscripteurs (tous n'assistaient pas aux repas). Malgré quelques dissensions entre opposants royalistes et républicains (fallait-il porter un toast au Roi?), elle remporta un succès croissant, tandis que les discours se radicalisaient progressivement. **Le gouvernement** finit par s'inquiéter, se raidit et **interdit le banquet final** de la campagne, programmé le 22 février 1848 à Paris, d'abord dans le XII<sup>e</sup> arrondissement (de l'époque), puis aux Champs-Élysées, sous la présidence d'Odilon Barrot. Louis-Philippe était persuadé que « tout s'évanouir[ait] en fumée: les Français ne se révolt[aient] pas en février »; il partit pour Chantilly, sa résidence de prédilection à la campagne.

Les organisateurs du banquet, quelque peu dépassés par les opposants les plus radicaux, décidèrent de transformer celui-ci en une grande manifestation populaire, programmée le même jour et bien sûr illégale. Les notables du banquet furent rejoints par des Parisiens, mobilisés en partie par des **sociétés secrètes républicaines** qui s'activaient discrètement depuis longtemps et dont le régime n'avait jamais pu venir à bout. La manifestation dégénéra, les manifestants s'emparèrent de bâtiments officiels; le 23 au matin, ils contrôlaient (mollement) le tiers nord-est de Paris. Guizot fit alors appel à la Garde nationale, sorte de milice chargée de la défense du territoire et du maintien de l'ordre, qui remontait lointainement à **la Garde nationale** révolutionnaire, avait été ressuscitée en 1830, et recrutait dans la bourgeoisie et dans les classes moyennes; elle n'avait guère rechigné à réprimer les émeutes populaires en 1831-1834, cependant elle n'était plus aussi sûre depuis quelque temps, des troubles avaient éclaté lorsqu'on lui avait demandé de réprimer les grèves. Cette fois-ci, elle **se rallia** franchement **aux insurgés** et empêcha l'armée de charger. On retrouvait, comme en 1830, l'alliance dans la révolte du petit peuple parisien et des classes moyennes, la blouse et une partie de l'habit sur les mêmes barricades.

**Guizot se décida** alors **à démissionner**, dans l'après-midi du 23, au ministère des Affaires étrangères où il se trouvait (Thiers devint premier ministre pour quelques heures). Une petite foule s'était rassemblée pour le conspuer devant le bâtiment, boulevard des Capucines. Mais le rassemblement tourna mal: sur le soir, la police tira et tua seize personnes. Alors les insurgés firent le tour de la ville avec sur des charrettes le corps des victimes de la **fusillade du boulevard des Capucines**, ce qui acheva de soulever la capitale: Paris se hérissa de barricades et l'armée perdit complètement pied. **Louis-Philippe**, effondré à l'idée de finir comme Charles X, en même temps persuadé par cet exemple de l'inanité de résister à une révolution, ne chercha pas à réagir (il l'eût pu en isolant la capitale derrière ses remparts et en amenant des troupes de province, comme Thiers le fit en 1871), **abdiqua** en faveur de son petit-fils et partit aussitôt pour l'Angleterre. Il expliqua plus tard: « contre une insurrection *morale*, il n'y avait ni à attaquer ni à se défendre ». Dès le 24 au matin, **la République fut proclamée**.

Soulignant l'absence de vrais combats et de toute résistance de la part du régime déchu, mais aussi l'indifférence des insurgés qui laissèrent le Roi partir tranquillement pour l'exil, Lamartine écrivit: « ce fut **une révolution du mépris** ». Il est à remarquer que comme en 1830, seule Paris s'était soulevée, tandis que la province était restée parfaitement calme.

### Annexe: note sur Karl Marx.

Karl Marx (1818-1883) est né à Trèves, en Rhénanie prussienne; il était le fils d'un avocat juif converti au protestantisme, de tendance politique libérale. Après avoir soutenu une thèse de philosophie à Berlin en 1841, il devint journaliste, mais son journal fut vite interdit et il s'exila en France en 1843; expulsé en 1845, il s'installa en Belgique. Ce fut dans ces années franco-belges qu'il se familiarisa avec les théories des socialistes français, notamment Saint-Simon, et commença à fréquenter des cercles d'ouvriers socialistes, français et allemands (émigrés), à la limite de la société secrète. Ce fut à Paris qu'il commença sa collaboration intellectuelle avec Friedrich Engels (1820-1895), avec *La sainte famille*, ouvrage publié en 1844; *L'idéologie allemande*, texte rédigé un peu plus tard à Bruxelles, ne fut publié qu'après sa mort. Ces deux ouvrages constituaient une première synthèse de la philosophie allemande, celle notamment de Hegel, et du socialisme français.

Cependant Marx ne se contentait pas d'écrits théoriques: dès 1847, il joua un rôle actif dans la formation d'un premier embryon d'organisation internationale des travailleurs, la Ligue des Communistes ou Parti communiste<sup>1</sup> — l'aujourd'hui célèbre *Manifeste* de cette association parut la même année sous la signature de Marx et d'Engels; cependant il ne fut traduit en français qu'en 1872, dans un journal socialiste... de New York; la première édition en France ne date que de 1885. On y trouve notamment l'*incipit* fameux: « un spectre hante l'Europe: le spectre du communisme », la formule qui résume la vision marxienne de l'Histoire: « l'Histoire de toute société jusqu'à nos jours est l'Histoire de la lutte des classes »; et, dernière phrase du texte, le slogan: « prolétaires de tous les pays, unissez-vous »<sup>2</sup>, affirmation d'un internationalisme qui l'opposait à nombre de socialistes français, notamment Proudhon avec qui il avait polémique en 1846 dans *Misère de la philosophie*.

Marx rentra en France en mars 1848 — à la fois expulsé par le gouvernement belge et invité par le gouvernement provisoire français. Ce fut une année d'intense activité, tant à Paris qu'à Cologne; mais au printemps 1849, la Révolution ayant échoué partout en Europe, Marx, chassé de France comme de Prusse, dut se réfugier à Londres, où il se fixa pour le reste de sa vie — pour reprendre une formule d'époque, "sa femme Jenny lui donna" deux filles, dont l'une, Laura, épousa le Français Paul Lafargue (voyez le chapitre 5); il a encore aujourd'hui des descendants. Point trop tracassé par le régime victorien, il se consacra à des analyses de l'actualité immédiate (*Les luttes de classes en France*, 1850; *Le dix-huit brumaire de Louis-Napoléon Bonaparte*, 1852 — voyez le chapitre 2; *La guerre civile en France*, 1871 — voyez le chapitre 4), qui montrent bien combien à cette époque les événements qui se déroulaient en France étaient tenus comme fondamentaux pour l'avenir de l'Europe, même s'il s'agissait en fait de trois *défaites* des prolétaires français; à des ouvrages de philosophie, dont *Contribution à la critique de l'économie politique*, paru en 1859, et surtout *Le capital* dont le premier livre parut en 1867 (les livres II à IV furent publiés après sa mort, entre 1885 et 1910); mais aussi à l'action politique: il fut membre fondateur de la première Internationale en 1864 (voyez le chapitre 3) et joua un rôle majeur dans les luttes internes à cette association, notamment avec les anarchistes et les proudhoniens, lesquelles, avec la répression, conduisirent à son échec et à sa dissolution en 1876. L'année précédente, les socialistes allemands s'étaient réunis à Gotha pour tenter de s'unir et d'agir dans le cadre de la vie politique allemande "bourgeoise", ce que Marx dénonça dans sa *Critique du programme de Gotha* (1876).

L'œuvre philosophique et politique de Marx s'étale sur une quarantaine d'années; elle est donc dépendante de l'évolution rapide de ces temps troublés dont le philosophe fut lui-même un acteur (évidemment, le socialisme ne pouvait plus être pensé en 1850 comme en 1845, en 1875 comme en 1865 — et la formation de l'Internationale a représenté une rupture majeure dans l'Histoire de ce courant politique et de pensée). De plus l'ouvrage majeur de Marx, *Le Capital*, est demeuré inachevé (par manque de temps ou par difficulté à résoudre certaines apories?), et a été publié en grande partie par les soins d'Engels, puis de socialistes russes, à partir de manuscrits en désordre: la subjectivité des éditeurs a évidemment joué, c'est normal mais cela pose de gros problèmes d'interprétation<sup>3</sup>. De nombreux textes posthumes parfois très tardivement publiés (notamment les célèbres *Manuscrits de 1844*, en troublante contradiction sur certains points essentiels avec le marxisme "canonique") et une abondante correspondance, pas toujours très cohérente sur le plan idéologique, sont venues complexifier et troubler l'appréhension d'une pensée *marxienne* dont il n'est pas besoin de souligner à quel point elle a fait l'objet, au XXe siècle, de toutes les manipulations imaginables, tout en étant érigée par certains *marxistes* au rang de nouvelle Bible.

---

<sup>1</sup> "Communisme" était à l'époque un synonyme de "socialisme autogestionnaire", et l'est resté jusqu'en 1918, lorsque Lénine l'a utilisé pour distinguer son propre courant de pensée marxiste des autres, non révolutionnaires. Voyez le cours sur la Russie, au chapitre 2.

<sup>2</sup> Toutes les citations non créditées sont de Marx, ou de Marx et Engels.

<sup>3</sup> En particulier, Engels a retiré des manuscrits des années 1850 les références qui y figuraient à un "mode de production asiatique", original par rapport à la succession des modes de production en Europe.

Parmi les sujets les plus délicats, outre de nombreux points techniques qui font problème dans les démonstrations du *Capital*, notamment dans la description de la succession des différents modes de production et des relations économiques de son temps (ainsi au chapitre 8 j'évoquerai les insuffisances de la théorie monétaire de Marx), il faut mentionner l'"idéalisme" du jeune Marx, que beaucoup de marxistes du XXe siècle ont rejeté<sup>1</sup>, et surtout peut-être, du point de vue de l'historien, la notion de "dictature du prolétariat", dont certains assurent qu'elle a commencé à se développer ("tendanciellement", écrit pieusement l'*Encyclopædia Universalis*) vers 1850, et surtout dans la période de l'échec de la Commune de Paris et de la *Critique du programme de Gotha*; mais l'expression elle-même n'est apparue que dans la correspondance d'Engels, et seulement dans les années 1890... C'est évidemment un point essentiel, car c'est à partir de cette notion que se sont développées les organisations marxistes modernes, tant en France (voyez les chapitres 5 et 6) qu'en Russie, avec notamment Lénine (voyez le cours sur la Russie/U.R.S.S., chapitre 1), et aussi les régimes marxistes du XXe siècle.

Dans la suite du cours, j'adopterai la position de l'historien François Furet (entre autres), selon laquelle la théorie de la dictature du prolétariat est pour l'essentiel un développement postérieur à la mort de Marx. Marx pensait que l'avènement du socialisme ferait disparaître les États, comme les autres superstructures. Lénine aussi... mais ce dernier assurait que pour que le socialisme s'installât définitivement, il fallait une période intermédiaire de renforcement du pouvoir politique au bénéfice du prolétariat qui s'en serait emparé, autrement dit une "dictature du prolétariat" — celle qu'il mit en œuvre en Russie. Selon Lénine, Marx avait déjà tiré cette conclusion, notamment de l'échec de la Commune... C'est ce point qui est discuté. De toute façon, Marx n'a jamais rien théorisé de semblable aux partis-sectes, "avant-gardes du prolétariat" autoproclamées puis, au nom de la dictature de celui-ci, partis uniques et instruments de quelques-unes des pires dictatures de l'Histoire.

Plus largement, il faut se méfier de ne pas confondre la pensée et la *praxis*<sup>2</sup> "marxienne" et la première Internationale d'une part, et d'autre part les différents courants de pensée et partis "marxistes" d'après 1880.

Il me paraît important de souligner, pour clore ces brèves notes biographiques, que contrairement à Proudhon et à pas mal d'autres socialistes du XIXe siècle Marx ne s'est jamais compromis avec aucune des puissances politiques ou économiques de son temps (il avait des mécènes, mais ne céda jamais à leurs pressions) et n'a jamais commis d'écrits antisémites, d'appels au terrorisme, etc.; dans l'ensemble, mis à part les inévitables mesquineries liées à la compétition politique interne aux organisations socialistes, et une certaine tendance à se comporter en tyran domestique, il est demeuré un homme droit et, bien qu'il crût, comme à peu près tout le monde à son époque, à l'inéluctabilité et à la nécessité de la violence (collective) pour faire avancer l'Histoire, un acteur politique relativement modéré par rapport à des excités comme les anarchistes, théoriciens et praticiens de l'assassinat des puissants (voyez les chapitres 5 et 6), les *carbonari* (voyez plus haut dans ce même chapitre) ou la *Narodaniia Volia* russe (voyez le cours sur la Russie/U.R.S.S., chapitre 1). À plus forte raison, rien à voir avec un Lénine, un Staline ou un Mao Zedong: Marx, en particulier, était réfractaire au cynisme politique, à l'idée que la fin justifie tous les moyens.

Je n'ai pas les qualifications requises pour vous présenter la pensée de Marx d'un point de vue philosophique; en revanche, je voudrais ici tenter de la replacer très brièvement dans son contexte historique, et de donner quelques indications sur la marche de l'Histoire telle que Marx la concevait. Mes collègues philosophes, et les élèves à l'esprit plus philosophique que le mien, voudront bien excuser les approximations... et l'inévitable concentration de cet exposé d'historien sur la philosophie marxienne de l'Histoire au détriment d'un autre aspect essentiel de la pensée de Marx, la dialectique. Je suis conscient que la pensée de Marx n'est pas simple science de l'Histoire, simple méthodologie historique; mais c'est bien le destin historique de la pensée de Marx qui, en dernière analyse, m'intéresse<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> Autre question, liée à celle-ci: Marx concevait-il une "nature humaine" survivant à la succession des sociétés telle qu'il la décrivait, ou la "nature humaine" telle que chaque période l'a conçue était-elle pour lui une simple création des classes dominantes successives, une "superstructure"? Question cruciale au XXe siècle, lorsque certains héritiers autoproclamés de Marx ont cru pouvoir s'affranchir de vieilleries bourgeoises telles que la morale, au nom de l'Histoire et du progrès...

<sup>2</sup> La *praxis*, c'est en gros l'action politique, par opposition au travail d'élaboration intellectuelle et théorique, dans un certain vocabulaire fort à la mode en France dans la gauche des années 1960 et 1970, période de débats acharnés entre marxistes sur le sens de l'œuvre de Marx.

<sup>3</sup> Merci à Michel Le Dantec pour le dossier de textes qu'il a eu la gentillesse de me constituer sur ces thèmes.

Le marxisme est **une philosophie de l'Histoire**: il s'intéresse à l'évolution des sociétés humaines, il y distingue des lois et croit en la possibilité d'agir, conformément à ces lois, dans le but de changer le destin de l'humanité, d'accélérer ce que le XIXe siècle appelait "le **progrès**" — une notion à laquelle tous les libéraux et les progressistes de l'époque croyaient fermement, contre les légitimistes et les penseurs inspirés du catholicisme de l'époque, et que les drames de la première moitié du XXe siècle sont venus remettre en question d'une toute autre manière. La plupart des philosophies du XIXe siècle sont des historicismes, aussi bien celle de Hegel, auquel le marxisme doit beaucoup, que celle d'Auguste Comte<sup>1</sup>. Elles sont aussi des **humanismes**, au sens où elles placent au centre de leur réflexion non la Divinité ou une autre transcendance, mais l'individu et les différents groupes sociaux, agrégats d'individus; si l'on veut employer un terme quelque peu déconsidéré par l'usage qu'en a fait le marxisme-léninisme au XXe siècle, ce sont des **matérialismes**. Enfin le marxisme, comme le libéralisme et le positivisme, peut être qualifié d'"**économisme**", au sens où il repose sur une analyse des mécanismes économiques du passé et du XIXe siècle (les "**rapports de production**"), et non par exemple sur une analyse des valeurs morales ou religieuses, considérées par Marx comme des "**superstructures**", c'est-à-dire des espèces de produits dérivés de la structure socio-économique du moment, voire les produits de manipulations de la part de la classe dominante: ainsi la religion est-elle « l'opium du peuple », elle sert essentiellement à apprendre aux pauvres la résignation.

Pour autant, ces qualificatifs ne doivent pas être pris dans un sens trop absolu. Il n'est pas impossible que les différents traits que je viens d'énumérer, tout en étant présents dans l'œuvre de Marx (j'y reviendrai), aient été durcis par les marxistes du XXe siècle — notamment par les marxistes-léninistes, appliqués à débusquer un "sens de l'Histoire" débouchant inévitablement sur le régime soviétique et fanatiques de développement économique par l'industrie lourde, selon un modèle prétendument décrit par Marx, en fait très éloigné et des réalités de l'Europe industrielle du XIXe siècle, et tout autant des (très vagues) prévisions de Marx pour l'avenir en la matière. À plus forte raison, je l'ai déjà souligné, le rapport entre la pensée et la *praxis* a certainement beaucoup évolué entre Marx et les marxismes du XXe siècle. Quant à l'"humanisme" des communistes du XXe siècle, il n'avait certainement que peu de rapport avec celui d'un bourgeois allemand du XIXe siècle, même socialiste; la première guerre mondiale, entre autres, était passée par là, comme je le soulignerai aux chapitres 9 et 11, dans le cours sur la Russie/U.R.S.S., au chapitre 1, et dans le cours de Relations internationales, à la fiche P2b.

Toujours est-il que pour Marx, « toute science d'un objet historique (et en particulier de l'économie politique) porte sur un objet historique donné, présent, objet devenu résultat de l'Histoire passée. Toute opération de connaissance, partant du présent et portant sur un objet-devenu, n'est donc que la projection du présent sur le passé de cet objet »; mais « cette rétrospection inévitable n'est scientifique que si le présent parvient à la science de soi, à la critique de soi, à son autocritique, c'est-à-dire si le présent est une "*coupe essentielle*" qui rend l'essence *visible* » (Louis Althusser et Étienne Balibar: *Lire Le Capital*). Marx insistait donc sur la nécessité de « sortir des limites du présent », limites liées aux conditions socio-économiques de chaque période: Aristote n'a pas su analyser l'économie en termes de production de valeur ajoutée parce que la société grecque reposait sur le travail gratuit des esclaves; les physiocrates, prisonniers de l'économie essentiellement agricole du XVIIIe siècle, ont perçu l'agriculture comme la seule activité susceptible de dégager de la plus-value.

Il va sans dire que la même critique s'applique très facilement à Marx lui-même: il pensait à partir de la société industrielle de son temps, en rapide mutation, qu'il tenait pour « la plus développée et la plus variée qui soit », et n'a pu ni prévoir ni intégrer à ses théories, par exemple, le développement du secteur tertiaire au XXe siècle et sa conséquence sociale majeure, l'essor d'une vaste classe moyenne essentiellement conservatrice en politique et le déclin du prolétariat comme force révolutionnaire. Sur certains points même on a l'impression que Marx était prisonnier d'erreurs d'interprétation de la conjoncture: comme je l'ai déjà glissé un peu plus haut et comme le montrerai plus en détail au chapitre 8, l'idée d'une "paupérisation absolue du prolétariat", l'une des bases de l'analyse marxienne de la société capitaliste, reposait sur une confusion entre d'une part des évolutions à moyen terme (la gravissime crise économique des années 1845 à 1850, puis la période de marasme qui commença en 1872) et les inévitables tensions sociales liées aux rapides changements sociaux du XIXe siècle (le progrès n'a pas eu lieu au même rythme pour tous), et d'autre part les évolutions à long terme, qui font que, sans aucun doute, l'humanité est plus riche

---

<sup>1</sup> Je présenterai très brièvement la philosophie de Comte, le positivisme, au début du chapitre 5.



aujourd'hui, après deux cents ans de capitalisme, qu'en 1800, y compris les plus pauvres des pauvres<sup>1</sup>!

Et puis, s'il y a une chose que Marx n'a pas pu prévoir, c'est bien... le marxisme et les régimes marxistes, notamment leur aspect dictatorial: le primat absolu de la lutte des classes, et le poids décisif que Marx attribuait aux masses dans l'Histoire, rend la pensée marxienne particulièrement peu adaptée à l'analyse de dictatures aussi personnalisées, aussi dépendantes de la volonté et des foudres d'un seul homme, aussi portées à remodeler la société à la volonté de cet homme, que le stalinisme à son apogée ou le maoïsme (voyez notamment, dans le chapitre 2 du cours sur la Chine, les passages sur le Grand Bond en Avant et la Grande Révolution culturelle); Marx ne permet pas de penser le totalitarisme. En revanche, certains penseurs marxistes comme le Yougoslave Djilas (après 1945), sont parvenus à élaborer une analyse des partis uniques marxistes-léninistes en tant que nouvelle classe dominante ayant succédé à la bourgeoisie capitaliste; mais ces analyses sont peu convaincantes car elles impliquent un élargissement suspect de la nation de classe sociale: en fait, beaucoup de partis communistes au pouvoir fonctionnaient plutôt comme des castes ou des mafias, je veux dire par là que le fondement de leur puissance n'était pas leur place dans le processus de production mais leur position d'élites sociales auto-proclamées, leur domination des appareils politiques et répressifs et la solidarité entre leurs membres.

De toute façon, que Marx ne soit pas tout à fait arrivé à s'affranchir de son temps ne réduit pas l'intérêt intellectuel de la tentative qu'il a fait pour le dépasser, et ne signifie pas que tout est à rejeter aujourd'hui dans sa philosophie... Par quoi j'en reviens à celle-ci.

Dans les conditions historiques du XIXe siècle, le siècle où avec le développement du capitalisme et du libéralisme le travail devint une valeur en soi, l'œuvre de Marx ne pouvait être qu'une « *déduction logico-historique* de toutes les catégories économiques à partir d'une catégorie originelle, la catégorie de valeur ou encore la catégorie de *travail* » (Althusser et Balibar, *ibid.*), l'une et l'autre étant assimilées grâce à la notion de **plus-value** (héritée des socialistes français, voyez plus haut dans ce même chapitre, et plus lointainement des physiocrates): le travail génère la valeur, il est la source essentielle du profit (et les inégalités sociales reposent sur l'exploitation du travailleur, c'est-à-dire la confiscation d'une partie des fruits de son travail, de la plus-value). La primauté essentielle du facteur travail dans l'organisation des sociétés humaines a pu être dissimulée dans le passé, par différents rideaux de fumée idéologiques qui ne faisaient que protéger les intérêts fondamentaux de ceux qui dominaient les sociétés d'alors: l'esclavagisme antique, ou l'idéologie "chevaleresque" du Moyen Âge, ne faisaient que justifier, par l'inégalité fondamentale entre êtres humains, l'inégalité sociale. Mais il n'empêche que c'est bien sur le travail, sur les rapports de production que doit porter en priorité l'analyse historique: avec Marx, l'Histoire cesse d'être chronique des hauts faits des monarques et succession de batailles, les masses et l'économie y font une entrée retentissante.

À toutes les périodes, depuis que les sociétés complexes se sont constituées, des hommes ont exploité d'autres hommes; seules ont varié les formes concrètes de cette « **exploitation de l'homme par l'homme** », c'est-à-dire les formes d'organisation du processus productif. Elles étaient encore imparfaites dans l'Antiquité et au Moyen Âge; l'exploitation parfaite, rationnelle, et d'ailleurs assumée, théorisée comme telle par les libéraux du XIXe siècle, c'est l'exploitation capitaliste... À chaque type de société (et d'exploitation) a correspondu une **classe dominante**, c'est-à-dire un groupe social défini par le fait qu'il tirait l'essentiel du bénéfice du processus productif — et une idéologie dominante, avec ses « formes de conscience sociale » dominantes, ses manifestations littéraires, religieuses, artistiques, etc.<sup>2</sup> Aux classes dominantes s'opposent des classes exploitées, elles aussi définies exclusivement par leur place dans le processus productif; les autres regroupements (selon par exemple la religion, la langue, les opinions politiques) ne sont que des superstructures<sup>3</sup>. Ces classes luttent entre

---

<sup>1</sup> À l'exception peut-être des parties de l'actuel tiers-monde les plus profondément ravagées par le colonialisme et ses suites. Et encore: je ne suis pas sûr que les Somaliens crevaient moins de faim à l'époque, et qu'on se massacrait moins entre Rwandais. De toute façon, il s'agit de marges du monde contemporain.

<sup>2</sup> Dans les années 1960, Louis Althusser a développé la notion décisive d'"appareil idéologique d'État" pour désigner l'ensemble des structures, coercitives ou non, destinées à assurer la pérennité de l'ordre social par l'intériorisation de l'idéologie dominante par les exploités. C'était déjà dans le cadre d'un marxisme passablement déviant, qui refusait le primat absolu de l'économie (du travail) sur le politique. Un marxisme d'après le totalitarisme politique, d'après Staline (et Hitler)...

<sup>3</sup> Ceci pose évidemment un gros problème. Que faire des conflits ou de tels groupes se déchirent, comme les guerres de religion du XVIe siècle? Peut-on réellement faire du catholicisme l'expression d'une classe sociale et du protestantisme l'expression d'une autre classe, alors que les deux camps recrutaient dans tous les milieux sociaux? Il faut, pour cela, se livrer à une gymnastique incommode, expliquer que parfois les superstructures

elles, les actions des individus ne valent que dans la mesure où elles s'inscrivent dans le cadre de ce phénomène central dans l'Histoire du monde, la **lutte des classes**. Au XIXe siècle, époque qui « se distingue par la simplification des antagonismes de classe », la classe dominante est la bourgeoisie, en passe de se débarrasser des derniers résidus de la domination passée de la noblesse, et la classe exploitée par excellence est le prolétariat industriel — le "prolétaire" est celui qui n'a pas accès à la propriété, qui n'a que le produit de son travail pour vivre.

Mais ces situations sont profondément instables: chaque société contient, en ses structures fondamentales (ou infrastructures), des **contradictions** qui s'approfondissent peu à peu jusqu'à devenir insupportables. Toute société, minée par ces contradictions, finit un jour par s'effondrer et est remplacée par une autre société, fondée sur un autre mode de production: c'est ce que Marx appelle une "**révolution**", un processus qui fait toujours intervenir les masses mécontentes, mais n'est pas forcément instantané ni cataclysmique (notez bien que Marx, penseur socialiste allemand assez peu sensible aux traditions jacobines françaises, n'a jamais eu une conception "blanquiste", c'est-à-dire volontariste et apocalyptique, de la Révolution): ainsi le passage des sociétés esclavagistes de l'Antiquité à la société féodale du Moyen Âge a demandé plusieurs siècles, et les révolutions politiques des XVIIe et XVIIIe siècle n'ont été que les points culminants d'un long processus menant du féodalisme au capitalisme (au Royaume-Uni, puis aux États-Unis et en France, en attendant les "révolutions bourgeoises" du XIXe siècle dont la fonction historique était, selon Marx, de liquider les derniers restes du féodalisme, notamment dans les parties les plus archaïques de l'Europe<sup>1</sup>).

Ce processus, qui est un processus historique **dialectique** (ce sont ses contradictions qui font évoluer l'humanité), est aussi un processus **progressiste**: chaque société est meilleure que celles qui l'ont précédé. Le *Manifeste* de 1847 commence par un long éloge des progrès liés à l'essor du capitalisme (« la bourgeoisie a joué dans l'Histoire un rôle éminemment révolutionnaire »)... avant de passer à l'analyse de ses contradictions et de prévoir son proche déclin. La contradiction majeure du mode de production capitaliste, c'est la concentration de la richesse en quelques mains et l'appauvrissement absolu du prolétariat (les socialistes allemands et russes du début du XXe siècle, notamment Lénine, y ajoutèrent l'impérialisme et la guerre, conséquence inéluctable de l'affrontement des Empires rivaux pour les ressources limitées de la planète); les crises économiques périodiques déstabilisent toujours davantage la société bourgeoise, tandis que les prolétaires, peu à peu, s'organisent.

Qu'est-ce qui remplacera le capitalisme? Le socialisme ou communisme, bien sûr: une société où l'homme n'exploitera plus l'homme. Mais, chose nouvelle, ce sera une société essentiellement bonne et qui saura résoudre ses contradictions: à la fois pour des raisons intrinsèques (Marx, dans la lignée des socialistes français, en fait le stade ultime de l'Histoire, et dans le cadre d'un historicisme progressiste ce qui vient en dernier est forcément parfait) et aussi pour des raisons historiques: avec les théories socialistes (les siennes propres notamment, même si lui-même n'en faisait certainement pas une Bible intouchable) pour la première fois de leur Histoire les hommes se sont dotés d'un instrument de compréhension globale de la réalité qui leur permettra de "dépasser le présent", d'agir judicieusement et dans leur intérêt à tous, de ne pas reproduire les erreurs du passé. C'est en ce sens qu'avec Marx, l'Histoire (celle de l'économie notamment) devient une science et un instrument d'action, avec des fondements objectifs, des lois, des méthodes: immense illusion qui a abouti, un siècle plus tard, au sinistre "matérialisme historique" des bolcheviks, devenu la justification et l'outil oppressif de dictatures totalitaires<sup>2</sup>. S'il y a un danger fondamental perceptible dans l'œuvre de Marx, c'est peut-être celui-là, encore qu'il est bien partagé avec l'ensemble des penseurs de ce siècle (l'Histoire a pu être qualifiée de "divinité laïque"

---

l'emportent sur les infrastructures (alors, pourquoi les tenir en tel mépris théorique?) et notamment faire intervenir un concept dont j'aurai souvent l'occasion de dire tout le mal que j'en pense, le concept d'aliénation — est aliéné celui qui se comporte autrement que ses intérêts de classe l'impliquent, c'est-à-dire, en fait, autrement que la théorie marxiste le prévoit. Le prolétaire qui vote à droite est aliéné par la société bourgeoise, celui qui vote pour les communistes ne l'est pas, même si ce vote est le résultat d'un bourrage de crâne idéologique: bref, le concept d'aliénation explique tout et son contraire.

<sup>1</sup> Marx n'a jamais pris la révolution de 1848, dans son ensemble, pour une révolution prolétarienne — voyez le chapitre 2.

<sup>2</sup> Marx n'a jamais pris la science pour une superstructure — sauf dans les œuvres de jeunesse, notamment les manuscrits de 1844. Il revint au stalinisme finissant d'assimiler la science à une sous-catégorie de l'idéologie et d'opposer "science bourgeoise" et "science prolétarienne" — voyez, dans le cours sur l'U.R.S.S. (chapitre 3), le passage sur le lyssenkisme. C'était, entre autres, une manière de plier toutes les sciences à la science reine, le matérialisme historique marxiste-léniniste.

Par ailleurs, notez que Marx savait bien qu'une idéologie peut survivre aux conditions qui lui ont donné naissance; ainsi le droit romain bien après l'Antiquité, la religion chétienne au XIXe siècle (avec un cas intéressant de réemploi partiel dans le cadre d'une nouvelle idéologie dominante). Cela vient quelque peu compliquer le tableau... et nuancer l'historicisme de Marx.

du XIXe siècle) et que, on l'a vu, l'historicisme de Marx était moins radical que celui de ses héritiers; il n'empêche que les racines du durcissement de l'historicisme marxiste sont bien à rechercher dans l'œuvre marxienne.

Là où il faut absolument séparer Marx de ses successeurs et disciples autoproclamés, c'est sur la nature de la Révolution qui doit aboutir au socialisme, et sur la nature de l'action politique que les socialistes doivent mener. J'y ai déjà insisté; je voudrais simplement souligner que sur ces points Marx a beaucoup évolué, beaucoup hésité. Il avait des certitudes, notamment celle que le prolétariat industriel était la classe révolutionnaire par excellence (et non, par exemple, la paysannerie<sup>1</sup>); et celle que le prolétariat ne pouvait agir qu'au niveau international, car les nations ne sont que des superstructures parmi d'autres de la société bourgeoise; elles n'ont aucune réalité objective permanente, elles disparaîtront dans la société socialiste: c'est le fondement de l'internationalisme du marxisme<sup>2</sup>. En revanche, il ignorait quelle forme précise prendrait la prochaine révolution, si elle serait violente ou non, rapide ou non, si l'installation du socialisme serait progressive — toute sa vie il tenta d'agir pour l'accélérer par l'action légale (quoiqu'en-dehors, bien entendu, des cadres de la vie politique bourgeoise, qui pour lui n'était qu'une superstructure), mais il échoua, aussi bien en 1848-1849 qu'en 1876, et lorsqu'il mourut le paysage du socialisme européen était dévasté, ce qui ne veut pas dire que les causes du mécontentement des ouvriers avaient disparu.

La seule chose qu'il n'imaginait certainement pas, c'était une révolution de type bolchevik, c'est-à-dire un putsch mené par une petite secte violente qui, sûre du cours futur de l'Histoire (d'autant que sa propre volonté éclairée en serait le moteur essentiel), s'autoproclamerait "avant-garde du prolétariat", sous la direction de quelques hommes décidés à reconstruire l'humanité selon leurs rêves en s'emparant des États et en renforçant la répression politique! Il fallut d'ailleurs, pour que Lénine et ses compagnons réussissent, des circonstances tout à fait exceptionnelles et proprement inimaginables du vivant de Marx — voyez le cours sur la Russie/U.R.S.S., chapitres 1 à 3.

---

<sup>1</sup> Or, en Chine en 1949, ce furent bien les paysans qui firent une Révolution marxiste, ou proclamée telle. Même en Russie en 1917, il n'y avait guère d'ouvriers! Mais pour Marx, les paysans sont propriétaires; donc ils ont quelque chose à perdre dans une Révolution; donc ils seront forcément moins révolutionnaires que les prolétaires de l'industrie. Et puis les ouvriers, dont le nombre a explosé et dont les conditions de travail se sont beaucoup modifiés avec l'essor de l'industrie capitaliste, ont un mode de pensée moins archaïque: leur "conscience de classe" est plus aiguisée.

<sup>2</sup> Ce point faisait difficulté en Europe centrale et orientale dès la fin du XIXe siècle, car les nationalismes y étaient en plein développement; et bien plus encore dans le monde communiste au siècle suivant (voyez ces problèmes, et les débats entre marxistes vers 1914 à ce propos, dans le cours sur l'U.R.S.S., notamment au chapitre 5). On peut l'analyser rétrospectivement comme une vision typique d'un Allemand vivant à Londres et à Paris et s'exprimant avec aisance dans les trois grandes langues du monde développé de l'époque: toute l'humanité était censée se mettre à ressembler au cœur industriel de l'Europe, c'est-à-dire au monde où Marx se mouvait... À plus forte raison, les régions extra-européennes étaient à peu près absentes de la réflexion de Marx (sauf les États-Unis qu'il traitait comme un simple appendice de l'Europe) — en effet, elles n'étaient pas encore au stade capitaliste du développement économique et social, donc elles ne pouvaient pas jouer un rôle moteur dans l'Histoire. Il revint aux bolcheviks russes d'intégrer l'ensemble du monde à la théorie marxiste, pour des raisons d'ailleurs surtout tactiques — voyez le cours sur la Russie/U.R.S.S., chapitres 5 et 6, et le cours sur la Chine.